

HISTOIRE ET CIVILISATIONS

NOUVEAU
ARCHÉOPOP

VAMPIRES, GOULES ET
CHAUVES-SOURIS...

Nosferatu
Autopsie d'un mythe

N° 220 JANVIER-FÉVRIER 2025

LES CAHIERS
SCIENCE & VIE

LES CAHIERS SCIENCE & VIE

ENTRE ÉCHELLES
DU LEVANT
ET MONTAGNE

ENTRE CHRÉTIENS
D'ORIENT ET ISLAM
CONQUÉRANT

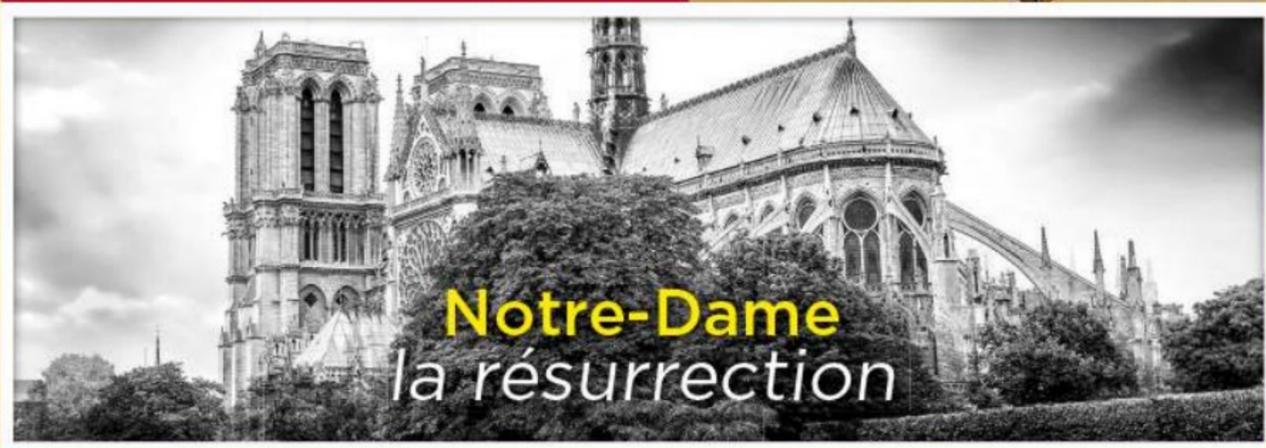
ENTRE
INDÉPENDANCE
ET GUERRE CIVILE

LE LIBAN

OU L'UTOPIE MULTICONFESSIONNELLE

LE LIBAN OU L'UTOPIE MULTICONFESSIONNELLE

L'ACTU FACE AU PASSÉ



Notre-Dame
la résurrection

REWORLD
MEDIA

N° 220 JANVIER-FÉVRIER 2025
BEL: 8,70€ - ESP: 8,70€ - GR: 8,80€ - DOM S: 8,80€ - ITA: 8,80€
LUX: 8,70€ - PORT CONT: 8,70€ - CAN: 12,95\$CAN - MAR: 94 DH
TOM S: 1050 CFP - TOM A: 1750 CFP - CH: 11,50FS - TUN: 29DTU

L 15516 - 220 - F: 7,90 € - RD



LES CAHIERS
SCIENCE & VIE

ÉDITO

MOSAÏQUE

A

border l'histoire foisonnante de ce petit pays (10 400 km², soit la taille du département de la Gironde!), c'est d'abord considérer sa géographie unique.

Le Liban s'articule en quatre strates parallèles à la mer : la plaine côtière discontinue, le mont Liban et sa muraille calcaire, la plaine fertile de la Bekaa, et les reliefs escarpés de l'Anti-Liban. Cette topographie a nourri un mythe identitaire : avec son littoral, les légendaires Échelles du Levant, ouvertes sur le monde, et sa montagne-refuge, au dédale de vallées.

Mais réduire le Liban à cet inspirant paysage, ce serait oublier bien vite la place qu'occupe ce pays à la croisée de trois continents : l'Afrique, l'Asie et l'Europe. Ce minuscule territoire a toujours attiré les convoitises et vu défilé une longue cohorte d'empires puissants. Les Phéniciens, navigateurs et commerçants, y ont fondé des cités-États prospères comme Tyr, Sidon ou Byblos. Les empires assyrien, babylonien, perse, grec et romain y ont laissé leurs empreintes successives. Plus tard, les croisades et la domination ottomane ont enrichi encore la si singulière culture libanaise.

Et Dieu dans tout ça ? Ici, il est au cœur de tout, constitutif de l'identité de chacun, conférant au Liban le triste privilège d'incarner un point névralgique des convulsions du monde contemporain. Pas moins de dix-huit communautés religieuses y sont officiellement reconnues, et son système politique, depuis l'indépendance acquise en 1943, repose sur cet équilibre multiconfessionnel. Un exploit fragile, certes, mais le pays tient jusqu'ici toujours debout, en dépit des coups de boutoir qui lui sont sempiternellement assésés.

Philippe Bourbeillon



SOMMAIRE // N°220

DÉCEMBRE 2024 - JANVIER 2025

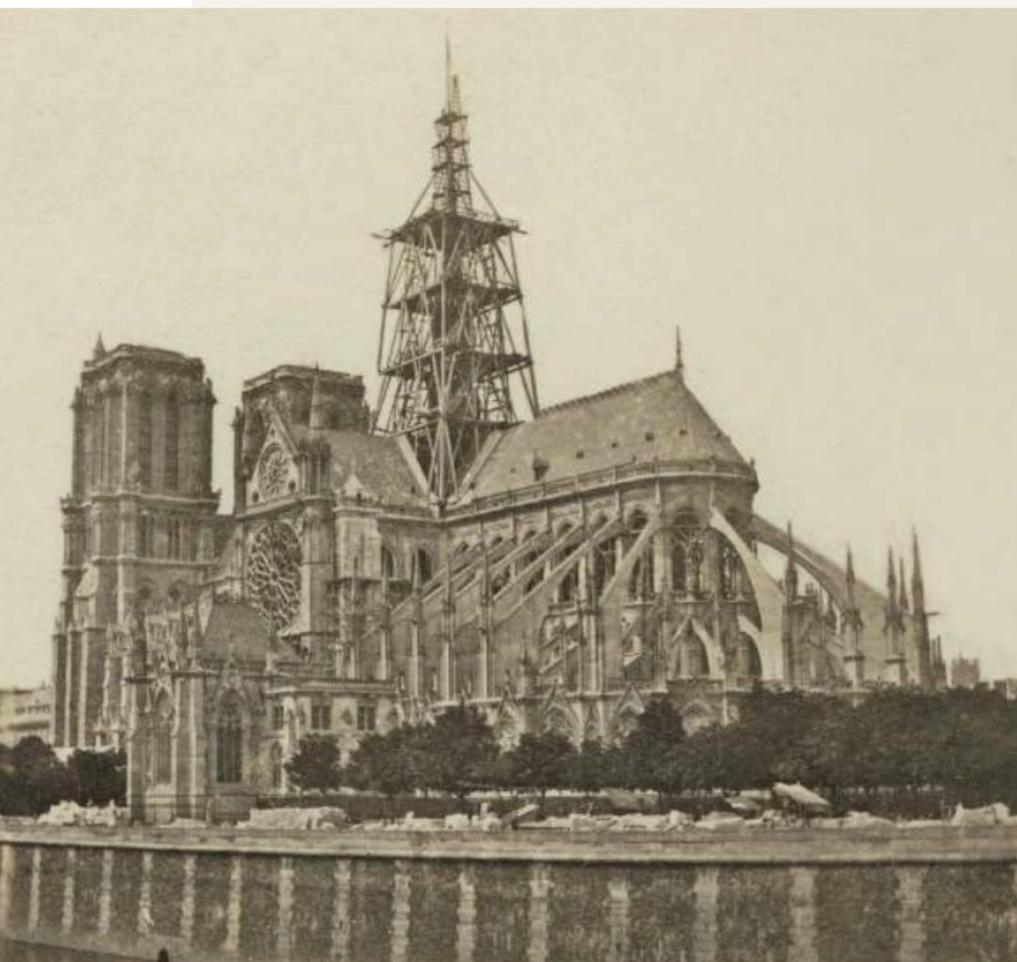
L'ACTU FACE AU PASSÉ

// PAGES 06 À 23

NOTRE-DAME DE PARIS

- 06 La résurrection
- 08 Un chantier titanesque
- 10 Une restauration à l'identique ?
- 14 Vitraux de la discorde, *bis repetita* ?
- 16 Pierres, métal et bois : plongée dans le passé
- 22 Mémoire fragmentée de Notre-Dame

AKG-IMAGES



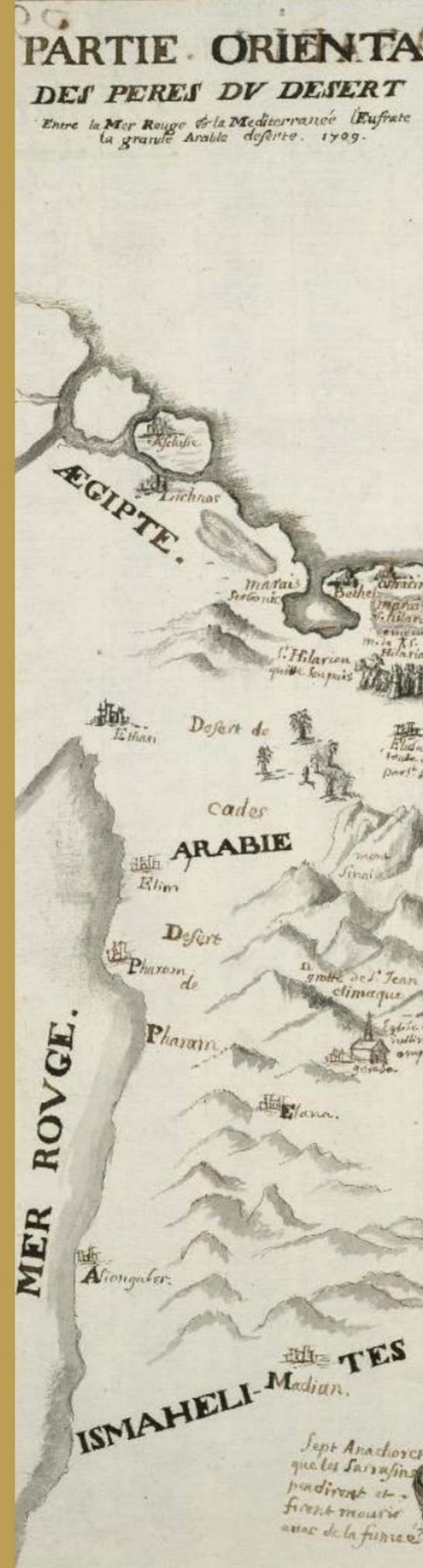
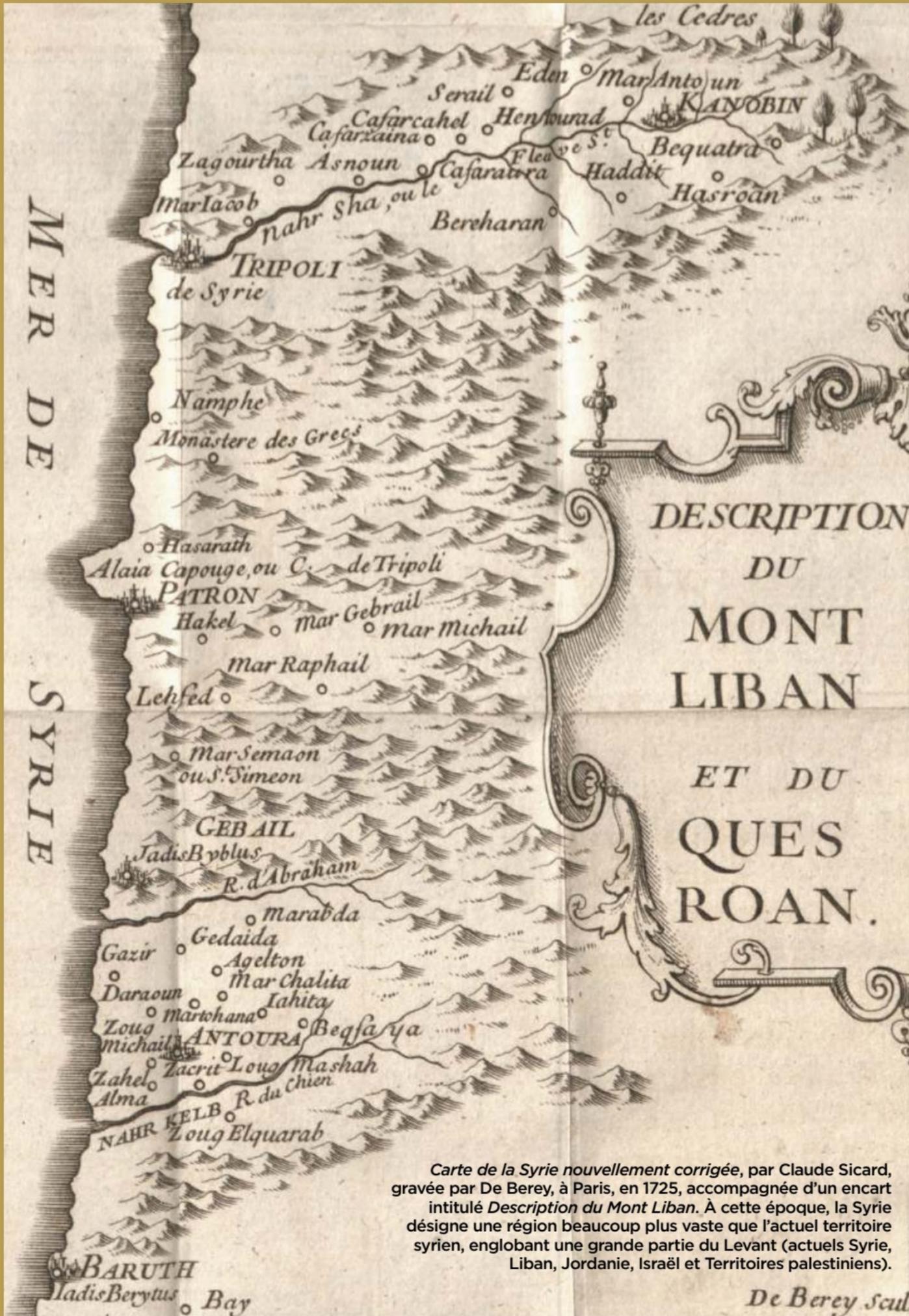
LE DOSSIER

// PAGES 24 À 81

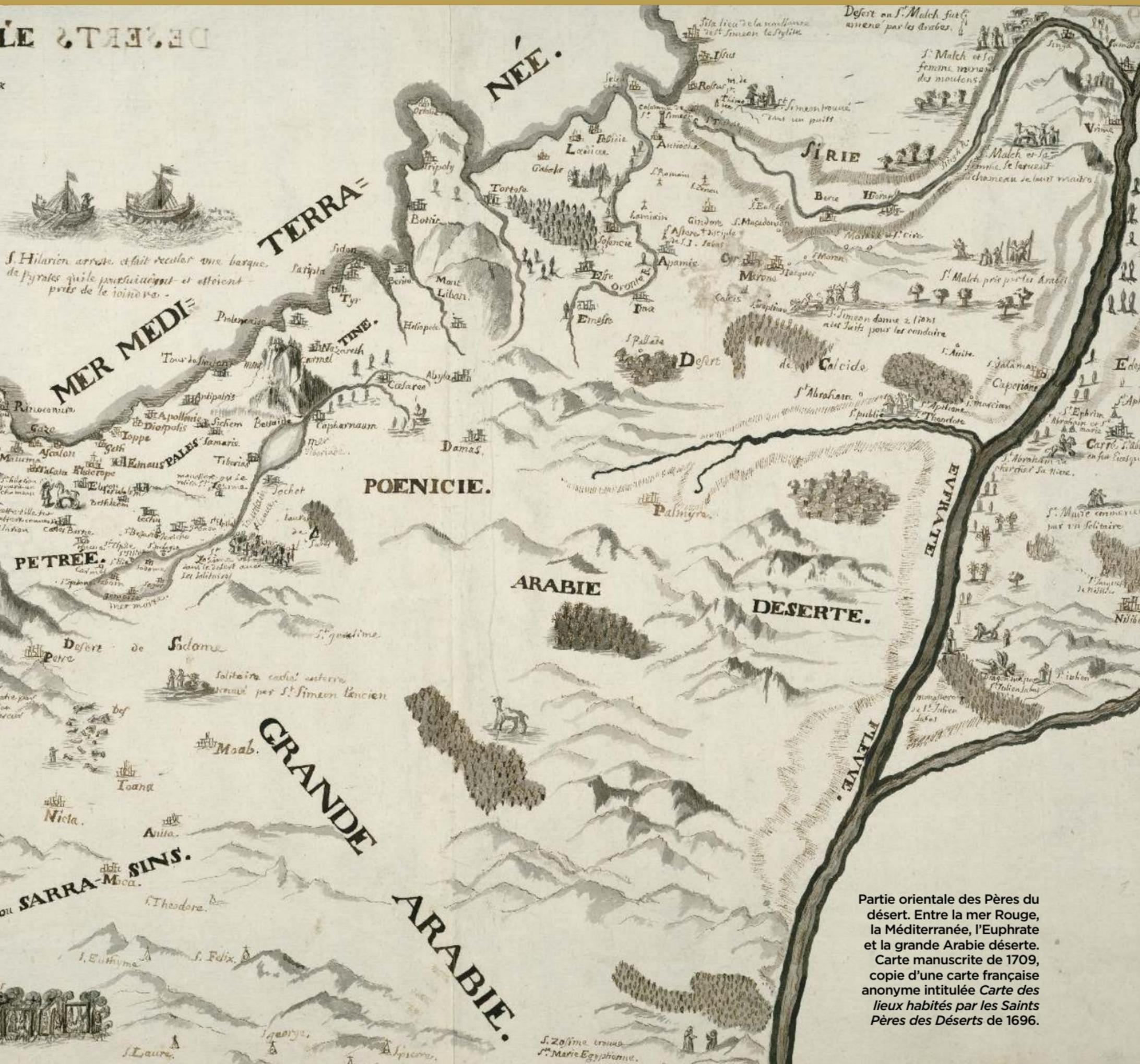
LIBAN

- 24 L'utopie multiconfessionnelle
- 26 Un pays entre mer et montagne
- 30 L'écho des empires
- 36 Une mosaïque de croyances
- 42 Sous l'Empire ottoman
- 47 Guerre et famine
- 48 La diaspora, l'autre Liban
- 52 Le rêve franco-libanais
- 58 Indépendance
- 60 L'impossible souveraineté
- 64 Quinze ans de guerre
- 71 Sabra et Chatila, massacre impuni
- 72 Et le Hezbollah devient maître du jeu
- 77 Terroristes ou libérateurs ?
- 78 Entretien avec le politologue Gilles Kepel

LIBAN, OU L'UTOPIE



MULTICONFESSIONNELLE



Partie orientale des Pères du désert. Entre la mer Rouge, la Méditerranée, l'Euphrate et la grande Arabie déserte. Carte manuscrite de 1709, copie d'une carte française anonyme intitulée *Carte des lieux habités par les Saints Pères des Déserts* de 1696.

UN PAYS ENTRE MER ET MONTAGNE

La diversité des communautés libanaises reflète les contrastes des paysages qui les ont accueillies : entre un littoral ouvert sur le monde et des bastions montagnards, refuge des minorités confessionnelles.

En 1946, au lendemain de l'indépendance du Liban, le philosophe Michel Asmar fonde le Cénacle libanais, un cercle intellectuel bouillonnant qui, pendant quatre décennies, va attirer toute l'intelligentsia du pays et au-delà, avec pour principal objectif de définir l'identité et d'imaginer l'avenir de cette jeune République. Au fil des échanges se dessine une « libanité » enracinée dans l'histoire et la géographie. Pour l'historien Jawad Boulos, figure intellectuelle majeure du Cénacle, c'est même « à son individualité géographique bien caractérisée que le Liban doit ce qu'il est et ce qu'il a toujours été.

La montagne, qui le protège, a développé chez ses habitants l'attachement à l'indépendance et le besoin de liberté. L'activité maritime a favorisé le développement d'un esprit libéral, ouvert et accueillant. La combinaison de ces facteurs a façonné le caractère original des Libanais et commandé le rôle historique du Liban. »

sions et les coups de boutoir de l'histoire, puisqu'il s'agit en réalité d'une création récente, tempère le géographe Éric Verdeil, grand spécialiste de ce pays. Néanmoins, il comporte aujourd'hui beaucoup de traits qui le singularisent dans l'ensemble moyen-oriental. » Sa situation au centre de la côte méditerranéenne orientale offre une première clé pour comprendre la destinée des peuples qui s'y sont installés au fil des siècles. Niché « au nœud des continents, au cœur de l'Ancien Monde », le Liban constitue un « trait d'union » et « une tête de pont idéale » entre Orient et Occident, mais aussi « l'axe [...] d'une hélice à trois branches, qui seraient l'Afrique, l'Asie et l'Europe »¹. De fait, cette petite région du monde a joué durant des siècles le rôle d'une interface ouverte à de multiples influences. « Sa position carrefour à l'est du bassin méditerranéen, en lien avec le monde arabe, lui a donné un rôle historique important », confirme Éric Verdeil. Des Égyptiens aux Romains, des Arabes aux

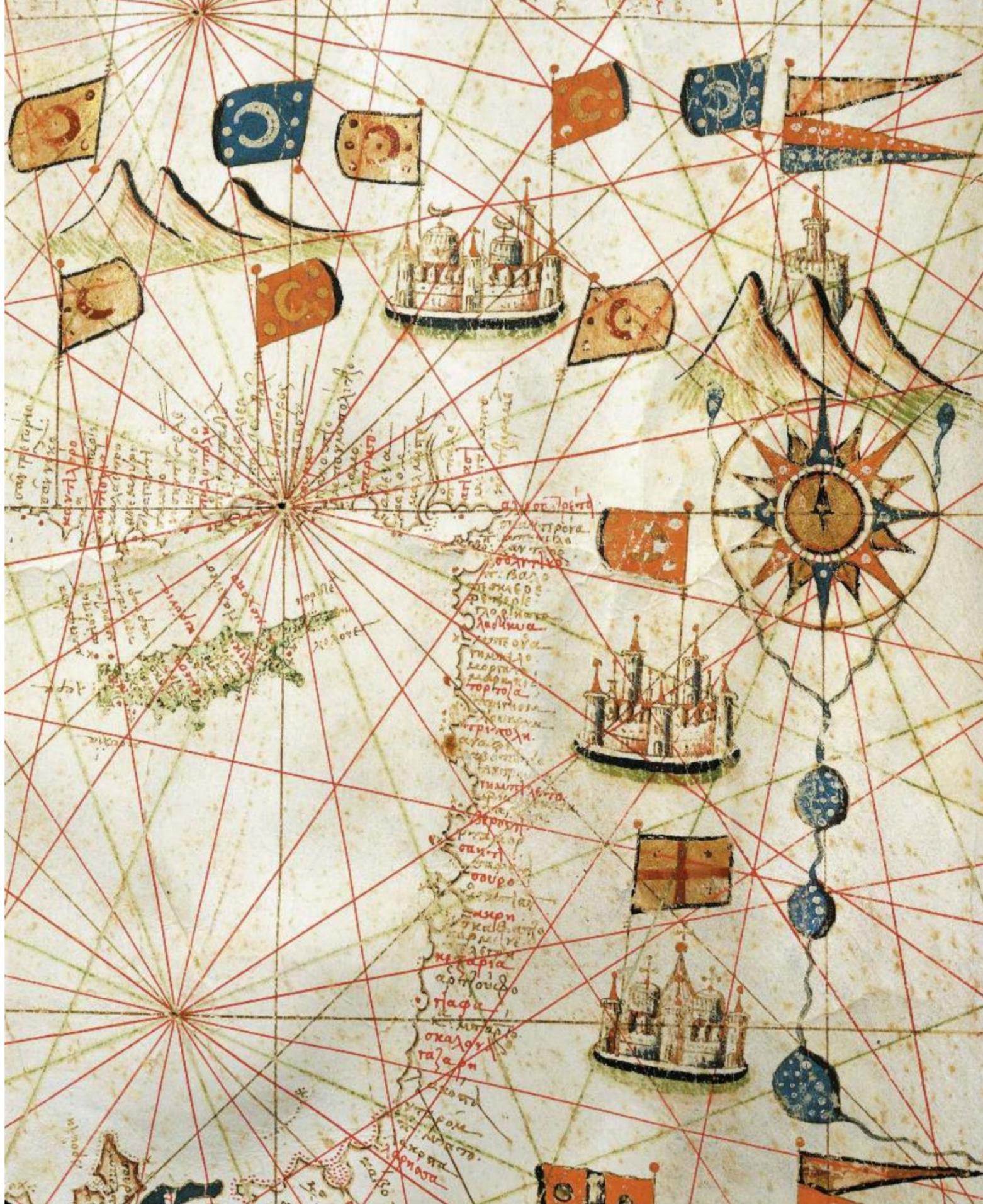
L'IDÉE D'UNE « PERSONNALITÉ GÉOGRAPHIQUE » DU LIBAN FAIT PARTIE DES MYTHES FONDATEURS DE SON IDENTITÉ

Maintes fois reprise, cette idée d'une véritable « personnalité géographique » du Liban fait partie des mythes fondateurs sur lesquels s'est construite son identité. Les paradoxes de ce territoire tiraillé entre Occident et Orient et entre Méditerranée et Montagne auraient ainsi contribué à façonner son histoire. « Ce serait une erreur historiographique majeure de donner l'impression que le Liban existe de toute éternité et se survit à lui-même malgré toutes les inva-

Ottomans, tous les grands empires ont cherché à y asseoir leur domination (voir *L'écho des empires*, p. 30) avant que les puissances européennes coloniales ne s'y intéressent à leur tour.

MOSAÏQUE GÉOGRAPHIQUE

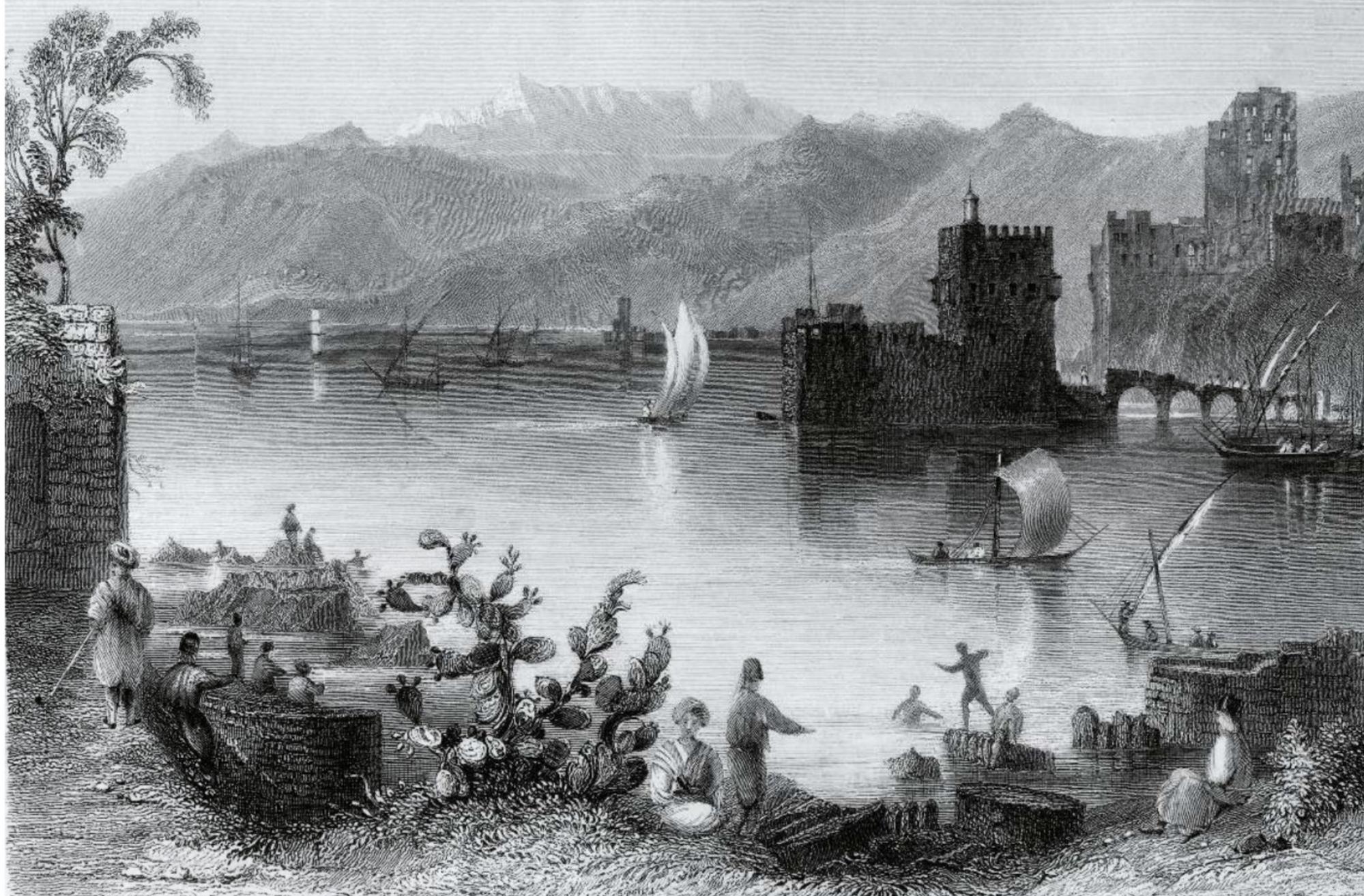
Après la Seconde Guerre mondiale, ce tout petit pays – 10 400 km², soit environ la surface du département de la Gironde – est devenu le théâtre d'en-



Portulan de la mer Méditerranée, détail représentant le Liban, Chypre et Israël, réalisé par le cartographe Giorgio Sideri, dit Callapoda ou Calopodio da Candia (Venise, XVI^e siècle).

jeux géopolitiques qui le dépassent largement, un « État tampon » coincé entre Israël et la Syrie, caisse de résonance des conflits régionaux. Dans ses frontières actuelles – celles du Grand Liban qui a vu le jour en 1920 –, le Liban constitue une mosaïque géographique qui concentre dans un mouchoir de poche des paysages contrastés, avec une grande variabilité climatique. « Il se compose de quatre unités géographiques disposées parallèlement à la côte : la plaine littorale discontinue, la muraille calcaire du mont Liban, la plaine intérieure de la Bekaa et la montagne de l'Anti-Liban », résume Éric Verdeil. À l'ouest, le cordon littoral déroule sur 250 kilomètres un chapelet de plaines étroites et densément peuplées, au climat méditerranéen, délimitées par des caps et promontoires rocheux. Ces zones urbaines tentacu-

lares sont dominées par le mont Liban, qui atteint 3 000 mètres d'altitude en son point culminant. Ce massif montagneux, qui a donné son nom au pays, offrait jadis des paysages ruraux de carte postale avec ses cimes enneigées et ses magnifiques forêts de cèdres, emblématiques du pays. Avec le changement climatique, la neige s'y fait moins abondante. Et les forêts se réduisent désormais à quelques massifs protégés, tandis que l'étalement urbain gagne du terrain depuis les agglomérations du littoral. Véritable château d'eau, le mont Liban comporte toute une série de sources à moyenne altitude. « C'est d'ailleurs par ses ressources en eau que le Liban se distingue vraiment des pays voisins », estime Éric Verdeil. La plaine de la Bekaa, qui s'étend entre les deux chaînes montagneuses du pays à une altitude



La tradition biblique évoque Berothah ou Berothai, une ville de l'ancienne Syrie, sous le contrôle d'Hadadézer, roi de Zobah, au début du X^e siècle av. J. C. L'actuelle Beyrouth a été identifiée à la Berothah mentionnée dans Ézéchiel, située entre Hamat et Damas, une interprétation aujourd'hui largement controversée. (gravure extraite de *Syria, the Holy Land and Asia Minor*, 1841).

moyenne d'environ 900 mètres, est très aride au nord, mais propice à l'agriculture dans ses parties centrale et méridionale, avec des ressources en eau et des sols fertiles qui en ont fait dès l'Antiquité le grenier à blé du Moyen-Orient. Toutefois, elle est désormais confrontée à de multiples difficultés liées au dérèglement climatique, à l'érosion des sols ou aux défaillances des infrastructures. À l'est, enfin, l'Anti-Liban, prolongé au Sud par le massif de l'Hermon, marque la frontière avec la Syrie désertique.

Le cadre physique a contraint les axes de circulation utilisés par le commerce et les envahisseurs. « Comme la Palestine et la Syrie, cette région a été ballottée par différentes vagues d'invasions, qui ont emprunté des voies à l'intérieur des terres : le couloir de la Bekaa en remontant depuis l'Égypte, ou encore la route qui descendait d'Alep à Damas », explique Éric Verdeil. La topographie explique aussi en partie la fragmentation politique de cette région du monde tout au long de son histoire. L'absence de continuité des espaces côtiers a favorisé le développement de cités-États indépendantes égrenées le long du littoral dès l'époque phénicienne. Le cloisonnement des espaces du mont Liban, entaillé par des vallées aux versants extrêmement abrupts, s'est

reflété dans l'émergence de communautés isolées. L'ouverture sur le monde des populations du littoral est souvent mise en avant. Dès l'Antiquité, les Phéniciens, navigateurs et commerçants, ont joué un rôle actif dans la mise en réseau des régions côtières de la Méditerranée. En colonisant le pourtour du Bassin méditerranéen, ils ont inauguré une tradition d'émigration qui a perduré à travers les siècles et s'est renforcée avec l'intégration au marché européen puis mondial. La vocation marchande des cités littorales est ainsi à l'origine d'une diaspora désormais étendue sur plusieurs continents. Les grandes cités comme Tyr, Sidon (ou Saïda en arabe) et Byblos (ou Jbeil) ont été très actives dans les échanges internationaux, reliant la Mésopotamie, la Syrie intérieure, l'Anatolie et le monde méditerranéen. « Ces villes littorales ont constitué des points d'ancrage dans la Méditerranée orientale et parfois dans des espaces plus vastes comme l'Empire romain », rapporte Éric Verdeil.

ÉCHELLES DU LEVANT

Sous l'Empire ottoman, les villes-ports – les fameuses Échelles du Levant – ont favorisé les échanges avec l'Occident ainsi que la pénétration économique et politique des Européens dans cette partie du monde.



« Certaines constituaient des points de départ de caravanes vers l'intérieur, en particulier Tripoli, qui est très proche de la trouée de Homs, un seuil qui permet de pénétrer dans l'intérieur syrien sans gravir la montagne, et Saïda, depuis laquelle on peut contourner le mont Liban par le sud », indique le géographe. Beyrouth, qui a connu un essor important du temps de l'Empire romain, a ensuite connu une longue éclipse du fait des difficultés de communication avec l'intérieur des terres. « C'est seulement vers la fin du XIX^e siècle, quand les Français ont commencé à investir dans les routes puis les trains qui l'ont connectée à l'arrière-pays, que la ville est montée en puissance. »

MONTAGNE-REFUGE

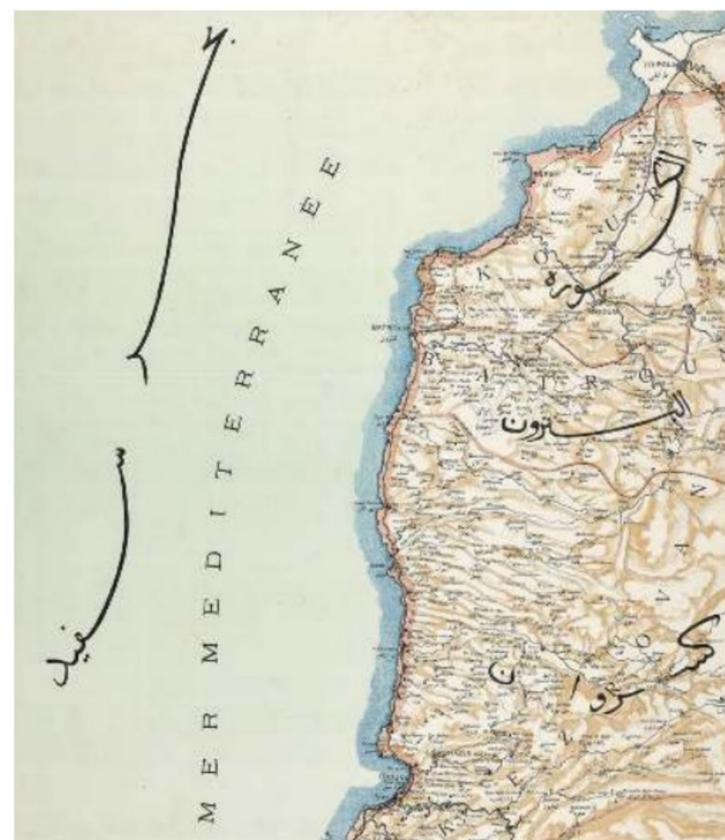
Berceau de la nation libanaise, le mont Liban constitue l'archétype de la « montagne-refuge », une notion qui a notamment été mise en avant par le géographe français Xavier de Planhol (1926 - 2016) lorsqu'il s'est penché sur les fondements géographiques de l'histoire du Moyen-Orient. Ainsi, selon un article publié à l'occasion du centenaire du Grand Liban par *L'Orient-Le Jour*, premier quotidien francophone au Liban, « les hautes montagnes qui longent parallèlement, à pic, le littoral ont constitué une sorte de barrière géographique qui a permis aux populations du territoire libanais de préserver, autant que faire se peut, une certaine liberté et une autonomie ». Véritables bastions naturels, elles ont accueilli au fil de l'histoire des communautés culturelles et religieuses minoritaires diverses, chrétiennes comme les maronites, ou musulmanes comme les druzes (voir *Une mosaïque de croyances*, p. 36), qui y ont conservé leurs traditions à l'abri des persécutions. On leur prête des qualités forgées par leurs dures conditions de vie – le sens de l'honneur, l'endurance... – alliées à un attachement sourcilieux à leurs racines et à leur indépendance. De fait, quand les villes côtières de tradition sunnite sont passées sous administration directe de l'Empire ottoman, les régions montagneuses enclavées ont continué à bénéficier d'une relative autonomie. Le pluralisme culturel et la fragmentation politique du Liban, composé aujourd'hui de dix-huit communautés confessionnelles, est ainsi le fruit d'une histoire assise sur les disparités d'un territoire très morcelé. Au fil des siècles, ses différentes régions ont toutefois connu des fortunes diverses. C'est ainsi qu'entre les XVI^e et XVIII^e siècles, période correspondant plus ou moins au Petit Âge glaciaire, la montagne a constitué un milieu plus favorable que la côte, dont les plaines littorales étaient devenues marécageuses et infestées de moustiques. Puis, avec la pénétration du capitalisme, les régions montagneuses ont renforcé leur dépendance aux ports du littoral. Dès la fin du XIX^e siècle, l'exode rural a rebattu les cartes de la répartition des com-

munités confessionnelles, faisant par exemple émerger une importante composante maronite à Beyrouth. « Les logiques de gouvernement attachées aux milieux très divers qui composent la mosaïque géographique du Liban actuel n'ont pas non plus toujours été les mêmes qu'aujourd'hui, ajoute Éric Verdeil. À l'époque ottomane, Beyrouth dépendait par exemple d'une autre province que le Mont-Liban pourtant tout proche, tandis que la Bekaa a regardé vers Damas jusqu'au début du XX^e siècle. »

Dans les dernières décennies, ce territoire meurtri par de terribles conflits a encore subi de profondes mutations. Les équilibres communautaires ont été bouleversés par l'arrivée massive de réfugiés palestiniens et syriens ainsi que par l'accélération des déplacements internes au pays et des mouvements d'émigration. Dans ce contexte, le maintien d'un système politique où les Libanais doivent voter là où leurs ancêtres avaient été enregistrés contribue à surreprésenter les structures de pouvoir rurales et montagnardes et les affiliations communautaires qui les sous-tendent, au détriment d'une prise en compte des enjeux politiques et sociaux contemporains inscrits dans les espaces urbains. « Le Liban d'aujourd'hui est largement déterritorialisé, constate Éric Verdeil. Il est à Paris, à Dubaï, à New York, à Abidjan, à Lagos... La société actuelle est en grande partie sinon dans la diaspora, au moins en mouvement, avec des personnes qui vont et viennent en fonction des saisons ou de leurs activités commerciales. » L'image idéale d'un Liban immémorial, tirant ses forces des composantes multiples de son identité, a du plomb dans l'aile...

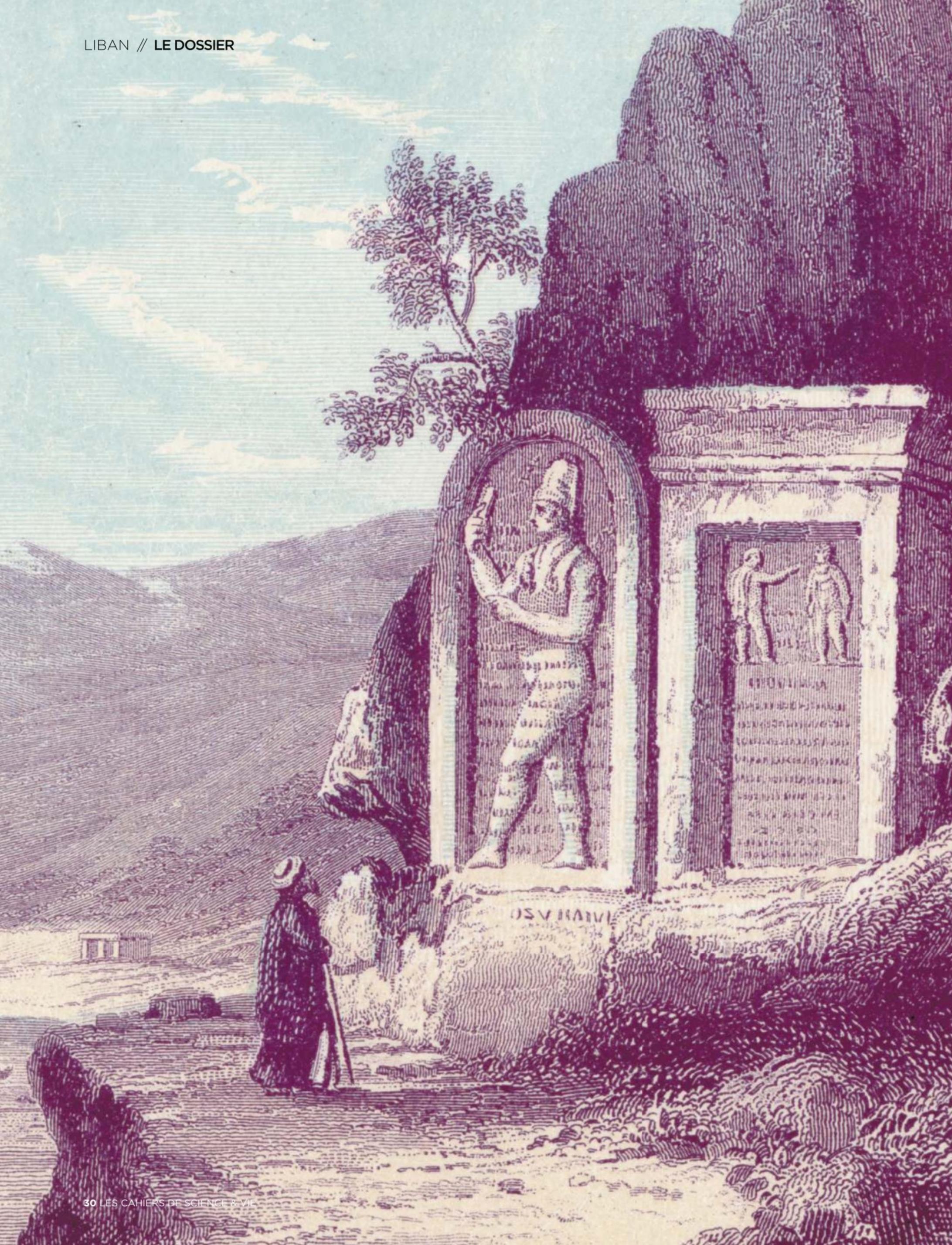
Marielle Mayo

¹Conférence prononcée au Cénacle en 1951 par le journaliste et philosophe libanais Michel Chiha, et citée par l'historien Amin Elias dans *Cénacle libanais & Identité nationale*, publié dans la revue *Travaux et Jours*, éd. de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, 2017.



A LIRE
Atlas du Liban - Territoires et société, Éric Verdeil, Ghaleb Faour et Sébastien Velut, coédition Presses de l'Ifpo et CNRS, 2007 (accessible en ligne).
Atlas du Liban - Les nouveaux défis, Éric Verdeil, Ghaleb Faour et Mouin Hamze, coédition Presses de l'Ifpo et CNRS, 2016 (accessible en ligne).

Carte de la Province du Liban sous l'Empire ottoman (Société orientale de Munich, 1904).



L'ÉCHO DES EMPIRES

« *C'est l'Europe et l'Asie se fondant en mille caresses* », s'enflamme Gérard de Nerval en évoquant Beyrouth et le Liban. En fait de caresses, la région a dû composer au fil des siècles avec le fer et le feu d'une litanie d'empires conquérants. Chacun à sa façon aura laissé une empreinte durable sur ses paysages, sa culture et ses habitants.

Une quinzaine de kilomètres au nord de Beyrouth, un défilé creusé dans la montagne par les eaux du Nahr el-Kalb, le fleuve du Chien, descend jusqu'au littoral. Un chien qui selon la légende hurlait à l'approche de nouveaux envahisseurs. Là, sur une étroite corniche suspendue au-dessus des eaux, une succession de stèles gravées dans le rocher témoignent encore du passage des étrangers qui, pendant près de 3000 ans, se sont bousculés sur ce promontoire : pharaons vainqueurs de la vieille Phénicie, conquérants assyriens ou babyloniens venus de Mésopotamie, légions de Marc-Aurèle, sultans mamelouks assoiffés de prestige... jusqu'à la dernière en date, célébrant le départ des Français en 1946. Un véritable livre d'or signé par une flopée de visiteurs indésirables. Le Liban, ce brimborion de territoire a, en dépit de ses modestes dimensions, toujours aiguisé les appétits des grands empires continentaux. Il n'a cessé d'être l'objet d'une mosaïque de pouvoirs en constante évolution, la victime d'une frénésie de conquêtes, rivalités et pillages qui a su se plier au joug des maîtres du moment pour mieux se redresser après leur départ. La position stratégique de la région, à la jonction de l'Occident et de l'Orient et route d'invasion obligée pour accéder aux richesses de la grande Égypte, n'est pas l'unique motif de convoitise.

Les Phéniciens, descendants des mystérieux Cananéens, sont les premiers à avoir mis en valeur le littoral levantin, succession de petites plaines alluviales séparées les unes des autres par de farouches promontoires rocheux. Au cours du III^e millénaire av. J.-C., plusieurs sites portuaires se développent en cités-États, à l'instar de celles qui commencent à éclore en Mésopotamie sumérienne. Ces agglomérations se parent de bâtiments publics, s'entourent de remparts de pierre, protègent leurs ports de môles monumentaux et revendiquent une pleine et entière indépendance les unes vis-à-vis des autres. À aucun moment n'émerge chez ces petits royaumes oligarchiques la moindre idée d'unité politique. Jaloux et rivaux, ils sont et resteront, quitte à se subordonner aux puissances régionales qui les entourent. Le Phénicien est d'abord Sidonien, Tyrien, Arwadite ou Gyblite. D'ailleurs, ce sont les Grecs qui leur donneront plus tard ce nom de « phénicien », sans doute en référence à la pourpre – *phoinikes* – un colorant fort cher dont s'étaient fait une spécialité les peuples de la côte en l'extrayant d'un mollusque, le murex. L'espace d'influence phénicien est proche de celui du Liban actuel, moins étendu à l'est, puisqu'il s'arrête à la Bekaa, laissant l'arrière-pays sous l'obédience des tribus ou des princes assyriens, et déborde le long du littoral,

Sculpture assyrienne au bord du Nahr el-Kalb, le fleuve du Chien, XIX^e siècle.

tant au nord jusqu'à Ras Shamra dans l'actuelle Syrie qu'au sud jusqu'à Haïfa en Israël. « À défaut d'unité nationale et de frontières bien définies, les Phéniciens ont en commun une langue et une écriture, avec quelques variantes locales », rappelle Corinne Bonnet, professeur d'Histoire grecque à l'Université de Toulouse. « Leur culture matérielle est aussi très semblable et les divinités qu'ils honorent sont en partie les mêmes, donc on peut parler d'un patrimoine culturel commun. » Pour autant, les archéologues n'ont guère retrouvé que des textes funéraires et des hommages aux dieux, aucun écrit de ce qui faisait le quotidien des Phéniciens : le commerce. Car le territoire n'est pas exempt de richesses. La montagne, couverte de vastes forêts, fournit, en plus des pins et des cyprès, un précieux bois de cèdre dont la qualité est vantée dans tout l'Orient, un bois idéal pour les constructions monumentales. Hiram, roi de Tyr, propose des cèdres à son voisin Salomon pour l'édification du Temple de Jérusalem. Les Égyptiens qui ne disposent que de malheureux palmiers lorgnent aussi sur cette manne, notamment pour la fabrication de leurs navires et leurs barques de cérémonie.

ANTIQUITÉ ÉMIÉTÉE

Si les Phéniciens se distinguent aussi par des artisans de qualité comme la verrerie ou la teinture d'étoffes à partir de la pourpre des murex, leur pros-

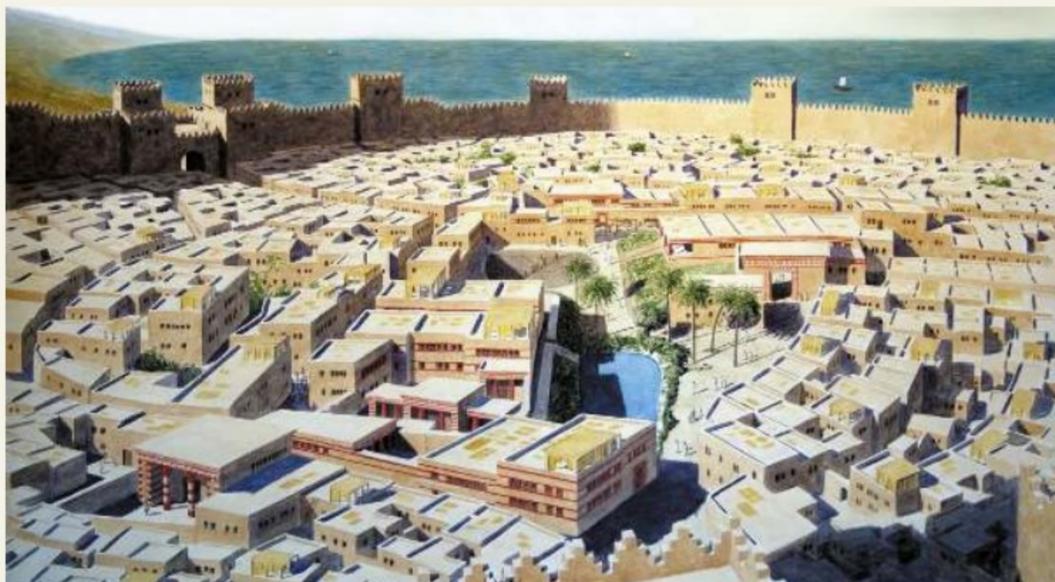


L'abattage de cèdres du Liban pour la construction du Temple de Salomon (gravure sur bois d'après Gustave Doré, 1832-1883).

lourdemment chargés au retour d'Espagne. Entre le XII^e et le VI^e siècle av. J.-C., la Méditerranée est un lac phénicien. Leurs routes commerciales ne se limitent pas à celles de leurs navires. Les cités-États de la côte ont su aussi développer le commerce au-delà des montagnes, en lançant leurs caravanes vers l'Anatolie ou la Mésopotamie. Et c'est justement à partir de cette dernière région que vont se déchaîner les convoitises les plus violentes. « Ils n'ont cessé d'être surveillés, voire exploités par les grands empires mésopotamiens », souligne Corinne Bonnet. « Il y a bien eu quelques tentatives d'alliance, mais les identités et sans doute des intérêts économiques locaux l'ont emporté. Ces petits royaumes semblent avoir toujours été

périté repose surtout sur leurs talents de navigateurs doublés d'un formidable sens du commerce. Homère, dans l'Odyssée, les dépeint comme des pirates sans pitié, des négociants roublards, d'audacieux marins qu'aucune tempête ou vent contraire ne sauraient arrêter. Dans la République, Platon stigmatise « l'esprit d'intérêt qui les caractérise ». La quête des métaux et la soif des bonnes affaires poussent leurs gros navires ventrus à lever les voiles toujours plus à l'ouest, essayant leurs comptoirs au fil des escales sur Chypre, Malte, la Sicile jusqu'à l'Andalousie et ses gisements de fer, cuivre et plomb. La célèbre Carthage en Afrique du Nord n'est au départ que l'un des comptoirs de Tyr où viennent relâcher les navires

Byblos, la cité des origines



Apparue à l'aube du III^e millénaire, Byblos est l'une des plus anciennes cités en pierre de l'histoire. Grâce à l'exploitation de grandes forêts de cèdres de l'arrière-pays, l'actuelle Jbeil devient très tôt un partenaire privilégié de l'Empire égyptien auquel elle sera souvent inféodée. Le commerce de tapis et de vêtements brodés et teintés de la pourpre la pousse aussi à nouer des relations avec les royaumes mésopotamiens avant de mettre sa flotte et ses marins à disposition des Perses achéménides dans les guerres médiques au V^e siècle av. J.-C.

en concurrence les uns avec les autres, ce que les empires ont savamment entretenu selon le modèle "divide et impera" ("divise et règne") ».

Alléchés par les succès phéniciens, l'empire assyrien commence par lancer des raids successifs qui trouvent leur dénouement par le versement de fastueux tributs. Les cités achètent le retrait des envahisseurs en leur offrant métaux précieux, tissus brodés, chaudrons ouvragés, défenses d'éléphant ou œufs d'autruche. Mais bientôt cela ne suffit plus et aux razzias succèdent de véritables campagnes de

aimait à dire l'historien Ernest Renan, membre d'une mission archéologique au Liban en 1860. Les petits royaumes phéniciens retrouvent un certain élan sous les Perses qui les associent, eux et leurs puissantes flottes, à la conquête de l'Égypte puis aux tentatives de conquête de la Grèce. Le roi de Sidon devient même le commandant de la flotte achéménide. Ce qui n'empêchera pas l'Empire perse de s'effondrer face aux troupes macédonniennes d'Alexandre le Grand en 330 av. J.-C. S'ouvre alors une nouvelle ère, placée sous le signe

LA CULTURE PHÉNICIENNE NE DISPARAÎT PAS DU TOUT AVEC LA CONQUÊTE D'ALEXANDRE : ELLE SE TRANSFORME

conquête. À la fin du VIII^e siècle av. J.-C., tout l'arrière-pays de la côte phénicienne est intégré à une province assyrienne. Les villes qui refusent de se plier au racket sont sévèrement châtiées, comme Sidon, détruite et mise à sac en 677. La plupart jugent plus prudent de céder. « *Je marchai contre Baal, roi de Tyr, l'assiégeai et bloquai toutes les issues par terre et par mer. Je lui coupai toutes sources de ravitaillement et l'obligeai ainsi à se soumettre à ma volonté* », se vante le roi assyrien Assurbanipal. Ce sont de longs épisodes d'humiliation politique et militaire, entrecoupés de révoltes sanglantes, de sièges interminables, de répressions féroces. À partir du VI^e siècle av. J.-C., les Babyloniens s'affirment comme les nouveaux maîtres de la région et comme les précédents écornifleurs, réclament leur dû, avant d'être bientôt remplacés à leur tour par les Perses achéménides. « *L'antiquité phénicienne est de toutes les antiquités la plus émietlée* »,

de la culture grecque. Intégrées au nouveau monde né des conquêtes d'Alexandre – celui des Séleucides, une dynastie issue de l'un de ses généraux –, les villes de la côte libanaise perdent peu à peu leur identité phénicienne, mais profitent largement des courants d'échanges qui se développent en Méditerranée orientale entre l'Égypte, la Syrie, Rhodes et l'Asie Mineure. « *La culture phénicienne ne disparaît pas du tout avec la conquête d'Alexandre* », insiste Corinne Bonnet. « *Elle se transforme, adopte certains traits de la culture grecque, mais la langue phénicienne est attestée dans des inscriptions jusqu'au I^{er} siècle av. J.-C.* » La culture de la vigne et de l'olivier, l'arboriculture et l'exploitation des forêts de l'arrière-pays prospèrent alors au Liban, qui tire toujours profit du commerce de la pourpre ou du verre. En 64 av. J.-C., les légions de Pompée envahissent la région et imposent pour quatre siècles la Pax Romana. De grands travaux sont entrepris, notamment à Bey-

Sidon, l'artisanale

Sidon devient l'un des plus importants ports de la Méditerranée orientale dès le XIII^e siècle av. J.-C. Refusant de payer le tribut aux Assyriens, elle est détruite par le roi Assarhaddon en 677 av. J.-C. avant d'être reconstruite par les Babyloniens et reprise plus tard par les Perses. Le roi de Sidon est traditionnellement grand-amiral en second de la flotte perse. Ce port prospère est renommé pour son industrie de la pourpre, un colorant extrait des coquillages murex, et pour la qualité de ses verreries. À l'époque romaine, les verriers de Sidon ouvriront d'ailleurs des ateliers en Gaule et en Germanie.



routh, Berytus à l'époque, qui se voit dotée de thermes, d'aqueducs, d'un hippodrome et d'une prestigieuse école de droit qui forme certains des juristes les plus habiles de leur temps. Mais sous le vernis romain – qui brille par ses temples ou ses combats de gladiateurs – les cités du Levant demeurent profondément hellénisées et poursuivent une vie sur le mode grec. Si le latin est la langue de l'administration et l'araméen celle du peuple, le grec reste celle des élites sur lesquelles Rome s'appuie pour diriger le pays. Le passage de flambeau aux Byzantins, derniers héritiers de l'Empire romain, à partir de 395, n'y changera rien.

Tout vole en éclat au VII^e siècle avec l'irruption de hordes de Bédouins surgies d'Arabie. Le littoral syro-libano-palestinien est désormais gouverné par les califes dépêchés par les Omeyyades de Damas, puis les Abbassides de Bagdad. Les raids successifs contre l'Occident partiront de ces côtes. Quant à la montagne libanaise, qui jusqu'alors n'était parcourue que de populations marginales de chasseurs et de bûcherons, ses forêts accueillent bientôt des groupes de réfugiés fuyant la plaine devant la conquête musulmane : des maronites établis sur le mont Liban dès le VII^e siècle, puis les druzes retirés dans les vallées du Liban central au XI^e siècle. Et c'est à cette époque que les Arabes doivent faire face aux croisés. Les villes du littoral libanais tombent les unes après les autres entre les mains des Francs : Byblos, Beyrouth, Sidon, Tripoli et finalement Tyr, le dernier bastion, qui succombe en 1124, sont intégrées aux États latins du Levant. Parmi eux, le comté de Tripoli forme l'essentiel du territoire de l'actuel Liban. Les croisés construisent ou restaurent une série de forteresses pour défendre

leurs nouvelles possessions et sécuriser les routes. Le Liban devient alors un territoire stratégique dans le réseau des États latins d'Orient, à la fois base militaire et relais commercial essentiel pour les forces européennes. Car même si Francs et Sarrasins s'affrontent avec une férocité sans pareil, un négoce s'établit entre les deux camps et il n'est pas rare que les convois de prisonniers chrétiens croisent les caravanes chargées de soie et de poivre à destination de Beyrouth. Le port connaît alors l'une de ses périodes les plus prospères.

Mais au Liban plus qu'ailleurs, le pouvoir est éphémère. Pas plus que les précédentes conquêtes, celles des Francs ne perdureront. Après deux siècles de domination, ils finissent par être rejetés à la mer sous la pression des armées de Saladin à partir de 1187, et plus tard des mamelouks, qui prennent définitivement le contrôle des villes côtières à la fin du XIII^e siècle. Ces anciens esclaves devenus maîtres de l'Égypte, cavaliers intrépides réputés pour leur virtuosité à la guerre et champions de l'islam sunnite, dévastent le Liban. À l'issue de leurs campagnes militaires, les villes maritimes sont en ruines, leurs murs démantelés, leur commerce anéanti. De féroces représailles sont menées à l'encontre des chrétiens comme les maronites qui ont noué alliance avec les Francs, mais aussi contre les musulmans hétérodoxes, druzes et chiites, qui ont souvent joué double jeu. Pourtant, toute la région, désormais intégrée au vaste empire contrôlé depuis l'Égypte, jouit bientôt d'une certaine stabilité et d'un bel essor économique grâce à une administration efficace : les mamelouks structurent le Liban en provinces administratives, les wilayas, gouvernées chacune par un émir nommé par le

Tyr, la reine de Méditerranée

La plus méridionale des cités de la côte phénicienne s'est construite sur une île au III^e millénaire. Elle est rapidement devenue le moteur de l'expansion phénicienne et la plus puissante des cités-États. Ses navires sillonnent la Méditerranée et la mer Rouge et fondent Carthage au IX^e siècle av. J.-C. Après le long siège de treize ans mené par le roi babylonien Nabuchodonosor II, Tyr est condamnée à un rôle secondaire au profit de Sidon. Elle sera néanmoins la dernière cité à se rendre à Alexandre, qui s'en empare après avoir fait construire une jetée longue de 600 mètres pour la relier au continent.





La bataille de Hattin, le 4 juillet 1187, se solde par une défaite écrasante de l'armée du royaume de Jérusalem, menée par Guy de Lusignan, face aux forces de Saladin.

reprise par les Ottomans lorsque, sous prétexte d'assurer la sécurité du pèlerinage à la Mecque, ils ravissent le contrôle du pays et en restent les maîtres jusqu'en 1918. Et le Liban redressera encore une fois la tête. Cette dynamique de diversité et d'adaptabilité a façonné l'identité libanaise et fait finalement de ce petit territoire un symbole de résilience au cœur du monde arabe. « *Les Libanais tiennent beaucoup à leur passé phénicien, qui est source de prestige en raison du rayonnement méditerranéen de leurs "ancêtres" et de cette invention majeure qu'est l'alphabet* », résume Corinne Bonnet. « *Cela rappelle le processus de construction de l'iden-*

tité des Français à partir des Gaulois : un passé fantasmé, mais utile aux Libanais pour défendre une certaine idée d'ouverture culturelle. Cette ouverture, ce multiculturalisme est un héritage pluriséculaire, mais qui, aussi, on le voit tragiquement aujourd'hui, témoigne d'une certaine fragilité face aux puissances fortes. »

Christophe Migeon

A LIRE

Les Phéniciens. Une civilisation méditerranéenne, Corinne Bonnet, Tallandier, 2021.
Histoire du Liban, Xavier Baron, Tallandier, 2017.

sultan, avec charge de maintenir l'ordre et d'assurer les flux commerciaux. Les navires vénitiens, pisans, florentins, provençaux ou catalans viennent régulièrement mouiller dans les ports libanais. Dans les régions montagneuses difficiles d'accès, les émirs druzes et maronites préservent une certaine autonomie et liberté religieuse. Une politique tenant compte des réalités locales, qui sera peu ou prou

Le père de tous les alphabets modernes

Les Phéniciens n'ont certes pas inventé l'alphabet, mais leur système linéaire de 22 lettres ne marquant que les consonnes a été jugé suffisamment facile d'emploi pour se répandre dans toute la Méditerranée à partir du X^e siècle av. J.-C. Il s'écrivait de droite à gauche

comme l'hébreu ou l'arabe de nos jours. Les Grecs le reprennent à leur compte en introduisant un système de notation des voyelles, puis par l'intermédiaire des Étrusques, il passe aux Romains et donne l'alphabet latin. Plus tard, l'alphabet grec donnera aussi naissance au cy-

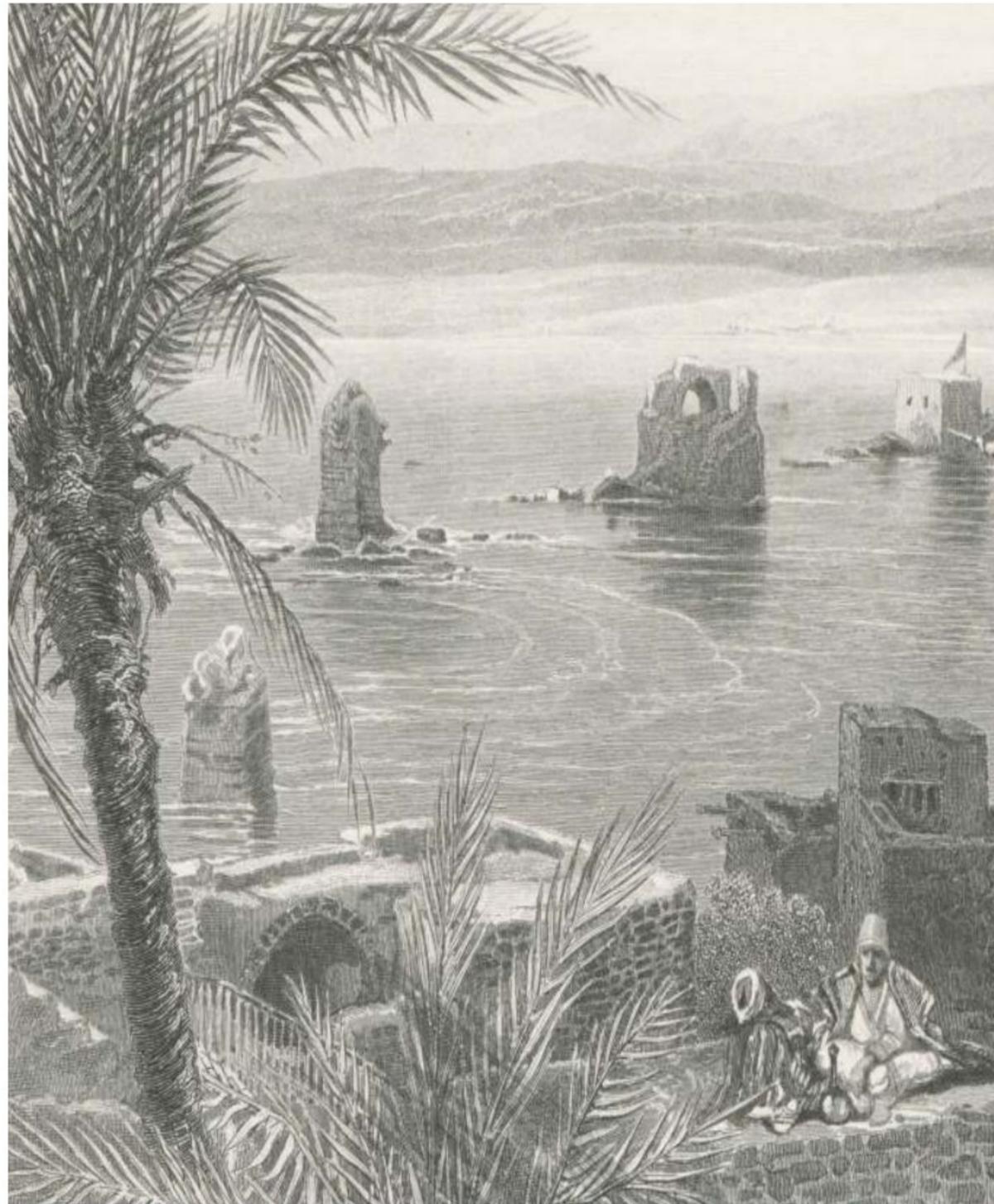
rillique. La plus ancienne inscription en phénicien est retrouvée en 1923 sur le sarcophage d'un roi de Byblos, une cité qui a joué un rôle décisif dans la diffusion de cet alphabet. Plus tard, le mot dérivé désignera le livre en grec (βιβλίον/biblíon) et finalement le mot Bible.

UNE MOSAÏQUE DE CROYANCES

Les communautés confessionnelles sont à la base du système politique libanais. Instaurées en 1936 par un arrêté du Haut-commissariat de la République française en Syrie et au Liban, soit sept ans avant la déclaration d'indépendance, elles sont définies comme des « communautés à statut personnel [...] dont l'organisation juridique et judiciaire est fixée par un acte législatif ». Chaque personne, croyante ou non, appartient légalement à l'une d'entre elles, le soumettant à une législation et à des juridictions spécifiques en droit de la famille (mariage, succession, etc.). La haute fonction publique, de même que la vie politique, demeurent par ailleurs régies par des équilibres confessionnels tacites entre ces nombreux groupes – 18 en tout !

Douze communautés chrétiennes disposent d'un statut officiel : les Églises maronite, grecque-orthodoxe, grecque-catholique, arménienne apostolique, arménienne catholique, syriaque orthodoxe, syriaque catholique, chaldéenne orthodoxe, chaldéenne catholique, latine catholique, protestante, et copte orthodoxe. Ouf ! Les musulmans sont moins lotis, avec « seulement » cinq confessions associées : sunnite, chiite, druze, alaouite, et ismaélienne. S'ajoute enfin une infime communauté juive (voir l'encadré *Des Israélites aux séfarades*, p. 39). Dans cette kyrielle de dénominations, sept disposent d'un poids démographique important dans la population libanaise. Par ordre décroissant approximatif, il s'agit des sunnites, chiites, maronites, grecs-orthodoxes, druzes et grecs-catholiques. Enfin, il y a 4 % d'Arméniens – seule minorité ethnique notable dans ce pays arabe à 95 %.

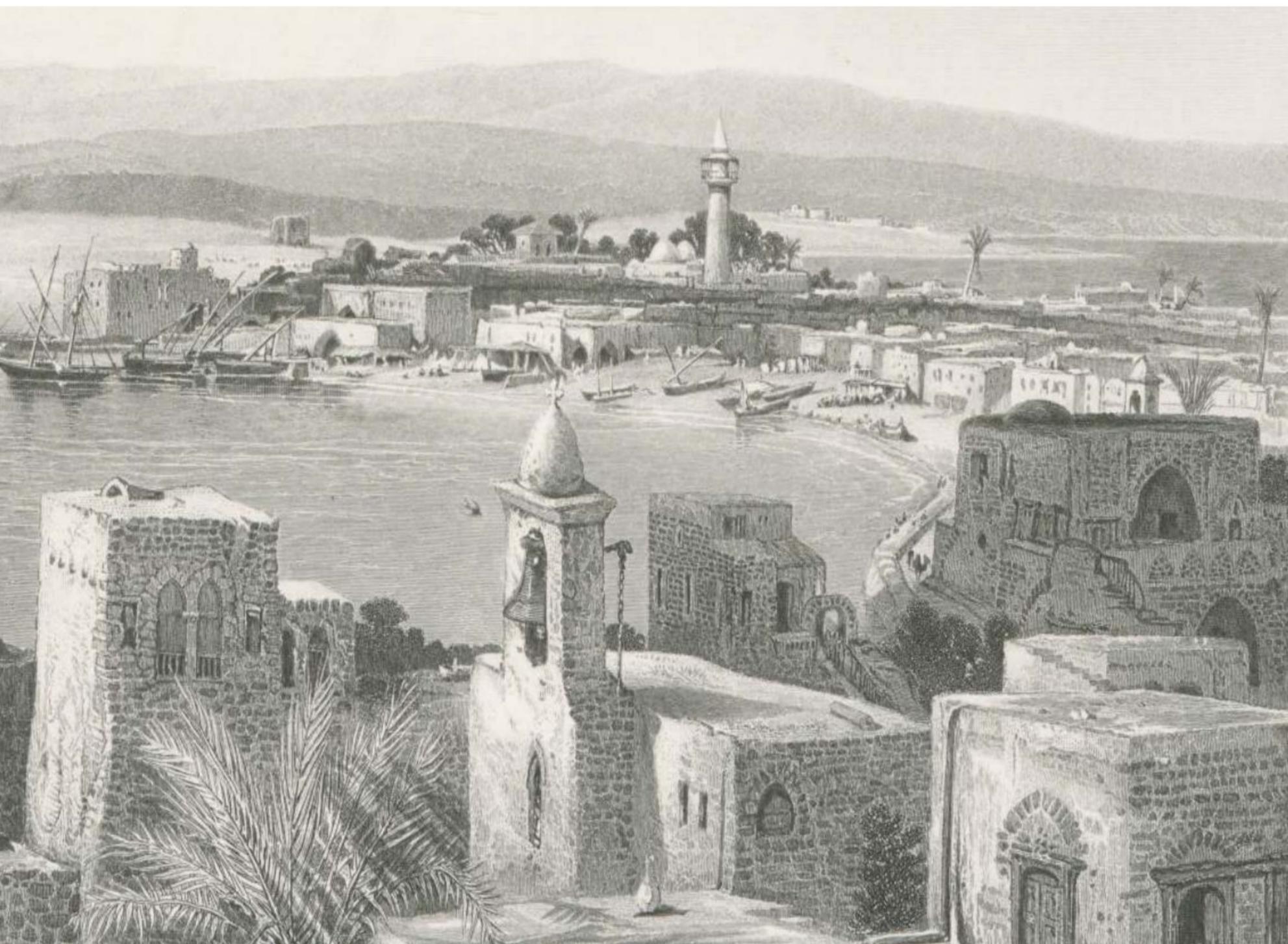
C'est seulement au XIX^e siècle que l'appartenance religieuse, marqueur fondamental déjà dans l'Em-



pire ottoman (voir *Sous l'Empire ottoman*, p. 42), se met à primer sur tout le reste, d'abord dans l'émirat du mont Liban, puis dans le Grand Liban sous contrôle français. Passent au second plan les oppositions entre populations côtières et montagnardes, entre grandes familles possédantes et masse populaire, entre bords politiques, entre clans... Qui participent pourtant à expliquer le mille-feuille confessionnel actuel. Pour mieux comprendre ce

Le Liban reconnaît 18 communautés confessionnelles. Une profusion qui s'explique en partie par une histoire humaine et religieuse particulièrement complexe, nourrie de scissions dogmatiques, de rivalités tribales et de migrations.

Vue de Tyr, avec ses maisons, son église et ses minarets (illustration de Harry Fenn, v. 1880).



foisonnement, il faut plonger profondément dans les racines du Cèdre, sans oublier de jeter un coup d'œil alentour : « *Quand on parle des époques précédentes, il ne faut pas réfléchir dans les frontières du Liban* », rappelle Bernard Heyberger, directeur d'étude émérite à l'EHESS et à l'EPHE. De fait, les quatre unités géographiques qu'il réunit ouvrent à divers modes de vie et influences – d'ouest en est, des plaines méditerranéennes arables, un mont Liban isolé au-

trefois forestier, la fertile vallée de la Bekaa, et enfin le massif aride de l'Anti-Liban lorgnant sur le désert syrien (voir *Un pays entre mer et montagne*, p. 26). Dès l'Antiquité, du XII^e au VIII^e siècle avant notre ère, la bande côtière de la Syrie au nord d'Israël est le cœur des cités-États phéniciennes, au faîte du commerce maritime méditerranéen. Jamais unifiées sous une même bannière malgré une religion et une langue commune, elles s'allient ou s'opposent au

gré des circonstances. À la même époque, dans l'est de la Bekaa et le désert syrien vaquent des tribus araméennes nomades ou semi-nomades, parfois organisées en États. Toute la région passe sous contrôle de l'Empire néo-assyrien au VIII^e siècle av. J.-C. Puis défile la litanie des grands empires ayant dominé le Proche-Orient antique (voir *L'écho des empires*, p. 30) : Empire néo-assyrien, Empire néo-babylonien, Empire perse, Empire séleucide, et enfin Empire romain à partir de -63, qui incorpore la région à sa province de Syrie. Cette dernière regroupe toute la côte du Liban jusqu'à la Cilicie, et son arrière-pays court jusqu'à l'Euphrate.

Relativement autonome au sein de ces empires successifs, la région phénicienne change graduellement de culture aux premiers siècles avant notre ère. La côte et ses villes s'hellénisent par ouverture sur le monde grec antique, partenaire commercial depuis des siècles. Sous l'influence des empires néo-babylonien et perse dont il est la *lingua franca*, l'araméen, originellement parlé dans le centre de la Syrie moderne, s'impose dans les montagnes. L'arabe est sûrement déjà parlé aux marges semi-désertiques du Levant, parcourues par des tribus arabes depuis des siècles. Du II^e siècle avant notre ère au IV^e siècle, plaine de la Bekaa, mont Liban et Anti-Liban forment le fief des Ituréens, une tribu semi-nomade d'origine arabe, mais de culture araméenne. Originaires du désert oriental, ils se sédentarisent à l'époque séleucide et dominent le royaume de Chalcis, un état vassal romain centré sur la plaine de la Bekaa, de -80 à 92. Mais les identités antiques sont difficiles à cerner. Les frontières entre ensembles géographiques sont poreuses et dans cette Babel antique, les peuples et groupes religieux partagent les mêmes lieux de vie et se mélangent. « *L'adoption généralisée de la nomenclature grecque et latine masque les distinctions qui*

auraient pu être établies entre les dieux des Phéniciens, des Araméens et des Arabes », note ainsi Julien Aliquot dans son ouvrage *La Vie religieuse au Liban sous l'Empire romain*.

CHALCÉDONIENS ET DISSIDENTS

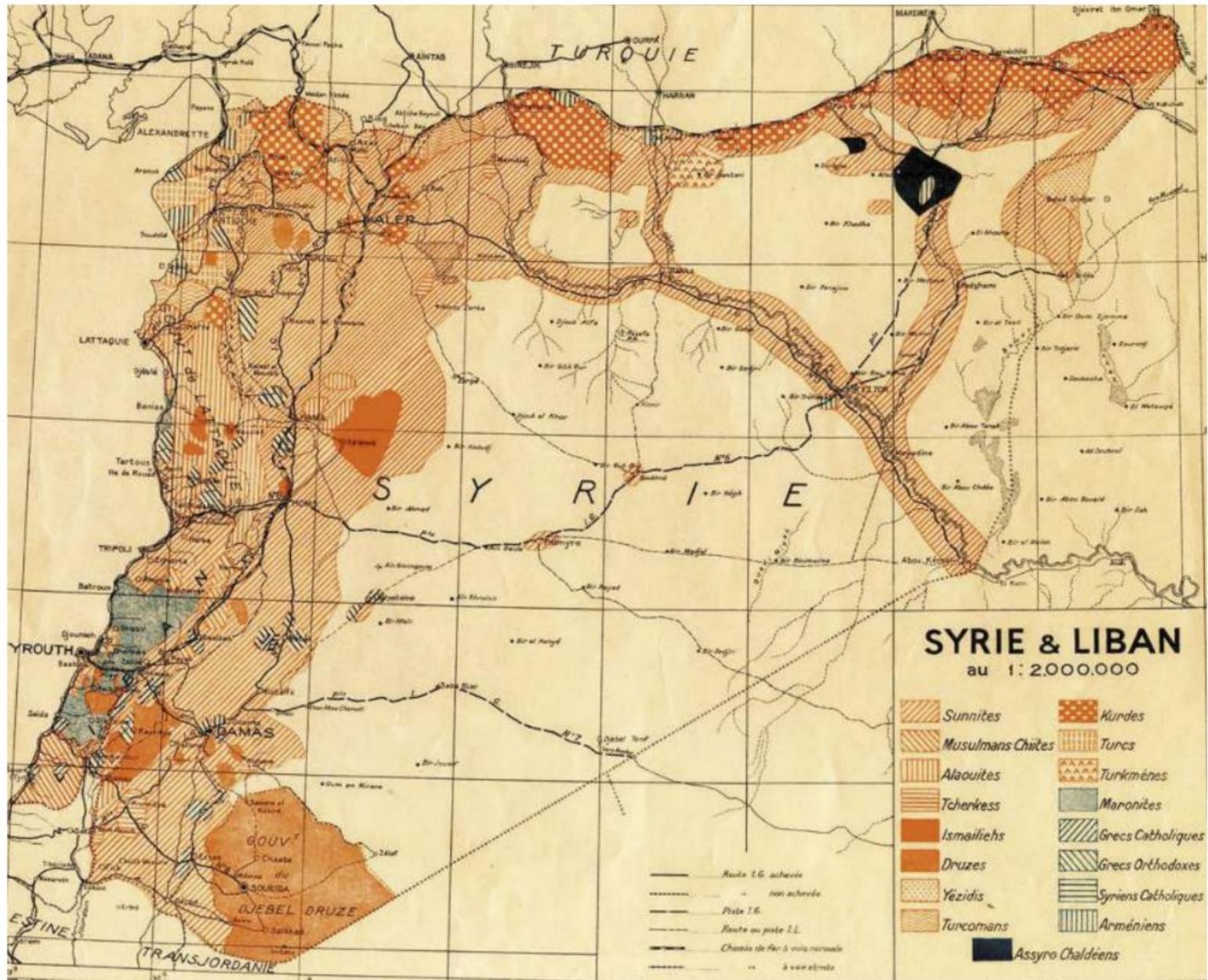
Dès le I^{er} siècle après son créateur, une nouvelle secte à la mode arrive de Galilée : le christianisme. Il accentue l'influence culturelle grecque, langue liturgique. Toute la côte proche-orientale devient un centre majeur d'adoption et d'évolution du christianisme primitif, tandis que les montagnes restent araméennes et se christianisent plus lentement et tardivement. Déclaré religion d'État exclusive en 392 par l'Empire romain, qui devient l'Empire byzantin en 395, le christianisme infuse la société. Mais il n'est pas unifié, et des soubresauts théologiques secouent tout le Proche-Orient. Leur plus grand point d'achoppement concerne la nature du Christ : comment concilier ses parts humaine et divine ? Pour y répondre, l'empereur convoque des conciles œcuméniques, grandes réunions de tous les évêques chrétiens pour fixer un dogme commun sur les points contentieux. Si les deux premiers conciles œcuméniques sont reconnus par toutes les Églises chrétiennes, ce n'est pas le cas des deux suivants (concile d'Éphèse en 431, puis concile de Chalcédoine en 451).

L'Église byzantine (comme la majorité des Églises actuelles) est dite « chalcédonienne » après avoir accepté ce concile, mais elle est loin de faire l'unanimité : « *Même si la majorité reste fidèle à l'empire, il y a des formes d'opposition à cette prise de contrôle sur les communautés chrétiennes* », explique Bernard Heyberger. Éjectés de l'Église et persécutés dans l'Empire byzantin, les dissidents demeurent solidement arrimés en Orient sous la forme d'une myriade d'Églises, dites nestoriennes (rejet d'Éphèse) ou



Le Concile de Chalcédoine, en 451, condamne Eutychès et les monophysites pour leur doctrine affirmant que le Christ n'avait qu'une nature divine, fusionnée avec l'humaine. Le Concile déclare que le Christ est « une seule et même personne, reconnu dans deux natures, sans confusion, sans changement, sans division, sans séparation » (gravure, 1868).

Cette carte illustre la répartition des communautés religieuses et ethniques en Syrie et au Liban en 1935, période marquée par le mandat français. Elle repose sur les données des recensements de 1932 au Liban et de 1935 en Syrie, les dernières sources officielles avant l'indépendance des deux pays.



myaphysites (rejet de Chalcédoine). Leurs divisions en une multitude d'Églises indépendantes expliquent le grand nombre de communautés chrétiennes au Liban : sept d'entre elles sont issues de ces Églises dissidentes (les Églises arménienne apostolique, arménienne catholique, syriaque orthodoxe, syriaque catholique, chaldéenne orthodoxe, chaldéenne catholique et copte orthodoxe). L'impression de lire double résulte de l'ingérence de Rome, qui a provoqué à la fin du Moyen Âge la scission de la plupart de ces Églises entre une Église rattachée à Rome et une Église maintenant son

indépendance. Aujourd'hui, elles représentent une minorité des chrétiens du Liban. Elles ont en commun une présence récente au Liban, qui date du génocide turc de 1915 – sauf l'Église copte, dont les fidèles sont venus d'Égypte à partir de 1950. Mais revenons au contexte théologique houleux de l'Antiquité tardive au Levant. Malgré leur condamnation, les Églises dissidentes prospèrent au Proche-Orient. Sans doute parce qu'elles permettent de revendiquer une identité propre : « Tribu et secte vont de pair, l'affiliation religieuse de la tribu servant à souligner son particularisme en tant que communauté »,

Des Israélites aux sépharades

Les Juifs libanais sont aujourd'hui concentrés à Beyrouth, et forment de loin la plus petite communauté confessionnelle, avec une trentaine de membres – ils pourraient être 200, dissimulant leur appartenance pour se protéger. La présence de Juifs est pourtant ancienne au pays du Cèdre. Des anciens Israélites travaillent

la terre vers Sidon et au sud de l'Anti-Liban au II^e siècle avant notre ère. En 502, des archives rapportent la destruction lors d'un tremblement de terre de la synagogue de Beyrouth. Au XII^e siècle, des Juifs arabes (ou mizrahim) habitent Tyr. Des sépharades (descendants des Juifs d'Espagne expulsés lors de la Reconquista) venus du Maghreb s'ajoutent

aux mizrahim dès le XVIII^e siècle, et le Liban accueille des Juifs fuyant les persécutions des pays voisins jusqu'aux années 50. La quasi-totalité des 10 000 membres de la communauté d'alors ont émigré pour échapper à ces violences, principalement vers Israël, la France ou les États-Unis, entre la crise de 1958 et la guerre civile.

analyse l'historien libanais Kamal Salibi dans le livre *Une maison aux nombreuses demeures*. Parmi ces groupes, à cette époque, on trouve les Ghassanides, une tribu arabe chrétienne originaire du Yémen et présente à l'est et au mont Liban, qui sont miaphysites – croyant donc que le Christ possède une seule nature divine, rejetant la distinction des natures humaine et divine du Christ telle qu'enseignée par le concile de Chalcédoine. Dans la même région, une tribu arabe du sud de la péninsule arabique, les *Tanukhides*, s'est convertie au christianisme au III^e siècle et s'allie aux Byzantins. Ces divisions chrétiennes menacent l'unité de l'Empire romain d'Orient, engagé depuis le III^e siècle dans une lutte sans merci contre son voisin oriental l'Empire sassanide. Au VII^e siècle, l'empereur byzantin Héraclius tente de rabibocher tout le monde en poussant un temps – mais sans succès – un nouveau dogme, le monothélisme. Celui-ci « professe que le Christ a une seule volonté divine, mais deux natures. Ce nouveau schisme donne naissance à l'Église maronite », précise Bernard Heyberger. Perdus dans la brume de l'histoire, les détails de cette genèse schismatique sont disputés par les maronites eux-mêmes. Ils affirment avoir toujours suivi le concile de Chalcédoine, malgré des indices du contraire : « Nous disposons de très peu de traces écrites sur l'Église maronite avant les Croisades, mais ces rares sources ne pointent pas dans cette direction », révèle Bernard Heyberger. Quoiqu'il en soit, l'Église est initialement présente au nord de la Syrie et en Cilicie, avant de s'implanter dans le nord du mont Liban à la suite des persécutions byzantines. S'y développe une communauté paysanne très soudée, installée dans des zones reculées montagneuses qu'elle domestique par la culture en terrasse. Progressivement, elle devient majoritaire dans le nord du mont Liban, avant d'entamer une migration vers le sud de la montagne, dans le Chouf, à partir du XVI^e siècle. L'Église maronite se rattache à Rome lors des croisades, au XII^e siècle. Hormis dans la région rurale du mont Liban, la majorité des chrétiens, surtout ceux



En islam, les chiïtes estiment que seuls les descendants de Mahomet, et donc de son gendre Ali, peuvent diriger la communauté des croyants. Parmi eux, les chiïtes duodécimains sont majoritaires au Liban. Les druzes, moins nombreux, occupent une place importante dans la société libanaise (miniature du XVIII^e siècle représentant Mahomet, sa fille Fatima, son gendre Ali et ses petits-fils).

Vestiges de l'art araméen, au IX^e siècle av. J.-C.



des villes et de la moyenne montagne de Tripoli, sont « melkites », c'est-à-dire orthodoxes byzantins. Encore aujourd'hui, ces régions concentrent la majorité des deux communautés filles des melkites, les grecs-orthodoxes et les grecs-catholiques (rentrés en communion avec Rome en 1724).

L'ISLAM ET LES GENS DU LIVRE

Exténué par une dernière guerre particulièrement brutale contre son éternel ennemi sassanide qui s'est conclue en 628, l'empire byzantin s'effondre au Levant dès l'arrivée des troupes arabes musulmanes du califat Rashidun. Terminée en 640, la conquête entraîne l'arabisation de toute la population du futur Liban. Si la langue arabe, déjà bien présente, est rapidement adoptée par tous – à part peut-être dans la montagne maronite, où l'araméen aurait persisté quelques siècles –, l'islamisation sera plus lente. « La religion de ces guerriers n'est pas très claire, et le Coran n'est pas standardisé, souligne Bernard Heyberger. Ce n'est qu'au siècle suivant que l'islam en tant que religion spécifique et outil de propagande du pouvoir apparaît plus nettement. L'arabe devient alors langue officielle, en remplacement du grec. »

En tout cas, la politique initiale de tolérance des conquérants musulmans envers les « gens du Livre » – moyennant impôt supplémentaire et restrictions légales – a pour conséquence de maintenir le millefeuille chrétien en place, hors de la tutelle uniformisante

de l'Empire byzantin : « *Le pouvoir musulman a en quelque sorte figé les divisions chrétiennes*, analyse Bernard Heyberger. *Dans un premier temps, cela a sûrement favorisé les églises dissidentes.* »

La formalisation de l'islam, du VIII^e au XI^e siècle, donne lieu elle aussi à des querelles de chapelles. Alors que les Églises chrétiennes se sont déchirées quelques siècles plus tôt sur la nature du Christ, les courants musulmans se divisent sur la succession de Mahomet (qui n'a pas de descendant mâle) à la tête de l'oumma, la communauté des musulmans. La fracture commence après le quatrième calife, Ali, gendre et cousin du prophète, assassiné en 661. Les sunnites reconnaissent comme cinquième calife Mu'awiya I^{er}, premier dirigeant du califat omeyyade, mais les chiites lui préfèrent le fils d'Ali, Bâqir. Les chiites se morcellent encore davantage en fonction du nombre d'imams – le commandeur des croyants, forcément descendant de Mahomet – qu'ils reconnaissent après lui. Se séparent ainsi au VIII^e siècle les ismaéliens (7 imams reconnus) et les futurs chiites duodécimains (12 imams reconnus). L'alaouisme, religion d'initiés apparue dans le chiisme duodécimain au IX^e siècle en Syrie, a développé une doctrine trinitaire en marge de l'islam. Une petite communauté est présente au Liban, essentiellement à Tripoli et dans la plaine côtière accolée à la Syrie. La religion druze, syncrétisme aux influences diverses issu du chiisme ismaélien, émerge au XI^e siècle dans l'Égypte du califat ismaélien fatimide, qui domine alors le territoire libanais. En islam aussi, les affiliations religieuses reflètent les communautés préexistantes, ces confédérations et tribus arabes peuplant la région depuis l'ère préislamique. Pendant les quelques décennies d'ouverture de la religion druze au prosélytisme, avant qu'elle ne se ferme et devienne endogame, ses fondateurs convertissent ainsi les chefs tanukhides libanais passés à l'ismaélisme au VIII^e siècle. Ces derniers habitent alors – et les druzes encore aujourd'hui – dans le Gharb, des collines qui dominent le sud de Beyrouth. Les tanukhides adoptent la nouvelle religion de leurs chefs. Se convertissent aussi à la religion druze les ismaéliens du Chouf, dans le sud du mont Liban, et ceux du Wadi al-Taym, vallée fertile sur le versant occidental de l'Anti-Liban. Avec les maronites et les druzes, les chiites duodécimains complètent le triptyque des dissidents religieux de la montagne libanaise. Bien présents dès le X^e siècle dans la montagne libanaise, ils se trouvent aussi dans la plaine du sud du Liban, et au nord de la Bekaa. Implanté depuis aussi longtemps au Liban, le sunnisme a pour lui son statut de confession officielle des régimes qui se succèdent dans la région du XIII^e au début du XX^e siècle. Les sunnites résident traditionnellement sur la côte, notamment dans le nord, et dans les villes – surtout Beyrouth. On les

À LIRE

Le Liban contemporain, histoire et société, Georges Corm, Éditions La Découverte, 2012.

La Vie religieuse au Liban sous l'Empire romain, Julien Aliquot, Presses de l'Ifpo, 2009.

Une maison aux nombreuses demeures, Kamal Salibi, Éditeur Hachette Antoine, 2016.

Histoire du Liban des origines à nos jours, Xavier Baron, Éditions Tallandier, 2017.

Les maronites, communauté chrétienne du Liban suivant le rite syriaque, sont les premiers chrétiens du Levant à s'unir à Rome. Leur nom vient de l'ermite Maron, leur saint patron ayant vécu aux IV^e et V^e siècles (illustration extraite de *Histoire du costume*, 1861-1880).

trouve aussi dans le sud de la vallée de la Bekaa. Leur répartition géographique rappelle celle des melkites, l'ancienne confession officielle d'empire. Si toutes ces communautés coexistent plutôt pacifiquement durant le Moyen Âge, cela s'explique en partie par le fait que les empires successifs, et notamment l'empire ottoman, délèguent la gestion de cette région à des chefs locaux : chiites, druzes ou maronites des montagnes sont chargés de lever l'impôt (voir *Sous l'Empire ottoman*, p. 42). Cette organisation cimenter la mainmise de quelques grandes familles au sein des druzes, des chiites et des différents millet chrétiens – les ancêtres des communautés confessionnelles, réservées aux non-musulmans et disposant chacune d'une autonomie assez étendue en termes de droit. « *Les changements d'appartenance ont sûrement été plus fréquents qu'on ne le pense. Un melkite arrivé dans un village maronite devenait probablement maronite, et inversement* », nuance Bernard Heyberger. La montée en puissance de l'Occident, qui s'immisce dès le XVII^e siècle dans les affaires des Ottomans affaiblis, va déstabiliser cet équilibre précaire et signer, à terme, une fixation indue sur l'identité confessionnelle. Sans pour autant réduire le Liban d'aujourd'hui à cette caractéristique : « *Dans ce petit pays, il y a de grandes différences socioculturelles et géographiques à l'intérieur de chaque confession* », rappelle Bernard Heyberger.

François Mallordy



SOUS L'EMPIRE OTTOMAN

Pendant quatre siècles, le Levant, incluant l'actuel Liban, fut gouverné par l'Empire ottoman. Pragmatique, celui-ci s'appuya sur des chefs locaux pour asseoir son autorité, avec une priorité : collecter l'impôt. Et ce, sans distinction de confession.

Le 24 août 1516, plaine de Marj Dabiq, près d'Alep. Sous l'étendard rouge du mamlouk Qânsûh al-Ghûrî, des milliers de soldats se préparent à en découdre avec les ambitions expansionnistes du sultan ottoman Sélim I^{er}. Mais avant même que l'affrontement n'ait lieu, un traître scelle leur sort. La victoire éclair des Ottomans fait basculer le destin du Levant : le futur Liban et toute la région entrent dans leur orbite pour quatre siècles. Déjà maître des Balkans et du pourtour de la mer Noire, l'Empire ottoman consolide alors son emprise sur une région immense : le Hedjaz, Le Caire, et bientôt presque tout le Maghreb. Et gouverner ce territoire hétérogène exigera une politique mêlant fermeté et souplesse. « Plusieurs dignitaires du régime mamlouk sont d'abord maintenus en place, pour autant qu'ils prêtent allégeance au sultan ottoman Selim I^{er} », explique Stefan Winter (Université du Québec à Montréal). Les provinces (ou eyalets) du Levant, telles qu'Alep, Tripoli et Damas, sont subdivisées en circonscriptions administratives (sandjaks) gouvernées par des émissaires locaux. L'ordre ottoman ne s'impose pas sans heurts : rébellions et velléités sécessionnistes à Damas ou soulèvements plus à l'ouest, dans le Chouf, contraignent la Porte à des expéditions punitives. À cela s'ajoute une pression financière croissante : les guerres incessantes et le besoin de moderniser l'administration pèsent lourd sur les caisses impériales.



Sélim I^{er}, 9^e sultan de l'Empire ottoman (1467/70-20 septembre 1520).

Dans ce contexte, la collecte des impôts est déléguée aux dirigeants des sandjaks, quelle que soit leur confession. « Bien que se définissant avant tout comme musulman et sunnite, l'Empire ottoman fait preuve de pragmatisme et privilégie les notables locaux influents et puissants, même s'ils ne sont pas sunnites », explique Chantal Verdeil (Centre d'études et de recherche Moyen-Orient Méditerranée, INALCO). Ainsi, au XVI^e siècle, des clans influents, comme les chiites Harfush et les druzes Maan, jouent un rôle clé dans l'administration régionale. Les commandants les plus méritants des sandjak sont récompensés par des titres d'émirs sous l'autorité ottomane. Les Harfush deviennent ainsi émirs à Homs et à Palmyre après avoir fourni des contingents militaires, les Maan obtenant quant à eux le titre à Saïda sans combats. En pratique, ces émirs et leurs hommes n'hésitent pas à brigander, bien qu'étant chargés de sécuriser les chemins. La Porte tolère ces abus tant que le tribut annuel est versé : en réalité, elle ferme les yeux, voire encourage certaines exactions pour garantir les rentrées d'argent. Au XVII^e siècle, par exemple, les tribus chiites Hamadé, chargées de taxer les paysans chrétiens, recourent souvent à la violence pour remplir les coffres ottomans. De fait, la Porte exploite aussi les rivalités entre dignitaires, tant pour garantir le paiement des im-





pôts que pour éliminer les potentats gênants. Ainsi, en 1598, Fakhr al-Din Maan, émir druze de Saïda, est poussé à déstabiliser Youssef Sayfa, gouverneur de Tripoli. Mais les alliances évoluent : ambitieux et contestataire, Fakhr al-Din finit par être destitué et exécuté en 1635. Or malgré sa chute, il va laisser son empreinte sur le mont Liban. Car en favorisant l'installation de chrétiens maronites, il redessine la démographie de la région pour les siècles à venir.

MARONITES ET DRUZES

À la suite de son exil en Toscane puis dans le royaume de Naples en 1613, Fakhr al-Din Maan encourage en effet la venue de commerçants européens (voir l'encadré *Indispensables capitulations*, p. 44) dans son pays natal. Pour leur vendre de la soie (voir l'encadré *La soie du mont Liban, une culture-clé du XIX^e siècle*, p. 45), il favorise alors la mise en valeur des terres par des monastères, en faisant alliance avec des chrétiens de culte maronite et en particulier avec la famille des Khazen. Or, ces grands notables du Kesrouan ont de l'entregent. Très influents au sein de l'Église maronite, ils investissent leur richesse et leur prestige dans la protection des jésuites et autres ordres missionnaires du Levant. Si bien qu'en 1655, Louis XIV nomme un Khazen et ancien bras droit de l'émir druze « consul de la nation française pour l'échelle de Beyrouth ». Et dès cette époque, le mont Liban et le Kesrouan vont durablement se peupler de chrétiens, au détriment des chiïtes.

« Bien qu'il ne s'agisse pas de propriétés au sens strict, mais plutôt d'usufruit, les Khazen vont acquérir quantité de terres dans le Kesrouan avec un argument contestable : se réapproprier et restaurer d'anciens lieux religieux qu'auraient occupés de manière abusive les chiïtes », indique Stefan Winter. Pour les financer, profitant de leurs liens privilégiés avec la France, moines et notables maronites ne manquent pas de se rendre en France, n'hésitant pas « à quémander un soutien en se prétendant persécutés par les émirs musulmans » fait remarquer l'historien Bernard Heyberger (Centre d'études en sciences sociales du religieux, EHESS). « De plus, les monastères bénéficient du financement de la diaspora maronite et melkite implantée en Égypte ou en Europe. Enfin, ils s'organisent en congrégations et recrutent leurs membres dans les bourgeoisies de Damas, d'Alep et de Saïda, ce qui facilite les transferts d'argent. »

Naturellement, ces lieux de prières, d'enseignement et de production agricole cristallisent l'installation de villages chrétiens, qui progressivement vont s'étendre au sud et gagner le Chouf, le Metn, et

La bataille de Marj Dabiq (1516), où les forces ottomanes écrasent le sultanat mamelouk. Anciens maîtres du Levant, les guerriers-esclaves mamelouks incarnent l'élite militaire qui domina l'Égypte, la Syrie et le Liban du XIII^e au XVI^e siècle.



Carte de l'Empire ottoman, imprimé chez T. Johnson, vers 1730.

même la Galilée. Les autorités ottomanes ne s'y opposent pas, bien au contraire : l'alliance entre notables maronites et émirs druzes est en effet gage de rentrées financières, mais aussi de stabilité. Plusieurs Maan se succèdent donc jusqu'au tournant du XVII^e siècle, quand faute de descendant pouvant prétendre au titre d'émir, la Porte doit chercher ailleurs. Elle se tourne vers les Chehab – des alliés et parents des Maan originaires du Wadi el-Taym,

région voisine du Chouf. Et preuve de l'importance prise par les chrétiens et du commerce avec les Européens, ces émirs Chehab, initialement sunnites, vont se convertir au culte maronite au XVIII^e siècle.

UNE FRAGILE COHABITATION

Cette évolution conforte leur pouvoir, mais ne les met pas à l'abri des pressions ottomanes. En 1788, sous l'autorité du gouverneur de Saïda Ahmed

Indispensables capitulations

« Dans une vision purement chariatique du monde, soit les chrétiens sont des sujets du sultan et étant non musulmans ils doivent payer un tribut, la jizya, en échange de sa protection, soit ce sont des ressortissants de pays ennemis. Or cela pose problème pour le commerce », rappelle l'historien Stefan Winter. Au XVI^e siècle, des engagements écrits,

ou capitulations, sont ainsi négociés entre l'Empire ottoman et plusieurs États européens, dont la France, pour donner un statut légal aux marchands non musulmans séjournant dans l'empire, mais aussi des tarifs douaniers avantageux à l'import comme à l'export. Étendus aux pèlerins et missionnaires au XVII^e, ils vont au XIX^e siècle permettre

aux Européens de jouer de leur influence. Comment? En plaçant sous leur protection des chrétiens en lien avec le commerce (traducteurs, négociateurs...), ils leur permettent de ne plus relever de la fiscalité et de la justice de l'Empire ottoman – donc de ne plus payer d'impôts ni risquer de poursuites. Ces capitulations sont supprimées en 1914.

La soie du mont Liban, une culture clé du XIX^e siècle

Au XVII^e siècle, la demande de soie syrienne augmente, profitant des liens de l'émir Fakhr al-Din Maan avec la Toscane et les marchands européens. En parallèle d'autres cultures (tabac, coton, agrumes...), celle du mûrier indispensable à l'élevage de vers à soie se développe alors de Tripoli à Saïda et du littoral à la montagne. Au siècle

suivant, l'Empire ottoman encourage cette sériciculture pour son marché intérieur, à la suite de l'interruption des approvisionnements issus de la Perse. Preuve de son succès, la soie verra ses prix tellement augmenter qu'en 1770 le nouvel émir administrant la montagne libanaise tentera d'imposer une nouvelle taxe. Mais c'est surtout au XIX^e siècle

que sa production et son exportation explosent pour répondre à la demande égyptienne. La sériciculture libanaise va ensuite combler les besoins de soieries lyonnaises puis voir son marché orienté à 90 % vers la France, avant de pâtir d'une sérieuse concurrence japonaise et chinoise : elle est abandonnée dans les années 1930.

Pacha, dit « le Boucher », un émir Chehab est exécuté et remplacé par son cousin, Bachir II Chehab. Malgré ces secousses, les émirs Chehab administrent et lèvent les impôts sur un vaste territoire, renforçant leur autorité. *« D'abord chargés d'encadrer les chiïtes Hamadé, dont l'attitude irrite les Ottomans, ils se voient confier au milieu du XVIII^e siècle toutes leurs concessions fiscales du mont Liban et du Kesrouan, pendant que dans la Bekaa, les Harfush deviennent en quelque sorte leurs sous-traitants »*, explique Stefan Winter.

Parmi les Chehab, Bachir II va marquer l'histoire. Pendant un demi-siècle, il impose son autorité sur les puissantes familles maronites et druzes, s'assurant leur obéissance dans la collecte des impôts. Mais son règne est mouvementé : exilé deux fois, il se réfugie en Égypte et se range du côté du gouverneur Méhémet Ali lorsque ce dernier décide d'envahir la Syrie ottomane en 1832. Ce conflit attire immédiatement les puissances européennes : la France, alliée des maronites, soutient Méhémet Ali, tandis que le Royaume-Uni, pour préserver l'Empire ottoman, s'appuie sur les druzes. *« La France et le Royaume-Uni organisent le conflit confessionnel »*, résume Bernard Heyberger.

Finalement, Méhémet Ali se retire en échange de droits héréditaires sur l'Égypte, et Bachir II est destitué. Son successeur, Bachir III, ne fait pas long feu. Sa nomination avec l'appui des Britanniques provoque une levée de boucliers parmi les druzes, qui cherchent à regagner leur pouvoir d'antan. Mais le contexte a changé : *« Le niveau d'instruction des chrétiens s'est amélioré, et ils sont désormais nombreux à ne plus dépendre de l'ancien système féodal »*, souligne Bernard Heyberger. Ils n'hésitent donc plus à se rebeller. Alors, pour rétablir son autorité, la Porte lance au milieu du XIX^e siècle les réformes des *tanzimat* (voir l'encadré *Une modernisation sous emprise européenne*, p. 46), qui visent à centraliser l'administration, améliorer les rentrées fiscales et moderniser l'armée. Mais *« elle va procéder par tâtonnements, et sous surveillance de puissances euro-*



Filage de la soie, mont Liban (stéréographie, vers 1914).

péennes », analyse Chantal Verdeil. Ce contexte de réformes, combiné aux tensions confessionnelles exacerbées par les ingérences étrangères, alimente les troubles locaux. En 1841, une querelle dégénère en affrontements armés entre druzes et maronites, signe d'un équilibre communautaire de plus en plus précaire.

La Porte place dès lors le territoire sous l'autorité directe du gouverneur de Saïda. Mais cette décision mécontente toutes les factions : druzes, maronites, orthodoxes, ainsi que leurs alliés européens respectifs (les Britanniques, les Français et les Russes). En 1843, sur proposition des puissances européennes, une solution est adoptée : diviser la Montagne en deux secteurs administratifs, chacun confié à un préfet (ou caïmacan). Un maronite gouverne le nord, tandis qu'un druze dirige le sud.

Sur le papier, ce découpage semble équitable. Pourtant, il ne tient pas compte de la réalité : des communautés maronites vivent également dans le sud. La coexistence reste donc explosive, et de nouvelles violences éclatent au printemps 1845, qu'espère résoudre le ministre des Affaires étrangères ottoman, Chakib Effendi.

« L'époque des tanzimat est aussi celle des conseils, et c'est donc la solution qu'il choisit. Chaque caïmacan

est ainsi secondé par un conseil dont les membres appartiennent aux six principales communautés confessionnelles : maronite, druze, sunnite, chiite, grecque-catholique et orthodoxe », détaille Chantal Verdeil. Mais les réformes fiscales qu'il est chargé d'appliquer font grincer des dents les notables. Dans le Kesrouan, les puissants Khazen, mécontents de leur caïmacan, tentent en 1858 de rallier les habitants à leur cause. Une très mauvaise idée ! Car les paysans n'acceptent plus d'être taxés à tour de bras, et se retournent contre leurs anciens seigneurs. Ils saisissent leurs biens, les chassent et les forcent à fuir le Kesrouan.

La révolte s'étend au sud, où les chrétiens prospèrent tandis que les musulmans supportent mal les réformes des *tanzimat* prônant l'égalité fiscale. Alors les tensions confessionnelles s'intensifient, annonçant une nouvelle période de troubles.

LES MASSACRES DE 1860

Au printemps 1860, des escarmouches entre druzes et maronites dégénèrent en massacres dans le mont Liban. En trois mois, entre 10 000 et 15 000 victimes périssent, et des dizaines de milliers de chrétiens sont laissés sans abri, pour une population totale d'environ 250 000 âmes. Début juillet, à Damas, un riche quartier chrétien est dévasté : en trois jours, 5 000 personnes sont tuées.

Ces drames offrent à Napoléon III l'occasion de redorer son blason auprès des catholiques français, mécontents de sa politique italienne menaçant les États pontificaux. La France propose donc une intervention pour protéger les chrétiens du Levant, mais les autres puissances européennes – Royaume-Uni, Prusse, Autriche et Russie – exigent d'y participer. Un corps expéditionnaire européen, composé

Le sultan ottoman Sélim III (1761-1808), recevant les dignitaires de son empire au palais de Topkapi.



À LIRE

The Long Peace: Ottoman Lebanon, 1861-1920, Engin Akarli, University of California Press, 1993.

Pourquoi l'Empire ottoman ? Six siècles d'histoire, Olivier Bouquet, Gallimard, Folio, 2022.

Les chrétiens du Proche-Orient au temps de la Réforme catholique (Syrie, Liban, Palestine, XVII^e-XVIII^e siècles), Bernard Heyberger, Classiques de l'École française de Rome, 1994.

Notables and Clergy in Mount Lebanon: The Khazin Sheikhs and the Maronite Church, Richard van Leeuwen, Brill, 1994.

The Shiites of Lebanon under Ottoman Rule, 1516-1788, Stefan Winter, Cambridge University Press, 2010.

pour moitié de Français, est déployé en août, mais Fouad Pacha, ministre des Affaires étrangères de l'Empire, y a déjà rétabli l'ordre.

UN COMPROMIS FRAGILE

Ces événements aboutissent, le 9 juin 1861, à une réforme majeure. Les deux caïmacanats sont fusionnés pour former une administration unique dirigée par un moutassarif chrétien, mais non libanais, nommé par Istanbul avec l'approbation des puissances européennes. Un conseil de douze membres, élus selon les principales confessions, accompagne cette gouvernance, et le territoire est divisé en sept arrondissements confessionnels.

Ce système ramène une relative stabilité et favorise le développement. Mais la Montagne, exclue des ports et des plaines fertiles, reste économiquement dépendante, ce qui aggrave les crises comme la famine de 1915-1918. Quand vient alors la chute de l'Empire ottoman, la France, mandatée par la Société des Nations, crée le Grand Liban, intégrant la plaine de la Bekaa et les villes côtières, sans pour autant mettre véritablement fin à cette administration confessionnelle.

Anne Lefèvre-Balleydier

Une modernisation sous emprise européenne

Au début du XIX^e siècle, imaginées depuis quelques décennies, plusieurs réorganisations ou « *tanzîmât* » visent à moderniser l'Empire ottoman, autour de trois grands textes.

En 1839, par la charte de Gulhané, le sultan promet la promulgation de nouvelles lois pour garantir la

sécurité de ses sujets, mais aussi améliorer la perception des impôts et la conscription. Sous la pression des Européens, la charte du Hattı Hümayun de 1856 ira cependant au-delà des réformes prévues.

« Elle proclame l'égalité de tous les sujets du sultan, quelle que soit leur religion devant l'impôt, la justice, l'instruction,

les obligations militaires, ou l'accès aux emplois publics », indique l'historienne Chantal Verdeil. Enfin en 1876, bien que laissant au sultan de nombreuses prérogatives, la constitution établit une chambre de notables (nommés à vie par le sultan) et un parlement élu par le peuple. Celle-ci sera néanmoins suspendue dès l'année suivante.

GUERRE ET FAMINE



Novembre 1914. Entrée en guerre contre les puissances de l'Entente, l'armée ottomane occupe la Montagne et la Porte nomme à Damas un gouverneur à poigne : Djemal Pacha, désigné comme Le sanguinaire. Or s'il met fin quatre mois plus tard au statut spécial donné en 1861 à la montagne libanaise, s'il multiplie entre 1915 et 1916 les arrestations, déportations et exécutions de nationalistes et d'élites libanaises, il va surtout interdire dès le mois de décembre les exportations de céréales d'Alep et de Damas vers la Montagne et la côte. Cette décision, note l'historien Yann Bouyrat* « ne doit pas être vue comme la preuve de ses intentions génocidaires à l'égard du Liban, mais comme une mesure de sécurité visant à éviter la constitution de stocks céréaliers sur le littoral, qui auraient pu servir une éventuelle armée d'invasion. » Au même moment, les forces de l'Entente (France et Grande-Bretagne) organisent le blocus des côtes orientales de la Méditerranée : le Liban et les régions environnantes ne sont plus ravitaillés.

SAUVETAGE FRANÇAIS

Cette politique, ajoutée aux désorganisations liées à la Première Guerre mondiale, à la volonté des dirigeants ottomans de privilégier leurs ar-

Victimes de la grande famine au mont Liban (1915-1918).

mées par rapport aux populations civiles, ou encore à la spéculation de marchands de grain chrétiens comme musulmans, déclenche une terrible famine. Un tiers des habitants de la Montagne (soit environ 120 000 personnes) et 80 000 résidents du littoral vont y laisser la vie. En France, le ministre des Affaires étrangères Aristide Briand réagit dès 1916 en sollicitant l'aide des États-Unis, puis de l'Espagne pour l'envoi d'une aide humanitaire. En vain : Londres s'y oppose et Istanbul fait obstruction. L'armée française, installée depuis 1915 sur une île au large de Tartous, fait alors parvenir un peu d'or aux Libanais, pour leur permettre d'acheter des denrées en contrebande. Mais il faut attendre l'armistice d'octobre 1918 pour que soit donnée l'autorisation de lever le blocus et de ravitailler les populations. Les envois de denrées alimentaires vont dès lors se multiplier, les missionnaires se chargeant de les distribuer à la population. Et c'est à la suite de ce sauvetage du Liban que la France imposera sa mainmise sur la région.

A-L.B.

*Une crise alimentaire « provoquée » ? La famine au Liban, 1915-1918, Yann Bouyrat, Actes du 138^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques, « Se nourrir : pratiques et stratégies alimentaires », Rennes, 2013.

LA DIASPORA, L'AUTRE LIBAN

L y a peu de pays où l'on est accueilli par un personnage sur le point de faire ses valises. C'est pourtant le cas sur le port de Beyrouth, où la statue de l'Émigré libanais, reproduction en bronze du sculpteur Ramiz Barakat, vêtu des traditionnels tarbouche et sarouel, tourne le dos au pays et semble espérer un avenir meilleur au-delà de la ligne d'horizon. L'exil a toujours accompagné l'histoire du Liban.

Depuis le milieu du XIX^e siècle, il a fallu fuir les guerres, les crises économiques, les conflits interconfessionnels et tenter une nouvelle vie dans des pays au quotidien moins turbulent. Il s'ensuivit une véritable hémorragie démographique, une dispersion à travers le monde d'un capital humain qui d'un côté a fait défaut au pays, mais qui de l'autre l'a rendu encore plus grand que son territoire. La diaspora libanaise, l'une des plus importantes et influentes du monde, n'a jamais cessé d'entretenir des rapports étroits avec ses villes et villages d'origine. Elle est aujourd'hui un élément crucial de l'identité et de l'économie, un pilier essentiel du développement du Liban. Son histoire est aussi celle d'un pays qui a survécu grâce à ceux qui en sont partis.

Des massacres de chrétiens maronites par les druzes du mont Liban dans les années 1840-60 sont à l'origine d'une première vague d'émigration, essentiellement des paysans, des petits propriétaires, qui laissent tout derrière eux et partent refaire leur vie en Amérique latine. L'effondrement du marché de la soie et la crise de la sériciculture, un secteur qui occupait alors la moitié de la population libanaise, provoquent de nouveaux exils au tournant du XX^e siècle, bientôt amplifiés par les persécutions de l'Empire ottoman, vers l'Amérique du Nord et du Sud. « Au début, l'église maronite a organisé les départs de ses fidèles ainsi que leur accueil à destination. Le clergé les a aidés à s'installer », insiste l'historien Christian Taoutel, professeur à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth. « Puis des filières migratoires fondées sur la base de liens de parenté ou de proximité villageoise se sont mises en place. Entre 1915 et 1918, la grande famine organisée par les Ottomans



Fuyant les massacres interconfessionnels et les difficultés économiques et politiques sous l'Empire ottoman, de nombreux Libanais, principalement des paysans et petits propriétaires, émigrèrent en Amérique latine (ici en Argentine, en 1902).

« Il n'existe de plus grande douleur au monde que la perte de sa terre natale », disait déjà Euripide au V^e siècle av. J.-C. La longue histoire de l'émigration libanaise est un tissu de malheurs et de tragédies, mais derrière se dessine aussi la réussite et la résilience d'un peuple incapable de couper le lien avec la mère-patrie.



La statue de l'Émigré libanais, en bronze, se dresse face au port de Beyrouth, avenue Charles Hélou. Elle représente un émigré en habit traditionnel, sarouel et tarbouche.



a provoqué la mort de 30 % de la population libanaise. Ça a été un *sauve-qui-peut* général, mais cette fois, les migrants avaient déjà des membres de leur famille, plus ou moins proches, des contacts établis à destination, et ils les ont rejoints. » Les départs sont massifs. Déjà, dans les années 1920, les émigrés libanais et leurs descendants sont aussi nombreux que les Libanais restés au pays ! La deuxième vague déferle au lendemain de la Seconde Guerre mondiale alors que le pays connaît plutôt une embellie économique. Mais les populations chiites installées dans la Bekaa et le Sud-Liban estiment ne pas y trouver leur compte et décident de prendre la route de l'Afrique de l'Ouest. La France, puissance coloniale de la région, favorise volontiers l'installation de ces habiles commerçants avec l'espoir qu'ils boostent l'économie locale. Dans les années 1960, cadres, techniciens et travailleurs spécialisés partent profiter de la manne pétrolière dans les pays du Golfe. Cette émigration d'opportunité, expatriation choisie et non définitive, n'est pas de même nature que les départs causés dès 1975 par les ravages de la guerre civile. Cette succession de combats confus, d'attentats, d'assassinats et d'expéditions punitives va pendant 15 ans provoquer la mort de 150 000 Libanais et la fuite de près d'un million d'entre eux, pas loin du quart de la population ! L'Europe, les États-Unis, le Canada, l'Australie sont désormais les destinations privilégiées. La relative période de calme des années 1990 et 2000 incite certains membres de la diaspora récente à tenter un retour au bercaïl, mais à partir de 2019, l'effondrement général de l'économie déclenche à nouveau une vague de départs. Contrairement aux diasporas arméniennes ou juives, la diaspora libanaise détonne par son hétérogénéité ethno-religieuse. Ses membres, même s'ils appartiennent à une communauté d'origine, même s'ils partagent une langue et des valeurs socio-

Dans les années 1920, fuyant les persécutions ottomanes, des Libanais émigrent massivement vers l'Argentine et le Brésil. Souvent partis de modestes débuts, ils s'imposent rapidement dans le commerce et l'industrie textile, et leurs descendants accèdent aux professions libérales voire à des fonctions politiques de premier plan, comme Michel Temer, ancien président du Brésil.



culturelles communes, affichent des identités multiples, au point que certains y voient un agrégat de communautés individuelles plutôt qu'une véritable diaspora. « Effectivement, les Libanais ne parlent pas d'une même voix. Le pays compte 18 confessions différentes » rappelle Christian Taoutel, « mais c'est aussi cela la démocratie, c'est plutôt sain et la diaspora reflète cette diversité confessionnelle. Peut-être faut-il parler de "diasporas" au pluriel... » En tout cas, la ou les diasporas libanaises sont plutôt bien structurées et se répartissent géographiquement en fonction de logiques confessionnelles. Les États-Unis, le Canada, l'Europe et l'Australie sont devenus les territoires de prédilection des chrétiens maronites tandis que l'Afrique reste l'apanage des chiites. Les

sunnites libanais, eux, ont préféré investir les pays du Golfe. Si, dans le pays, les diverses communautés se jalourent et se déchirent, à l'étranger les Libanais de la diaspora semblent faire abstraction de leurs oppositions ou du moins les mettent en sourdine pour se consacrer pleinement à leur réussite économique et sociale. Car il faut bien reconnaître que leurs succès sont impressionnants. Ils ont souvent fait leurs débuts dans des professions d'interface entre producteurs et consommateurs : commerçants, négociants ou intermédiaires. Ainsi au Brésil, les premiers immigrants se sont faits colporteurs et ont dominé le secteur en moins de deux générations, avant de se tourner vers le commerce, et plus particulièrement l'industrie textile.

En quelques années, de nombreux enfants d'origine libanaise se sont orientés vers des études leur permettant d'accéder aux professions libérales, à l'administration ou au secteur industriel. Et certains d'entre eux ont été plus loin encore, comme l'ancien président de la République Michel Temer ou l'ex-maire de São Paulo Fernando Haddad. Les Libanais ont contribué à l'essor économique des pays dans lesquels ils se sont installés. C'est le cas également en Afrique de l'Ouest, où d'abord établis comme commerçants de produits importés, ils ont dans un second temps investi dans l'immobilier, l'industrie de transformation ou les banques, agissant comme un puissant catalyseur dans plusieurs secteurs clés de la région. Une réussite à mettre sans doute sur le compte de leur grande capacité d'adaptation et de leur souplesse de relations avec les autochtones. « *Il ne faut pas non plus oublier leur haut niveau d'éducation : dès la fin du XIX^e siècle, les missionnaires européens ont implanté des écoles dans tout le pays, chose unique dans le monde arabe* », ajoute Christian Taoutel, « *leur maîtrise des langues étrangères et leurs contacts dans le pays d'immigration font qu'ils n'ont pas de difficulté à s'intégrer. Il n'y a pas d'immigrés clandestins libanais.* »

LE CÈDRE AUX OISEAUX

Quels que soient ses succès, la diaspora n'oublie pas les liens indéfectibles qui la rattachent à la mère-patrie. Elle a toujours manifesté le souci du destin politique et économique de sa terre natale : dès le lendemain de la Première Guerre mondiale, les maronites en exil ont poussé le gouvernement français à créer dans sa zone d'autorité un « Grand Liban » au profit des chrétiens. Plus tard, pendant la guerre civile, la diaspora s'est démenée pour que les pays dans lesquels elle était installée s'impliquent dans le conflit et puissent trouver une solution à la crise. Mais bien plus que les efforts diplomatiques, ce sont bien les envois de fonds de l'étranger qui permettent de maintenir à flot le pays. Selon le FMI, sur la période 1990-2003, le Liban a reçu en moyenne plus de 2 milliards de dollars par an. L'an dernier, les transferts ont atteint 6,7 milliards de dollars, soit 30 % du PIB,

une contribution majeure à l'économie du pays et des ménages. Une large partie des investissements directs au Liban est effectuée par les émigrés libanais. « *Sans la diaspora, le Liban aurait disparu depuis longtemps* », souligne Christian Taoutel, « *il n'y a pas une famille qui ne reçoive pas d'argent de l'étranger. Personnellement, j'ai la moitié de ma famille en dehors du Liban, et c'est mon frère émigré aux USA qui subvient aux besoins de ma mère malade. Sans lui, la situation serait très compliquée.* »

A priori, il n'est jamais bon pour un pays de voir ses forces vives lui échapper, mais les conséquences de l'émigration massive sur l'économie et la société sont complexes et multiples. En plus de la stagnation démographique, la forte proportion d'hommes dans les postulants au départ (deux tiers environ) a déséquilibré la structure par genre de la population et augmenté le taux de célibat chez les femmes. Pour les remplacer, il a fallu faire massivement appel à une main-d'œuvre étrangère peu qualifiée. Certains villages complètement dépeuplés ne sont plus que des lieux de mémoire qui font parfois l'objet de pèlerinage de quelque lointain descendant d'émigré. Par ailleurs, la forte émigration de chrétiens, le plus souvent vers des pays lointains et donc à très faible taux de retour, compromet la survie de cette communauté à laquelle le pays doit pourtant son existence historique. Malgré tous ces préjudices, la fuite d'une partie de la population libanaise a garanti la survie du pays : en plus des précieux transferts de fonds, elle permet de sauvegarder un capital humain à l'abri des conflits tout en lui offrant des opportunités d'éducation et d'expériences professionnelles dans les pays les plus développés. « *Chaque famille élabore des stratégies à long terme. Ma sœur qui a quatre enfants a décidé d'envoyer deux à l'étranger pour une meilleure formation et d'en garder deux ici pour qu'ils conservent le patrimoine familial* », raconte Christian Taoutel. « *Ce sont des choix difficiles. Car si rester est un sacrifice, partir en est un autre. Certains sont appelés à devenir des arbres qui s'enracinent. D'autres sont comme des oiseaux qui s'envolent. Et seuls quelques-uns reviendront vers l'arbre d'origine.* »

Christophe Migeon

A LIRE
Le peuple libanais dans la tourmente de la Grande Guerre 1914-1918, Christian Taoutel, Presses de l'Université Saint-Joseph, 2018.

La nébuleuse des chiffres

Combien sont-ils aujourd'hui, ces émigrés et descendants d'émigrés éparpillés sur tous les continents? En l'absence de toute collecte de données, et le dernier recensement ayant eu lieu en 1932, il est bien compliqué de donner

des chiffres exacts. Des statistiques concoctées par le ministère des Affaires étrangères en 2018 évoquent 5,5 millions de citoyens libanais dont un quart vivrait à l'étranger. En tenant compte des descendants de première, deuxième, voire troisième génération,

le chiffre pourrait monter jusqu'à 12 voire 14 millions de membres, dont 2,5 millions en Amérique du Nord, 8,5 millions en Amérique du Sud (Brésil, Argentine, Colombie), 450 000 en Europe (dont la moitié en France) et 430 000 en Océanie.



INTERFOTO / SAMMLUNG RAUCH / AURIMAGES

LE RÊVE FRANCO-LIBANAIS

Une relation privilégiée entre les deux pays, qui remonterait aux croisades : ce mythe, qui atteint son apogée au XIX^e siècle, a par la suite été instrumentalisé pour légitimer l'influence politique de Paris au Proche-Orient.

« **L**es maronites sont les Français de l'Orient », affirment, un rien péremptores, l'historien Joseph-François Michaud et son disciple Jean-Joseph Poujoulat dans leur *Correspondance d'Orient* (1833-1835). Les deux comparses voient même dans les patronymes européens de certains d'entre eux la preuve que, quelques siècles auparavant, « des Francs du temps des croisades se sont mêlés à la peuplade catholique du Liban ». Et ils ne sont pas les seuls intellectuels français à réserver une place à part dans leur imaginaire à ce petit pays. « C'est à la vue du Liban et de ses montagnes que j'ai senti tout ce que la nature a de grand et de sublime dans l'Orient », s'extasie François-René de Chateaubriand dans *Itinéraire de Paris à Jérusalem* (1811). « Le Liban a été pour moi le plus charmant de tous les pays de l'Orient. [...] C'était un de ces lieux où l'âme semble respirer plus à l'aise, comme si elle échappait pour un moment aux misères de la vie terrestre », renchérit Gérard de Nerval dans son *Voyage en Orient* (1851). Cet attachement profond repose-t-il sur des bases historiques ou témoigne-t-il seulement d'une fascination pour l'exotisme oriental ? Il existe certes une proximité culturelle, mais aussi politique et religieuse entre la France et le Liban, qui compte en proportion la plus grande communauté chrétienne du monde arabe. Un lien souvent présenté comme « naturel », mais qui est en vérité le fruit d'une longue construc-

Lors de la Première Croisade, le mythe de l'apparition de saint Georges sur le mont des Oliviers à Jérusalem en 1099 symbolise la conquête chrétienne du Levant et le début de l'occupation croisée, y compris du Liban actuel (gravure sur bois de H. Pisa d'après un dessin de Gustave Doré, 1875).

tion... et qui a été largement exagéré, voire mis en scène, de part et d'autre, à des fins politiques.

LES CROISADES

À commencer par le mythe fondateur qui voudrait que les relations franco-libanaises trouvent leur origine dans les croisades, entreprises du XI^e au XIII^e siècle par les chrétiens d'Occident dans l'intention de récupérer les lieux saints et de consolider la présence chrétienne en Orient. La figure du croisé français, perçu comme le défenseur de la foi, s'inscrit alors dans l'imaginaire collectif comme un modèle pour les relations futures entre la France et les chrétiens d'Orient, notamment les maronites. Guillaume de Tyr, l'un des plus grands chroniqueurs des croisades, évoque ainsi dans sa *Chronique* (1095 à 1184) la conversion des maronites au catholicisme et leur alliance avec les croisés en 1182 : « Déposant leur faiblesse, l'erreur, qui les avait mis si longtemps en péril, abjurée auprès du patriarche d'Antioche Amaury, ils revinrent à l'unité de l'Église catholique, adoptèrent la foi orthodoxe, prêts à embrasser et observer en tout respect les traditions de l'Église romaine. » Cependant, cette lecture romantique d'une alliance naturelle entre les croisés et les maronites est quelque peu simpliste. En réalité, ces derniers, minoritaires au sein de l'Empire ottoman, ont souvent navigué entre différentes puissances pour garantir leur survie et leur autonomie. Selon



Le siège de Damas de 1148 (tiré de la *Chronique d'Ernoul et de Bernard le Trésorier* - traduction en français de l'histoire des croisades, rédigée en latin par Guillaume, archevêque de Tyr, manuscrit de la fin du XV^e siècle).

Henry Laurens, historien spécialiste des relations entre la France et le Levant, « *la véritable continuité des relations franco-libanaises ne commence pas avec les croisades, mais bien plus tard, sous François I^{er} et Louis XIV, lorsque la France développe une politique active de protection des chrétiens d'Orient* ». C'est donc trois à quatre siècles après la fin des croisades que les bases d'une alliance franco-libanaise sont réellement posées.

CHRÉTIENS D'ORIENT

En 1649, la France commence officiellement à intervenir dans les affaires religieuses des maronites. Louis XIV, en tant que « Très Chrétien », décide de prendre sous sa protection le patriarche ainsi que les ecclésiastiques vivant au mont Liban. Cette protection est avant tout symbolique, car elle n'est pas reconnue par les autorités ottomanes, mais elle marque le début d'un soutien affirmé aux chrétiens

Plaque offerte par la jeunesse de Bécharré, marquant le cèdre où Lamartine et sa fille Julia, en 1832, auraient gravé leurs noms (la neige les aurait en réalité empêchés d'atteindre cet arbre).



d'Orient. Les missions catholiques françaises, encouragées par la monarchie, jouent un rôle crucial dans cette entreprise. Henry Laurens explique ainsi que « *le soutien de la France aux maronites aux XVII^e et XVIII^e siècles était essentiellement religieux, à travers des actions missionnaires et éducatives. Ce n'est qu'au XIX^e siècle que la dimension politique et militaire de cette relation se renforce* ». En effet, l'idée de relations privilégiées entre habitants de la Montagne et la France se répand au XVIII^e siècle, sous l'influence des druzes qui se font passer pour

des descendants d'un groupe de croisés conduit par le comte de Dreux. Puis, après la révolution industrielle et l'expansion coloniale, la France cherche à accroître son influence au Proche-Orient en s'appuyant sur les chrétiens maronites comme relais locaux.

C'est donc au XIX^e siècle que le rêve franco-libanais atteint son apogée. Lors de la campagne d'Égypte de Napoléon I^{er} (1798-1801), la présence française

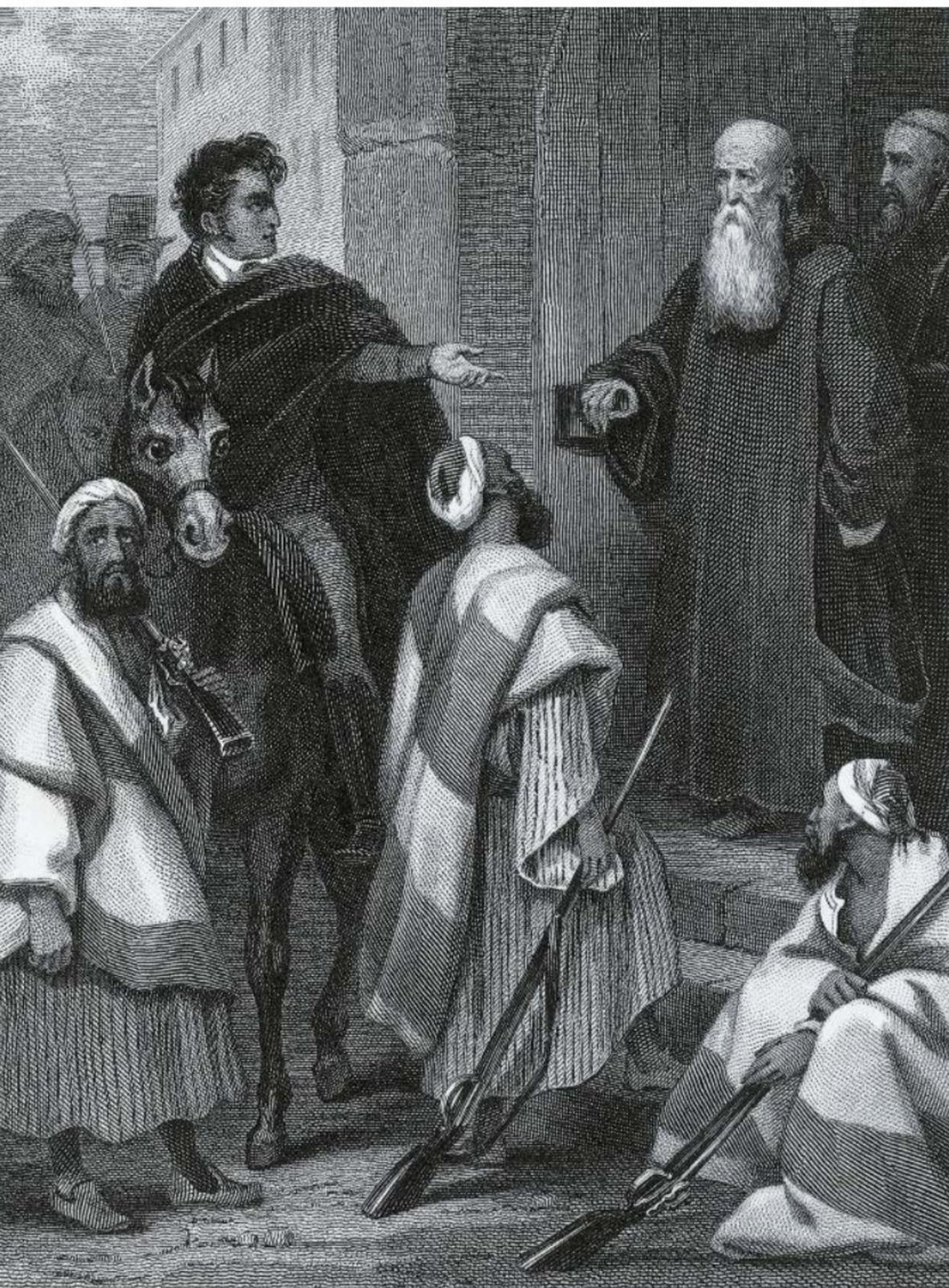


Illustration pour *l'itinéraire de Paris à Jérusalem de Chateaubriand*, en 1811.

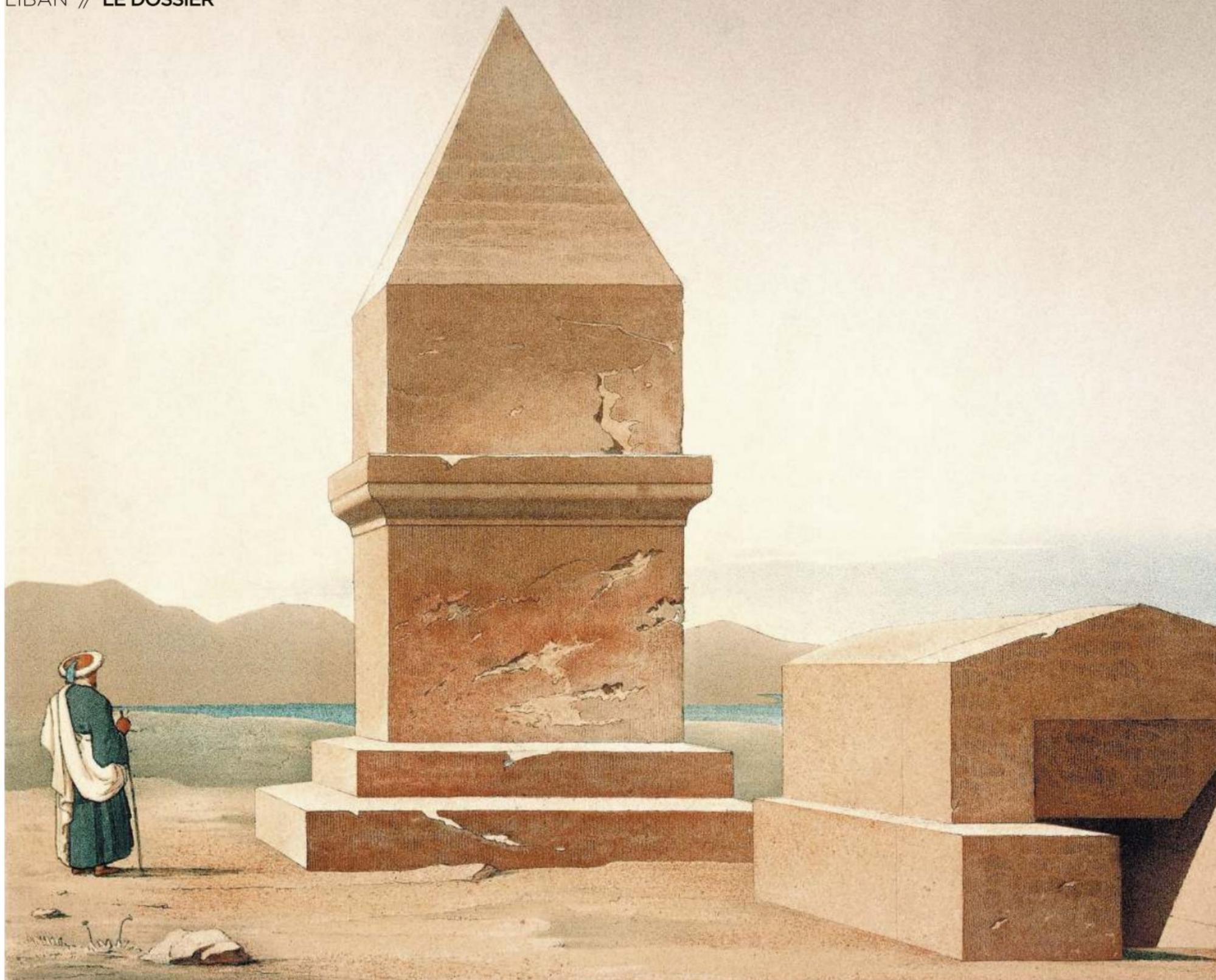
dans la région encourage des échanges culturels et commerciaux, créant un réseau de soutien parmi les communautés chrétiennes maronites du Liban, qui voyaient dans la France une puissance protectrice face aux Ottomans. Napoléon apporte son aide à ces communautés, cherchant à les rallier à ses projets stratégiques. À ces manigances politiques vient s'ajouter, au milieu du XIX^e siècle, l'influence des écrivains romantiques français. Certains de ces auteurs entreprennent de réhabiliter les croisades, vues comme une preuve de la supériorité de la chrétienté sur l'islam. Fascinés par l'Orient, ces écrivains contribuent à créer une image du Liban vu comme une terre mystique, où la France aurait un rôle civilisateur à jouer. François-René de Chateaubriand, dans son *Itinéraire de Paris à Jérusalem*, dépeint ainsi le Levant comme une terre sacrée, où les vestiges des croisades se

mèlent à une quête spirituelle contemporaine, et présente la France comme le protecteur naturel des chrétiens d'Orient, en particulier des maronites, en qui il voit des descendants spirituels des croisés. Il écrit : « Ce pays offre à l'esprit une image vive de ces événements qui touchèrent de si près la destinée de la France et de l'Europe. » Cette vision romantique est reprise par Alphonse de Lamartine, dont le *Voyage en Orient* (1835) célèbre également la foi pure des maronites, qu'il appelle les « chrétiens des montagnes ». Cette perception du Liban comme un refuge chrétien dans un monde musulman, puissante tout au long du XIX^e siècle, contribue à renforcer l'idée que la France a une mission à accomplir dans la région. L'universitaire américain Edward Saïd, dans *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident* (1978), souligne que cela reflète avant tout les fantasmes occidentaux d'un Orient mystérieux, que les puissances européennes cherchent à contrôler : « L'Orient a été presque une invention de l'Europe, depuis l'Antiquité un lieu de romance, de créatures exotiques, de souvenirs et paysages obsédants, de remarquables expériences. [...] Cette image persistante de l'Orient immobile, hors de l'histoire, oppose son éternité à l'histoire et à l'évolution de l'Occident. »

LE PHÉNICIANISME

Pourtant, la relation n'est pas à sens unique ; le Liban ne se prive pas de rappeler ses liens privilégiés avec la France pour obtenir un soutien de sa part. Au moment où éclatent les troubles entre druzes et maronites au mont Liban, entre 1840 et 1860, des auteurs maronites lancent des appels à l'opinion française. L'idée d'alliance croisée est alors mise en avant par les deux parties, pour légitimer leur collaboration politique. « Les autorités reprennent à leur compte l'imaginaire romantique des croisades, faisant remonter la protection de la France à Charlemagne, explique Bernard Heyberger, historien spécialiste des chrétiens d'Orient. Selon elles, les maronites auraient été les premiers croisés, qui, depuis la conquête arabe, auraient mené la résistance contre l'islam et l'hétérodoxie chrétienne. » Et ça fonctionne : les Français manifestent un élan de solidarité envers les chrétiens du Liban, qui renforce leur attachement à une France vue comme protectrice. « L'évocation des croisades a aussi permis de donner une profondeur historique et une légitimité morale à l'ingérence française au Liban », note Bernard Heyberger.

À la même époque, alors que s'écrit le roman national libanais, émerge un courant de pensée nommé « phénicianisme ». « Des auteurs maronites, après avoir relu des textes antiques et bibliques qui vantaient les qualités de navigateurs et de commerçants des habitants de la côte, que les Grecs appelaient



Gravure extraite de *Mission de Phénicie*, 1864, par Ernest Renan (1823-1892).

“Phéniciens”, décident d’appeler leur pays “Phénicie” », rappelle Bernard Heyberger. Ce phénicianisme, qui se développe à la fois en France et au Liban, soutient que les maronites sont les descendants directs des Phéniciens, une civilisation qui a prospéré avant l’arrivée des conquérants arabes. Cette idée, popularisée par des intellectuels comme Ernest Renan, permet aux maronites de se distinguer des Arabes musulmans et de revendiquer une identité méditerranéenne et occidentale. Dans sa *Mission de Phénicie* (1864), Renan relate les fouilles archéologiques qu’il a entreprises au Liban pour prouver cette continuité entre les Phéniciens et les Libanais modernes. Il voit dans ce pays « plus qu’une montagne, le dernier refuge d’une civilisation antique et glorieuse ». Cette idée est reprise par des auteurs libanais comme Charles Corm, qui contribue à forger une conscience nationale centrée sur l’héritage phénicien. « Mais c’est au XX^e siècle que l’identification entre les Libanais modernes et les

Phéniciens s’effectue vraiment, précise Bernard Heyberger. Les partisans de la nation libanaise la réaffirment pour s’en glorifier et légitimer leurs propres valeurs, comme la démocratie et le capitalisme libéral, censément liées à cet héritage. Ils désiraient aussi ancrer leur nation dans une civilisation méditerranéenne dominée par l’Occident. » L’historien libanais Kamal Salibi, dans *A House of Many Mansions* (1988), souligne que cette idéologie a été utilisée par les élites maronites pour se rapprocher des cultures européennes, notamment de la France : « Le phénicianisme est né d’une tentative de se distancier des Arabes et de revendiquer une identité propre, distincte de l’environnement islamique. » Il devient ainsi un élément central du discours nationaliste libanais au début du XX^e siècle. En 1920, lors de la création du Grand Liban, cette idéologie sert de base pour justifier l’indépendance du pays vis-à-vis de la Syrie et du monde arabe et soutenir les revendications maronites d’un État distinct.



LE MANDAT FRANÇAIS

L'instauration du mandat sur le Liban en 1920, confié à la France par la Société des Nations, est souvent présentée comme l'aboutissement naturel des relations historiques entre la France et les maronites. La France, après avoir soutenu les maronites pendant des siècles, prend officiellement en charge l'administration du pays, consolidant ainsi son rôle de protectrice des chrétiens d'Orient. Toutefois, derrière cette image idyllique se cache une réalité politique bien plus complexe. Le Grand Liban, proclamé en 1920, inclut des territoires musulmans, notamment les régions de Beyrouth, Tripoli et la plaine de la Bekaa, ce qui rompt l'équilibre démographique en faveur des maronites. Dès lors, les tensions intercommunautaires s'accroissent, les musulmans percevant le mandat français comme une tentative de favoriser les maronites au détriment des autres communautés religieuses. Henry Laurens explique que « *la France a tenté de maintenir un équilibre entre les différentes communautés religieuses du Liban, mais cette politique a souvent conduit à des tensions intercommunautaires exacerbées par les rivalités locales et les ingérences étrangères* ». Si les maronites bénéficient du soutien français, les musulmans sunnites et chiites, ainsi que les druzes, voient d'un mauvais œil cette domination chrétienne. Le mandat français s'inscrit également dans une logique coloniale. Comme le souligne Raymond Hinnebusch, historien spécialiste des relations internationales à l'université St Andrews (Royaume-Uni), « *le mandat français sur le Liban était en grande partie une forme de néocroisade, justifiée par la protection des chrétiens, mais visant surtout à contrôler la région pour des intérêts coloniaux* ». La France, en quête de domination au Proche-Orient face à la Grande-Bretagne, utilise les maronites comme relais pour asseoir son influence.

UN CONTRÔLE DE TYPE COLONIAL

La guerre civile libanaise (1975-1990) marque un tournant dans la relation entre la France et le Liban, mais aussi dans la manière dont l'histoire du pays est perçue et racontée. Ce conflit s'accompagne d'une

effort est entrepris pour réécrire l'histoire nationale. « *L'historiographie libanaise a cherché à forger une histoire commune*, explique Candice Raymond, chercheuse à l'Institut français du Proche-Orient, à Beyrouth. *Cet effort visait à transcender les divisions confessionnelles qui avaient marqué le passé et à établir une mémoire partagée.* » Cependant, cet effort se heurte à de nombreuses résistances, liées aux tensions entre maronites, sunnites et chiites, et par la difficulté de concilier les différentes mémoires du conflit. Un projet de création d'un manuel d'histoire unifié, destiné à être enseigné dans toutes les écoles libanaises, est lancé dans les années 1990. Ce manuel présente le mandat français comme une période complexe où la France, bien qu'ayant contribué au développement de certaines institutions éducatives et administratives, a également imposé un contrôle de type colonial. La vision est équilibrée entre les apports infrastructurels et culturels de la France et les ressentiments de diverses communautés libanaises face à cette domination étrangère – contrairement aux approches passées, qui pouvaient glorifier ou critiquer fortement la présence française, selon les perspectives communautaires. La création du Grand Liban en 1920 y est présentée comme une initiative française motivée par des alliances avec certaines élites locales, notamment chrétiennes maronites, mais aussi comme une source de tensions avec les communautés musulmanes qui se sentaient exclues. Une vision bien plus nuancée que ce qui a pu être raconté auparavant. Toutefois, comme le souligne l'historien libanais Ahmad Beydoun, le projet a échoué en raison des tensions politiques et religieuses qui persistent dans le pays : « *Le manuel d'histoire unifié est devenu un champ de bataille idéologique, où chaque communauté cherche à imposer sa propre vision de l'histoire du Liban.* » « *En effet, confirme Candice Raymond, certains groupes confessionnels ont exprimé leur opposition à une histoire qui minimise leur rôle ou qui chercherait à niveler des différences vécues comme essentielles. Cette résistance reflète une méfiance persistante envers un récit national unique, perçu comme une menace pour la mémoire et l'identité*

LES MUSULMANS PERÇOIVENT LE MANDAT FRANÇAIS COMME UNE TENTATIVE DE FAVORISER LES MARONITES

remise en question des fondements mêmes du projet national libanais. Les tensions entre chrétiens et musulmans, entre factions maronites, druzes et chiites, révèlent les failles d'un système politique fondé sur une répartition confessionnelle des pouvoirs. À l'issue de la guerre, les accords de Taëf (1989) prévoient la réconciliation des différentes communautés libanaises et la mise en place d'un nouvel équilibre politique. Dans ce contexte, un

spécifiques de chaque communauté. » Le rêve franco-libanais est un récit complexe, où se mêlent mythes, réalité historique et enjeux politiques. Il continue de résonner dans l'imaginaire collectif, mais il est de plus en plus remis en question par la complexité de la réalité libanaise, un pays qui reste au défi de réconcilier son passé avec les aspirations contemporaines de ses différentes communautés.

Cécile Gérardin



INDÉPENDANCE

En 1943, le Liban accède enfin à l'indépendance, longtemps entravée par le mandat français. Ses dirigeants concluent alors un pacte national qui organise le confessionnalisme politique en complément de la Constitution de 1926. Une répartition des pouvoirs censée être transitoire, mais devenue permanente...

En ce 22 novembre 1943, Beyrouth est en liesse. Le pays du Cèdre vient de s'émanciper du mandat français et acclame son nouveau président, Béchara el-Khoury, qui fait une entrée triomphale au Sérail. Cette date sera celle de la fête nationale, commémorant l'accès à l'indépendance. Désormais, le destin des Libanais est entre leurs mains. Pour préserver un fragile équilibre entre communautés religieuses, leurs chefs de file ont scellé un pacte national, qui régit la répartition des pouvoirs. Il ne parviendra pas à empêcher les crises futures...

« Tous les problèmes étaient présents en germe lors de la création du Grand Liban en 1920 », estime François Boustani, auteur d'un livre récent sur la construction de l'identité libanaise. Enraciné

Le 22 novembre 1943, le président Béchara el-Khoury salue le drapeau libanais lors du premier défilé militaire organisé à la place des Martyrs à Beyrouth depuis l'indépendance.

dans les accords Sykes-Picot de 1916, le mandat de la Société des Nations de 1923 engage la France à faire du Liban un État moderne, destiné à devenir un jour indépendant. « La France était tenue de doter la Syrie et le Liban d'un "statut organique préparé d'accord avec les autorités indigènes et tenant compte des droits, intérêts et vœux des populations", dans un délai de trois ans, expirant le 29 septembre 1926 », précise François Boustani. Nommé haut-commissaire en novembre 1925, Henry de Jouvenel fait face à l'opposition musulmane. Toutefois, les sunnites libanais ne prennent pas les armes, et seule une petite partie des druzes s'associe à la révolte qui fait rage côté syrien. « Quant aux chiïtes, ils commencent à adhérer à l'idée du Grand Liban lorsque la

France reconnaît en 1926 leur droit à être jugés selon leur propre rite jaafarite », explique François Boustani.

La recherche d'un consensus dans l'élaboration de la Constitution s'appuie sur un conseil représentatif. Proclamée le 23 mai 1926, elle s'inspire de celle de la Troisième République, adaptée au contexte local. « *Le système confessionnel s'inscrit dans la continuité du régime des millets mis en place sous l'Empire ottoman, qui reconnaissait l'autonomie de quatre groupes religieux dans l'organisation de la vie communautaire* », précise François Boustani. La Constitution institue deux chambres (le Sénat sera supprimé dès 1927) et confère des pouvoirs importants au président. La liberté religieuse est garantie, mais chaque individu est défini juridiquement et politiquement par sa confession d'appartenance. L'article 95 introduit « à titre transitoire » une représentation équitable des communautés dans les emplois publics et la composition du ministère.

PACTE ET FRACTURES

Les traités d'indépendance négociés avec le Liban et la Syrie en 1936 ne sont pas ratifiés. Le 8 juin 1941, sur fond de rivalité franco-britannique, le général Catroux leur promet à nouveau l'indépendance, censée intervenir après le départ des troupes vichystes. Mais lorsque les Alliés prennent le contrôle des mandats français, les pétainistes obtiennent que la France libre soit exclue de la convention d'armistice signé à Saint-Jean-d'Acre. Grâce aux « accords interprétatifs » arrachés par le général de Gaulle à Oliver Lyttelton, représentant britannique au Caire, la France libre va toutefois garder le contrôle de la sécurité intérieure.

Le torchon brûle entre de Gaulle, qui voudrait reporter à l'après-guerre l'indépendance du Liban, et le général Edward Spears, un proche de Churchill. « *Pour renforcer le courant indépendantiste, Spears encourage la formation d'un attelage entre un maronite, Béchara el-Khoury et un sunnite, Riad el-Solh.* » À l'été 1943, ceux-ci se rencontrent dans la résidence de Béchara el-Khoury à Aley. Sans témoins, ils concluent le pacte national qui va régenter la vie publique libanaise pendant plusieurs décennies, bien qu'il n'ait jamais été couché par écrit.

À la suite des élections législatives remportées par les indépendantistes, Béchara el-Khoury est élu président le 21 septembre, et nomme Riad el-Solh Premier ministre. « *Celui-ci abolit l'article de la Constitution qui donnait plein de pouvoirs à la puissance mandataire, ce qui revient à proclamer l'indépen-*

À LIRE

Liban, genèse d'une nation singulière, François Boustani, Erick Bonnier Éditions, 2020.

Le général Georges Catroux, qui avait proclamé l'indépendance de la Syrie et du Liban le 8 juin 1941, a été nommé commandant en chef des forces françaises libres au Levant le 24 juin 1941. La photographie date du 18 juillet 1941, peu après l'armistice de Saint-Jean-d'Acre du 14 juillet, qui a mis fin à la guerre du Levant opposant les forces de Vichy aux troupes britanniques et à la France libre.

dance », souligne François Boustani. La situation se tend et le 11 novembre, Jean Helleu, délégué général par intérim de la France libre, fait incarcérer Béchara el-Khoury, Riad el-Solh et plusieurs ministres à la citadelle de Rachaya, à 85 km de Beyrouth. « *Richard Casey, un représentant britannique, a alors remis au général Catroux un ultimatum, menaçant de déclarer la loi martiale si les responsables politiques libanais n'étaient pas libérés. Les chars britanniques ont pris position dans Beyrouth...* », raconte François Boustani. Le 22 novembre, les responsables libanais sont libérés : l'indépendance du Liban est actée.

Le pacte national a organisé le confessionnalisme politique : traditionnellement, la présidence de la République revient à un maronite, le Premier ministre est sunnite et le président de la chambre des députés, chiite. De plus, des quotas sont mis en place pour les sièges parlementaires et les postes ministériels. Toutefois, si les chrétiens ont dit non à la protection de la France, et les musulmans, non à l'union avec les pays arabes, « *deux négations ne font pas une nation* », estime en 1948 un journaliste de *L'Orient*. De fait, les tensions entre communautés vont se raviver, conduisant à la guerre civile en 1975... L'accord de Taëf de 1989, qui a redistribué les pouvoirs, a rappelé le caractère transitoire du confessionnalisme politique. « *Quels que soient ses défauts, ce système a permis de préserver l'écosystème communautaire en empêchant la communauté la plus puissante d'écraser les communautés les plus faibles* », note François Boustani. Sa suppression pourrait précipiter une instabilité plus grande encore.

Marielle Mayo



L'IMPOSSIBLE

Fragilisé par sa mosaïque démographique, le pays se voit happé par les conflits de ses voisins, quelques années à peine après s'être affranchi de la tutelle française.

« **L**e pacte n'est autre chose qu'une entente entre les deux éléments dont se compose la population de la patrie libanaise, en vue de fondre leurs différentes tendances dans une idéologie commune : indépendance complète et achevée du Liban sans recourir à la protection de l'Occident, ni à l'union ou à la fédération avec les pays d'Orient. » En 1943, le président de la jeune République libanaise Bechara El-Khoury instaure un système politique fondé sur la coexistence des communautés confessionnelles qui composent le pays, le dernier recensement de 1932 reflétant une quasi-égalité numérique entre chrétiens et musulmans. Mais ce pacte national a également pour objectif d'affirmer l'indépendance du pays, soucieux de rester distant vis-à-vis des conflits régionaux : « *Le Liban se méfie de tout ce qui pourrait porter atteinte à sa souveraineté nationale* », souligne Xavier Baron, spécialiste du Proche-Orient, dans son *Histoire du Liban*. La stabilité qui caractérise le pays durant les années qui suivent lui vaut d'être baptisée la Suisse de l'Orient : « *À la différence des pays voisins, ébranlés par la Seconde Guerre mondiale*, souligne Fabrice Balanche, spécialiste de géographie politique du Moyen-Orient à l'Université de Lyon, *le pays attire les capitaux qui affluent.* » Beyrouth devient la principale place bancaire du Moyen-Orient et le président Camille Chamoun, élu en 1952, promettra dans son discours d'investiture la neutralité du Liban. Pourtant, dans la tourmente des relations internationales, le pays voit naître les premiers conflits internes, alimentés par l'ingérence de ses voisins.

SOLIDARITÉ ARABE

Le pacte national craquelle d'abord avec la proclamation de l'État d'Israël le 14 mai 1948, lorsque le



Liban se trouve pris dans le conflit israélo-palestinien. Il rejoint les États arabes de la région et entre en guerre contre l'État juif, après s'être prononcé contre le plan de partage proposé par l'ONU : « *Les États arabes, dont le Liban, votent contre cette résolution en soulignant notamment que le plan de partage accorde 54 % du territoire aux Juifs alors qu'ils ne représentent que 30 % de la population* », rappelle Xavier Baron. Dans les heures qui suivent cette décision, des forces armées arabes, sans coordination, étriquées et rivales, pénètrent en Palestine où la Grande-Bretagne met fin à son mandat. » Le général

SOUVERAINETÉ



Le 7 octobre 1958, des phalangistes, majoritairement issus de la communauté chrétienne maronite, partisans d'un Liban indépendant de l'influence arabe, défilent avec un cercueil factice de Rachid Karamé, symbole de leur rejet du Premier ministre sunnite.

libanais Fouad Chéhab fait le choix d'une position défensive le long de la frontière libanaise, n'ayant pas les moyens de se lancer dans une campagne militaire, mais « *il faut que le Liban soit présent dans le conflit par solidarité arabe et pour préserver la réputation de son armée* », précise le spécialiste. La défaite arabe, face à Israël, conduira à la Nakba, la « catastrophe » du peuple palestinien : la moitié de la population palestinienne a fui les combats et trouve refuge dans les pays frontaliers ; parmi eux, le Liban. « *Par solidarité et parce que le Liban est une démocratie, on y accueille les réfugiés en pensant que leur présence*

serait temporaire, qu'ils rentreront chez eux, à commencer par les réfugiés eux-mêmes », souligne Fabrice Balanche. Or, les événements de 1948 vont contribuer à la lente déstabilisation du pays du Cèdre. En quelques mois, 110 000 Palestiniens arrivent au Liban et constituent alors près de 10 % de la population : une dizaine de camps se développent du nord au sud du pays. « *Les villes portuaires libanaises sont les principales aires de transit des réfugiés palestiniens. D'autres villes littorales font aussi office de lieu de premier accueil, et ce par leur fonction ferroviaire. Tyr, Saïda, Beyrouth et Tripoli sont les quatre princi-*

pales villes qui accueillent des réfugiés qui ont quitté la Palestine par le train », détaille l'historien Mohamed Kamel Dorai. Le conflit palestinien et l'arrivée d'une population à 80 % musulmane sur le territoire libanais bouleverse la configuration communautaire et engendre une profonde division politique :

estime le spécialiste. De nouvelles divisions font surface alors que la résistance palestinienne s'organise, jusqu'à présent morcelée. L'OLP, créée en 1964, s'ancre au Liban, où des bases militaires pour les commandos palestiniens armés sont installées dans le sud, tandis que la guerre des Six Jours, en 1967,

LE CONFLIT PALESTINIEN ET L'ARRIVÉE D'UNE POPULATION À 80 % MUSULMANE ENGENDRE UNE PROFONDE DIVISION

« *l'équilibre entre chrétiens et musulmans n'existe plus* », souligne Fabrice Balanche, et la crainte d'un changement radical de la répartition confessionnelle se fait jour. Pour les chrétiens, les Palestiniens sont une menace, tandis que pour les druzes, ils sont l'occasion de contester l'hégémonie chrétienne.

CONFLIT COMMUNAUTAIRE SUR FOND DE GUERRE FROIDE

En 1958, un premier conflit national éclate, résultat des tensions communautaires qui s'intensifient dans le pays. Un événement le précipite : la création le 1^{er} février de la République arabe unie, où la Syrie rejoint la proposition du président égyptien Nasser qui rêve d'unir le monde arabe, et s'allie politiquement à l'Égypte. La RAU devient un nouveau motif de dissension au Liban et cristallise les oppositions, estime Fabrice Balanche : « *Des troubles éclatent entre le gouvernement de Camille Chamoun, chrétien de droite, et la gauche libanaise qui exige que le Liban suive le chemin de la Syrie, en espérant pouvoir prendre le pouvoir* ». Celles-ci avaient déjà surgi au moment où le président libanais décidait d'adhérer à la doctrine Eisenhower, destinée à combattre le communisme au Moyen-Orient. En pleine Guerre froide, le gouvernement opte pour un alignement sur les États-Unis... et est alors accusé de faire une entorse au principe de souveraineté. Des émeutes éclatent entre pro-occidentaux et promusulmans après que le directeur du journal d'opposition le *Télégraphe* soit assassiné, et ébranlent à nouveau le pacte national. « *Le régime de Camille Chamoun sera sauvé par une intervention américaine*, précise Fabrice Balanche, *qui profite du plan Eisenhower pour obtenir l'aide militaire des Marines, envahissant Beyrouth.* » L'opération signe la première intervention américaine au Moyen-Orient.

Secouées par cette courte guerre civile, les autorités libanaises appellent, par la suite, à l'Union nationale, et se lancent dans une réforme profonde du pays : « *Le président Fouad Chéhad tente un rééquilibrage communautaire et territorial, notamment dans les zones musulmanes du pays qui avaient été abandonnées, et leurs communautés sont mieux représentées dans les institutions publiques, mais le président jettera l'éponge en 1964, considérant que le Liban n'est pas réformable* »,

engendre une nouvelle vague de réfugiés au Liban. « *Désormais, toute la vie du Liban est rythmée par la question palestinienne. D'immenses manifestations, rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes, se déroulent en divers points du pays à l'occasion de l'enterrement d'un fedayine, de l'anniversaire de la guerre de 1967 ou de la naissance d'Israël* », décrit Xavier Baron. Mais la question divise les Libanais – « *les divisions communautaires placent les musulmans et la gauche aux côtés de la Résistance, alors que les chrétiens s'inquiètent* » et des combats se multiplient entre l'armée et les résistants palestiniens, si bien que la Syrie, témoignant son soutien aux Palestiniens, décidera de fermer sa frontière avec le Liban. Le président Héluou continue d'affirmer que la souveraineté du Liban est la priorité, excluant toute coopération avec les Palestiniens sur le territoire national.

LA QUESTION PALESTINIENNE, UN PROBLÈME LIBANAIS

Pourtant, l'accord du Caire, en 1969, signé entre les autorités libanaises et l'OLP pour sortir de la crise, porte un large coup à l'indépendance du pays : « *Il ampute la souveraineté libanaise, car des régions du pays échappent désormais à tout contrôle de l'État qui n'y est même plus présent* », souligne Xavier Baron. Les forces armées libanaises ne contrôlent plus les camps et le Liban légalise la présence de Palestiniens armés sur son sol. Le fondateur de l'OLP Yasser Arafat, chassé de Jordanie après les violents affrontements entre Jordaniens et Palestiniens durant Septembre noir, se replie au Liban : le sud du pays est surnommé Fatahland, d'où l'organisation mène des actions contre Israël, qui réplique en bombardant le Liban et touche la société civile libanaise. Cette incursion va contribuer à fragiliser le pays et à attiser les troubles entre les communautés, tandis qu'un fossé se creuse entre chrétiens et musulmans, « *la démographie n'est plus à l'équilibre et les musulmans contestent de plus en plus la prééminence chrétienne* », souligne Fabrice Balanche. Catalyseur des tensions, la présence palestinienne qui s'impose sur le territoire libanais envenime la situation nationale et renforce les oppositions communautaires. Elles seront à l'origine de la guerre civile de 1975.

Aimie Eliot

A LIRE

Histoire du Liban, des origines à nos jours,
Xavier Baron,
Tallandier, 2017.



Des réfugiés palestiniens, expulsés de leurs foyers par les forces israéliennes, s'exilent à bord d'un camion, lors de la Nakba, l'exode palestinien de 1948.



En juillet 1958, les États-Unis interviennent au Liban pour empêcher un conflit entre les chrétiens maronites pro-occidentaux et les nationalistes arabes musulmans.

1975 - 1990 QUINZE ANS DE GUERRE

En 1975, le pays du Cèdre bascule dans l'horreur. Jusqu'en 1990, une guerre civile dévastatrice, nourrie par la question palestinienne, les divisions confessionnelles et les luttes internes de pouvoir, plonge le Liban dans un chaos dont les répercussions se feront sentir bien au-delà de ses frontières.

Ce dimanche 13 avril 1975 reste marqué d'une pierre noire dans l'histoire du Liban. Ce matin-là, les chrétiens fêtent, sous un soleil radieux, la consécration de l'église Notre-Dame de la Délivrance à Aïn el-Remmaneh, dans la banlieue sud de Beyrouth. Pour l'occasion, le vieux patriarche maronite Pierre Gemayel, fondateur du parti nationaliste des Kataëb (phalangistes), s'est déplacé en personne. À quelques encablures de là, dans la partie ouest de la ville, la communauté musulmane commémore quant à elle le martyr des héros de l'opération de Kiryat Shmona, une attaque suicide menée un an auparavant dans le nord d'Israël qui avait coûté la vie à 18 personnes.

c'est l'étincelle de trop. Dès le lendemain, le Liban s'embrase et plonge pour quinze ans dans une guerre incontrôlable, marquée par des retournements d'alliances aussi multiples qu'improbables et l'ingérence de forces étrangères, syriennes et israéliennes notamment.

L'OMBRE PALESTINIENNE

Le terrain était en réalité miné depuis longtemps déjà. « *L'explosion de violence s'explique d'abord par des causes internes, politiques et non confessionnelles* », souligne Daniel Meier, spécialiste du Moyen-Orient (Sciences Po Grenoble – Université Grenoble Alpes). « *Depuis l'indépendance, le champ politique, dominé par la droite maronite, était resté*

REPRÉSAILLES CHRÉTIENNES ? GUET-APENS CONTRE LES PALESTINIENS ? SUITE MALENCONTREUSE D'INCIDENTS ?

Sans que l'on connaisse l'exact déroulé des faits, plusieurs accrochages éclatent en fin de matinée aux abords de l'église. L'un des gardes du corps de Gemayel et trois autres personnes sont tués. À peine une heure plus tard, un bus palestinien rentrant au camp de Tell al-Zaatar est attaqué non loin de là par des phalangistes. Vingt-deux passagers – des réfugiés palestiniens, mais aussi des Syriens et des Libanais – trouvent la mort. Représailles chrétiennes ? Guet-apens contre des Palestiniens ? Suite malencontreuse d'incidents ? Les versions divergent selon les protagonistes. Mais

impermeable à tout changement, à toute alternative. Si bien que les mouvements de la gauche libanaise (communistes, marxistes, maoïstes, etc.) tout comme les chiïtes n'avaient jamais pu se faire une place en politique. D'où leur marginalisation, leur ostracisation et une énorme frustration. »

La question palestinienne, quant à elle, avait exacerbé les divisions libanaises à partir de la fin des années 1960 avec la multiplication des combats et des opérations transfrontalières au Sud-Liban : fallait-il soutenir la Résistance palestinienne ou non ? « *Cette question, qui a très vite cristallisé les*

Dans la nuit du 16 au 17 septembre 1982, alors que Tsahal envahit Beyrouth Ouest, dans le quartier sunnite de Basta, des jeunes membres de la coalition progressiste tentent de résister.





Un phalangiste près d'un char orné d'images pieuses, lors du siège du camp de réfugiés palestiniens de Tell al-Zaatar (« la colline du Thym », en français), quelques jours avant le massacre perpétré par les factions chrétiennes, le 12 août 1976. Le camp, administré par l'UNRWA et situé au nord-est de Beyrouth, abritait entre 50 000 et 60 000 réfugiés palestiniens.

antagonismes libanais, aboutit dans les années 1970 à un véritable dissensus national », insiste le chercheur. Pour les partis de la droite nationaliste qui regroupent l'élite maronite chrétienne, mais aussi certaines élites sunnites, il est en effet impensable de soutenir ces « corps étrangers », qui plus est auteurs de troubles au Sud-Liban. À l'inverse, cette Résistance palestinienne cristallise un espoir pour les partis de gauche dits progressistes et de leur figure de proue, le druze Kamal Joumblatt, fondateur du Parti socialiste progressiste (PSP), tout comme pour les chiïtes. « *Les premiers voient l'opportunité d'utiliser les Palestiniens pour renverser l'hégémonie maronite par la guerre et impulser une dynamique révolutionnaire de transformation sociale. Les seconds aspirent à un nouveau partage des pouvoirs en leur faveur. C'est dans ce contexte que l'imam chiïte Moussa Sadr fonde le Mouvement des déshérités, en 1974, et sa milice Amal* », commente Daniel Meier.

Et d'ajouter, « *la question palestinienne devient ainsi une véritable caisse de résonance dans laquelle toutes les contradictions internes de la société libanaise se réverbèrent.* » Prêts à en découdre, les différents camps se dotent de milices armées. Et ce sont elles qui entrent en jeu après les événements de ce 13 avril 1975.

Le conflit qui s'instaure alors oppose dans un premier temps les phalangistes à un front progressiste, armé et financé en partie par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Très vite, Beyrouth se trouve divisée en une zone ouest à majorité musulmane, et une zone est, chrétienne. Les pillages, destructions, enlèvements contre rançon et assassinats deviennent le lot quotidien de la population. Les massacres également. Le 6 décembre 1975, en représailles à la décapitation de quatre membres des Kataëb, plusieurs centaines de Palestiniens et musulmans libanais sont exécutés



dans le secteur chrétien de Beyrouth est. Et ce « samedi noir » n'est qu'un préambule à d'autres atrocités. Le 18 janvier suivant, des phalangistes tuent environ un millier de musulmans libanais et syriens dans le quartier de Karantina, un bidonville du nord de Beyrouth. Deux jours plus tard, c'est la ville à majorité chrétienne de Damour qui est décimée. Bilan, 500 à 600 morts. Après ces massacres, les Fedayin décident de s'engager ouvertement dans la guerre aux côtés de Kamal Joumblatt et des partis de gauche. Ces forces dites « palestino-progressistes » infligent plusieurs revers aux phalangistes et, au printemps, ces derniers sont à deux doigts d'être défaits. En dernier ressort, Pierre Gemayel appelle Hafez el-Assad à la rescousse, la Syrie envoie alors plusieurs divisions blindées. *« Le dirigeant syrien n'a aucune envie de voir émerger une force palestinienne trop puissante à ses frontières, ce qui provoquerait une intervention d'Israël, mais aussi son propre affaiblissement sur le plan régional et international. Sans compter que la cause palestinienne est susceptible de trouver un écho considérable auprès de la population syrienne, à 80 % sunnite »*, note Daniel Meier. En juin 1976, les troupes syriennes se déploient donc dans la région de la Bekaa, puis gagnent Beyrouth en août où, avec les forces chrétiennes, elles massacrent plus de 2 500 musulmans sunnites et chiïtes dans le plus grand camp de Tell al-Zaatar. *« À l'automne 1976, un document national d'entente se met à circuler, proposant une sortie de crise raisonnable. Ne désignant aucun vainqueur, il est toutefois rejeté tant par les souverainistes que les révolutionnaires. Au bout de 19 mois de conflit, la raison n'a pas encore sa place, même si cette guerre dite "des deux ans" a déjà fait quelque 70 000 morts et détruit la moitié de la ville de Beyrouth »*, analyse Daniel Meier.

Le pays du Cèdre sort morcelé de ce premier round, sous la coupe d'une multitude de factions armées. Au nord et à Beyrouth, la Force arabe de dissuasion (FAD), composée de 30 000 soldats, essentiellement syriens, maintient un calme précaire. Tandis qu'au sud, les incursions israéliennes se multiplient.

À FEU ET À SANG

En 1978, après un énième raid palestinien sur son territoire, l'État hébreu lance l'opération « Litani » au Sud-Liban. Le Conseil de sécurité de l'ONU exige le « retrait immédiat et inconditionnel » des troupes israéliennes et envoie dans la foulée la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul). *« Israël obtempère et se replie en partie, tout en installant une milice supplétive : l'armée du Liban Libre, ancêtre de l'armée du Sud-Liban »*, poursuit le chercheur. C'est alors qu'après les accords de Camp David, le 17 septembre 1978, la donne internationale change, la physionomie de la guerre aussi. Car l'Égypte se rapproche d'Israël et se retrouve de facto mise au ban sur la scène arabe. La question du leadership se pose alors. *« Hafez el-Assad, qui veut se positionner comme le parangon de la cause arabe et donc de la cause palestinienne, décide de retourner sa veste et de se battre contre les phalangistes »*, explique Daniel Meier. C'est ainsi qu'éclate la « guerre des Cent jours ».

Béchar Gemayel, le fils de Pierre Gemayel, sait qu'il ne peut l'emporter sans une union de toutes les milices chrétiennes. *« En 1980, il parvient à unifier les Forces libanaises en ayant pris soin au préalable d'éliminer les chefs des diverses milices chrétiennes rivales. Devenu le leader incontesté de la droite chrétienne, il va se rapprocher plus ouvertement d'Israël.*

Amal et Hezbollah, les frères ennemis

Les Bataillons de la Résistance libanaise, plus connus sous l'acronyme arabe d'Amal, voient le jour en 1975. Ils sont l'aile militaire et militante du Mouvement des déshérités fondé un an plus tôt par l'imam chiïte Moussa Sadr. Amal prend dans un premier temps le parti de la cause palestinienne. Mais les accrochages se multiplient à partir de 1976 lorsque l'OLP entre de plain-pied dans la guerre civile. De même, les relations avec les organisations de gauche vont se tendre sur fond de rivalités et

de divergences idéologiques. Et tous ces protagonistes finiront par combattre les uns contre les autres. En 1982, un autre mouvement chiïte se forme en dissidence, soutenu par la République islamiste d'Iran. Cette nouvelle entité a pour objectif de combattre Israël, qui vient d'envahir le Liban, et de préserver le pays de toute dépendance vis-à-vis de l'Est ou de l'Ouest. Ce groupe, officiellement constitué en février 1985, se fait connaître par une déclaration qui clarifie ses ambitions politiques et militaires tout en consolidant sa structure. Après

cette officialisation, nombreux sont les membres d'Amal, désapprouvant les orientations de leur organisation, à rejoindre les rangs du Hezbollah. Inquiet de l'influence iranienne au Liban, le régime syrien tente de limiter la marge de manœuvre de cette milice, notamment en soutenant Amal lors des combats fratricides qui éclatent à partir de 1988. Une trêve sera finalement signée en novembre 1990 sous l'égide des parrains iranien et syrien, alors que ce dernier avait déjà entériné sa mainmise sur le pays.



L'intervention israélienne « Paix en Galilée » débute le 6 juin 1982 pour expulser l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) du Liban, où celle-ci avait établi une base militaire et mené des attaques contre Israël.



Départ de l'OLP de Beyrouth, fin août 1982. À partir du 30 août, environ 14 000 membres de l'OLP, ainsi que des milliers de civils palestiniens, sont évacués par mer. L'OLP s'installe ensuite dans plusieurs pays arabes, principalement en Tunisie.

Avec le Mossad, ils bâtissent le projet d'un Liban chrétien ami. C'est dans cette perspective que l'État hébreu commence à considérer d'un œil neuf une invasion militaire de grande envergure. » Celle-ci aura finalement lieu le 6 juin 1982 lors de l'opération « Paix en Galilée ». L'objectif ? Ariel Sharon, alors ministre de la Défense, l'explique lui-même : « *Il faut en finir avec la partie sud de Beyrouth. Il faut détruire ce qui doit l'être, puis nettoyer tranquillement. Nous n'avons pas affaire à une population libanaise, mais à des camps terroristes. Nous sommes intéressés à ce qu'ils s'en aillent. Les Libanais s'en chargeront, mais il faut préparer le terrain.* »

Les forces israéliennes entament, avec l'aide des Forces libanaises, le siège de Beyrouth-Ouest. Après plusieurs mois de combats sanglants contre le camp palestino-progressiste, le « plan de paix » proposé par la Ligue arabe prévoyant l'évacuation des combattants palestiniens est finalement accepté par les différentes parties. Fin août, Yasser Arafat et 10 000 membres de l'OLP quittent la capitale libanaise sur des navires de guerre français sous la protection d'une Force multinationale composée d'Américains, de Français et d'Italiens. Celle-ci part à son tour. Et Béchir Gemayel est élu à la présidence, après un boycott massif des députés musulmans. Mais il ne sera jamais intronisé. Car le 14 septembre, il est assassiné. Dès le lendemain, les troupes israéliennes envahissent Beyrouth-Ouest et cernent les camps de Sabra et Chatila, encourageant les milices phalangistes à les « nettoyer » (Voir *Sabra et Chatila : massacre impuni*, p. 71). La Force multinationale revient à Beyrouth à la demande du Premier ministre libanais. La situation intérieure est chaotique. Le mouvement Amal multiplie les attentats contre l'État hébreu, tout comme le Hezbollah, le « Parti de Dieu », fondé à la suite de l'invasion israélienne par des chiites libanais et l'appui logistique de la jeune République

islamique d'Iran (Voir *Amal et Hezbollah, les frères ennemis*, p. 67).

L'opération israélienne est un échec. Son armée, intensément visée par les attentats suicides, va progressivement se retirer non sans jouer un jeu dangereux. En septembre 1983, elle abandonne soudainement la région du Chouf, dans la Montagne libanaise, laissant face à face les druzes du Parti socialiste progressiste, soutenus par les forces syriennes, et les chrétiens des Forces libanaises. Des factions qu'elle a auparavant contribué à armer !

Béchir Gemayel, leader des phalanges libanaises, fusil M16 dans la main, dans les rues de Beyrouth, en octobre 1978.

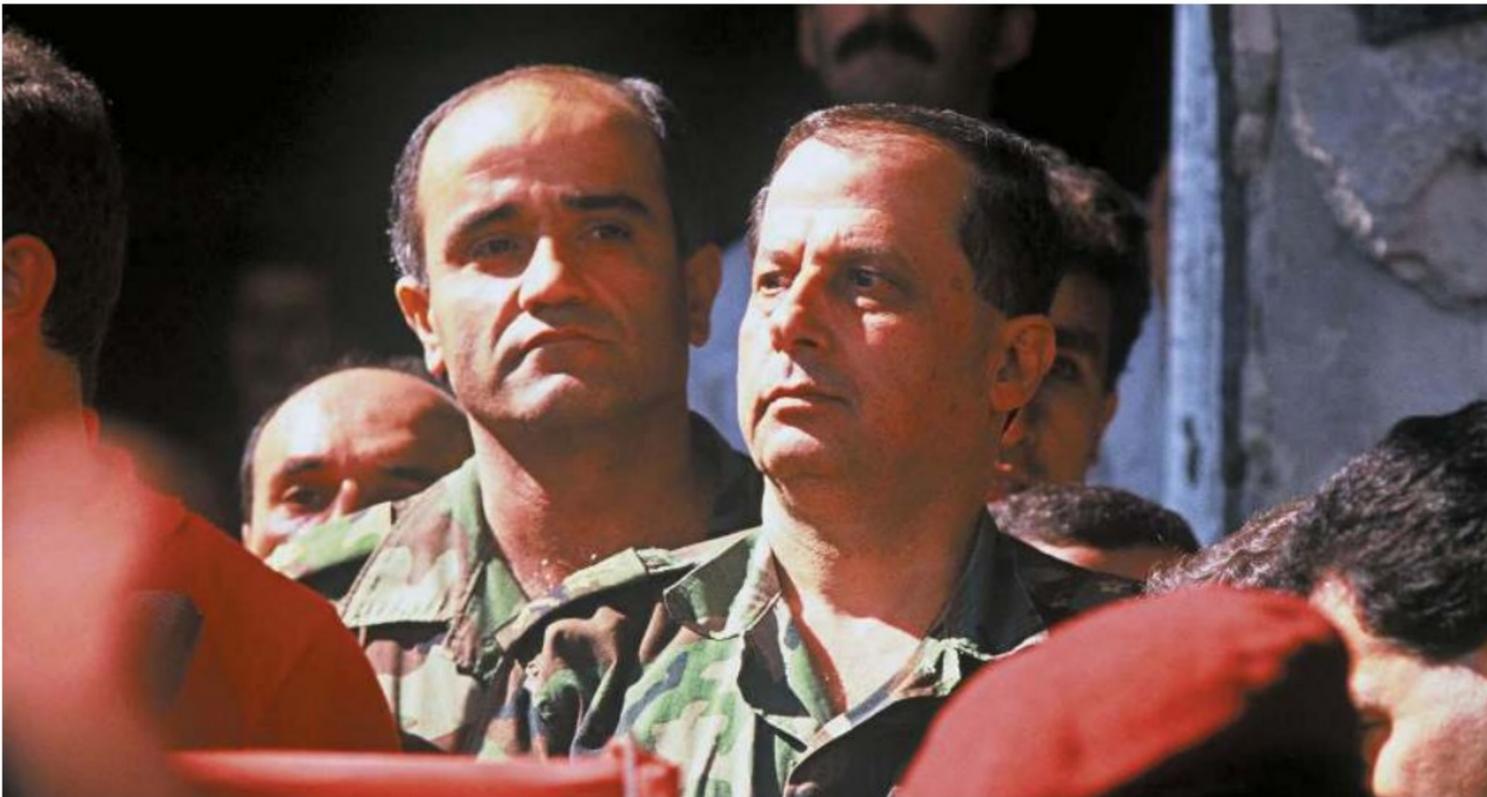


De grandes dynasties libanaises

Gemayel, Eddé, Frangié, Chamoun, Karamé, Sohl, Joumblatt... Ces grandes dynasties familiales d'obédiences chrétiennes ou musulmanes ont longtemps dominé la vie politique et économique du Liban, se distribuant de père en fils les postes-clés de l'État, les sièges de députés ou la présidence des partis, accaparant les richesses. Mais les quinze années de guerre civile ont quelque peu effrité cette dynamique familiale. Chez les maronites, les

milices ont en effet permis l'émergence de personnalités issues des classes moyennes. Ainsi Samir Geagea, à la tête des Forces libanaises fondées par Béchir Gemayel, qui fut emprisonné après la guerre civile puis amnistié en 2005, est aujourd'hui encore l'une des principales figures maronites. C'est le cas aussi du général Michel Aoun, qui a été chef du gouvernement intérimaire de 1988 à 1990. Même si les Karamé, Salam ou les Solh ont continué à fournir ministres et députés,

les anciennes familles sunnites ont elles aussi vu leur influence décliner avec l'arrivée de nouveaux leaders fortunés et en premier lieu de l'homme d'affaires Rafiq Hariri, nommé à la tête de cinq gouvernements avant d'être assassiné en 2005 et auquel a succédé son fils Saad, entre 2009 et 2011. Les druzes en revanche restent fidèles à leur leader et chef politique héréditaire Walid Joumblatt, fils de Kamal Joumblatt, le fondateur du Parti socialiste progressiste.



Devant 4 000 manifestants, le général Aoun rejette les accords de Taëf, à Beyrouth-Est, Liban, le 24 octobre 1989.

« Ce jeu inqualifiable d'Israël provoque un cataclysme sociétal. Brusquement, l'équilibre et les liens de confiance qui s'étaient tissés au sein des villages malgré les différences confessionnelles sont rompus », raconte Daniel Meier. Un bain de sang s'ensuit qui entraîne la déroute des phalangistes et l'exode de dizaines de milliers de chrétiens (6 000 morts et 150 000 déplacés). Le Chouf passe définitivement sous contrôle druze. En mai-juin 1984, les forces israéliennes se retirent aussi de la région de Sidon, provoquant une irruption de violence entre milices musulmanes et chrétiennes, lesquelles sont une nouvelle fois défaites. En juin 1985, les dernières forces israéliennes sont parties à l'exception d'une « zone de sécurité » au sud du fleuve Litani. Entre-temps, la Force multinationale quitte également le pays après avoir été la cible d'attentats meurtriers. Le retrait d'Israël laisse un Liban encore plus fragmenté, en proie aux luttes intestines. « La montée en puissance du Hezbollah dans la banlieue sud de Beyrouth et la présence continue d'Amal se traduisent par une rivalité accrue entre les deux groupes chiïtes, qui dégénère en 1988 en un véritable conflit », précise le chercheur. Cependant, le nombre de milices diminue peu à peu. « Elles ne produisent rien, elles sont des parasites sur le dos de la société qui, sans argent, ne peuvent plus fonctionner. Il devient nécessaire pour elles de passer à l'étape suivante. Et celle-ci est initiée par Damas qui garde l'objectif, à terme, de faire main basse sur le Liban ».

UNE PAIX BANCALE

Signés le 22 octobre 1989, les accords de Taëf prévoient ainsi le désarmement des milices, la réduction des pouvoirs du président de la République maronite au profit du Premier ministre sunnite et un rééquilibrage global du système confessionnel tenant

compte de l'évolution démographique du pays. Le texte réaffirme par ailleurs l'arabité du Liban.

Ils ne sonnent toutefois pas un retour à la paix. Car le général Michel Aoun, qui avait été désigné en 1988 chef du Conseil des ministres par intérim, refuse de les signer. Pariant sur le soutien américain, il lance une « guerre de libération » le 14 mars 1989 contre la Syrie, puis s'en prend à la milice chrétienne des Forces Libanaises, signataires quant à elle des fameux accords. Les États-Unis, préoccupés par la stabilité régionale et engagés dans la Guerre du Golfe, ferment les yeux sur le renforcement de la mainmise syrienne sur le Liban. Et ce sont les troupes syriennes qui vont déloger le général du palais présidentiel. Abrisé un temps à l'ambassade de France de Beyrouth, il sera finalement exilé en France. Son échec assoit la domination syrienne au Liban et entérine enfin les accords de Taëf et la fin de quinze ans d'affrontements fratricides. Les milices déposent les armes, exception faite du Hezbollah.

Le pays du Cèdre en sort exsangue avec près de 150 000 personnes tuées, cinq fois plus de déplacées, Beyrouth détruite, des dégâts matériels évalués à plus de 30 milliards de dollars. Sans compter la perte d'une partie de sa souveraineté, tiraillé entre un protectorat syrien et l'occupation de sa partie sud par Israël. Quant aux différents chefs de guerre, aucun d'eux ne sera jugé, la loi d'amnistie générale du 26 août 1991 pour tous les crimes commis avant le 28 mars de cette même année les exonérant de toute enquête. « Quasiment tous vont se retrouver dans le premier gouvernement. Un moyen de leur faire lâcher les armes... La population est, elle, trop occupée à survivre pour réagir », constate Daniel Meier. Et la plupart de ces protagonistes sont toujours là...

Fabienne Lemarchand

À LIRE

Marwan Chahine, *Beyrouth, 13 avril 1975 : autopsie d'une étincelle*, Belfond, 2024.

Le Liban en guerre (1975-1990), Dima De Clerck et Stéphane Malsagne, Belin, 2020.

Quatre heures à Chatila, Jean Genet, Revue d'études palestiniennes N° 6, 1983.

Le Liban, Daniel Meier, coll. Idées reçues, Le Cavalier Bleu, 2011; *Le Liban, du mythe phénicien aux périls contemporains*, Daniel Meier, Le Cavalier Bleu, 2022.

Liban-Syrie, intimes étrangers. Un siècle d'interactions socio-politiques, Elizabeth Picard, Actes Sud, 2016.

SABRA ET CHATILA, MASSACRE IMPUNI



« Chatila fut un camp. Ce n'est plus qu'un charnier. Ce fut une grand-rue et une nuée de ruelles. C'est désormais la mort à ciel ouvert. Chatila n'appelle ni l'emphase sinistre où conduisent trop souvent des comparaisons douteuses ni les prudences d'un langage contraint. C'est un massacre, un carnage, une insupportable boucherie », écrit le grand reporter Dominique Pouchin dans *Le Monde* du 21 septembre 1982. Cinq jours plus tôt, les miliciens chrétiens des Forces libanaises avaient pénétré de nuit dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila, dans le sud de Beyrouth, laissés à eux-mêmes après l'évacuation des derniers Fedayin et le retrait de la force multinationale. Assoiffés de vengeance au lendemain de l'assassinat de leur chef Béchir Gemayel, tout juste élu président, ils s'étaient livrés, du 16 au 18 septembre, à une orgie sanguinaire, assassinant près de 3000 civils sous l'œil complaisant de l'armée israélienne stationnée aux abords, laquelle est allée jusqu'à faciliter le passage des tueurs, tirant des fusées éclairantes pour guider la progression nocturne des miliciens. Des hommes, femmes, enfants, bébés, suppliciés, mutilés, torturés, éventrés. « D'un mur à l'autre d'une rue, arqués ou arc-boutés, les pieds poussant un mur et la tête s'appuyant à l'autre, les cadavres, noirs et gonflés, que je devais enjamber étaient tous palestiniens et libanais », relatera bien plus tard l'écrivain Jean Genet, l'un des premiers Européens à se rendre dans le camp sinistré, le 19 septembre, dans un récit poignant intitulé

Camp de Chatila à Beyrouth, le 20 septembre 1982.

Quatre heures à Chatila. « Pour moi comme pour ce qui restait de la population, la circulation à Chatila et à Sabra ressembla à un jeu de saute-mouton. Un enfant mort peut quelquefois bloquer les rues, elles sont si étroites, presque minces et les morts si nombreux. Leur odeur est sans doute familière aux vieillards : elle ne m'incommodait pas. Mais que de mouches. »

CRIME SANS CHATIMENTS

Le crime suscite une vague d'émotion planétaire. Mis en cause, le gouvernement israélien finit par former, fin septembre, une « commission d'enquête sur les événements dans les camps de réfugiés de Beyrouth », dirigée par le président de la Cour suprême, Yitzhak Kahane. Son rapport, publié en 1983, conclut à la responsabilité directe des milices chrétiennes, et à la responsabilité indirecte d'Israël. Les enquêteurs estiment qu'Ariel Sharon, ministre de la Défense à l'époque, n'avait pas pris « des mesures appropriées » susceptibles d'éviter le massacre. Il est invité à remettre sa démission, ce qu'il fera en février 1983... pour être nommé ministre sans portefeuille quelques jours plus tard. Aucun des protagonistes de la tuerie ne sera inquiété. Elie Hobeika, qui dirigeait alors les Forces libanaises, deviendra par la suite ministre des Déplacés, puis des Affaires sociales ou encore de l'Eau et de l'Électricité. Il sera assassiné dans un attentat à la bombe le 24 janvier 2002.

F.L.

ET LE HEZBOLLAH DE

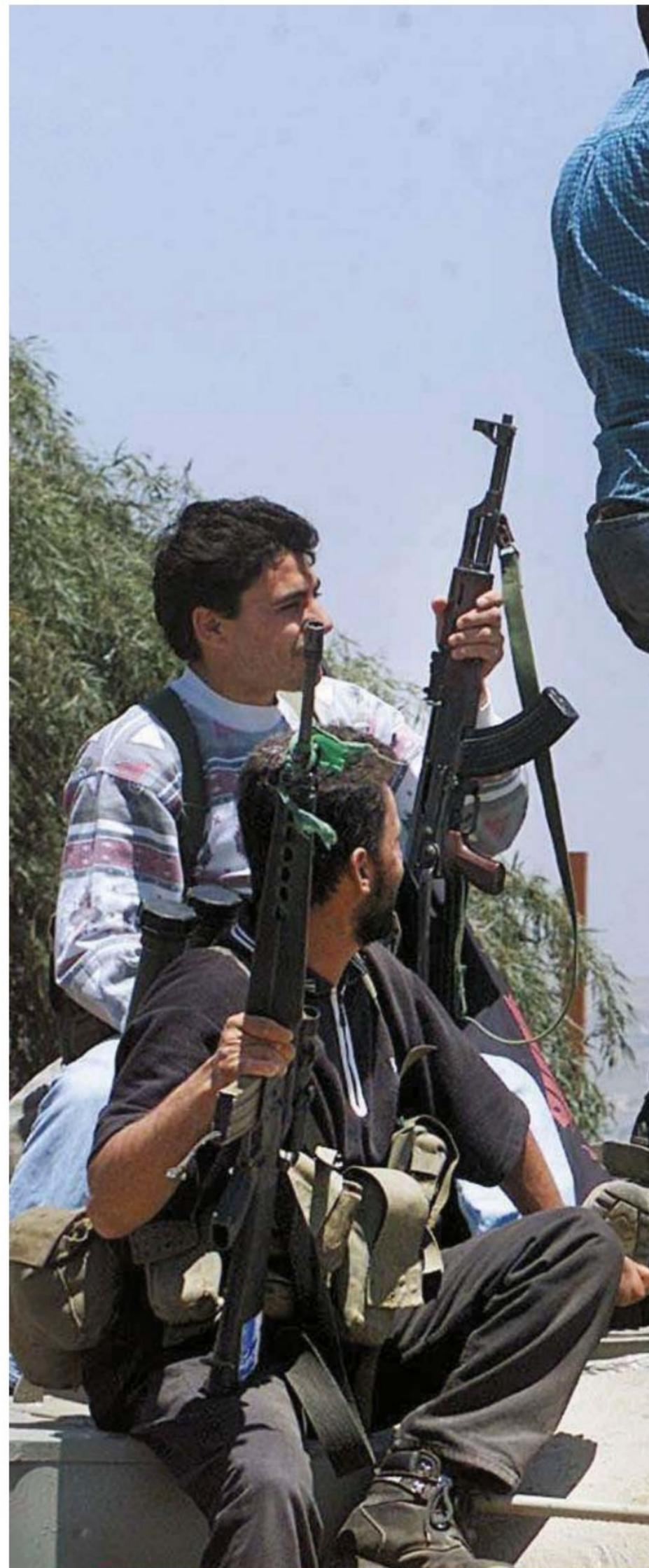
Au sortir de la guerre civile, en 1989, le Liban peine à retrouver sa stabilité politique et économique. Financé par la République islamique d'Iran, avec le soutien de la Syrie, le parti chiite Hezbollah s'impose peu à peu dans les institutions étatiques. Alors que la résistance contre Israël se poursuit, le pays court vers la crise.

« **R**assurez-vous, le Liban demeurera la patrie de tous les Libanais et ne disparaîtra pas. »
Ce 22 mai 1991, le président libanais Elias Hraoui a la voix confiante. L'accord de Taëf, signé en 1989, a mis fin à la guerre civile et décrété le désarmement des

milices de tous bords qui ont ensanglanté le pays durant quinze ans. La FINUL, la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, a pris position au Sud-Liban pour confirmer le retrait des troupes israéliennes et aider le gouvernement à rétablir son autorité dans la région. L'homme d'affaires, issu d'une famille de chrétiens maronites, mais lui-même farouchement anti-confessionnel, vient de signer un traité de fraternité avec Hafez el-Assad, l'homme fort de la Syrie. Ce document de six pages prévoit une coopération quasi totale entre les deux États. Au grand dam d'Israël, qui voit s'éloigner son rêve d'une alliance avec la droite chrétienne libanaise, mais avec l'aval des États-Unis, de la France et de l'Égypte, qui espèrent un pas vers la paix et la reconstruction au pays du Cèdre.

Le Liban et la Syrie ont, il est vrai, une longue histoire commune. Dès le Moyen Âge, ces deux territoires étaient réunis dans Bilâd al-Sham, le nom donné par les conquérants arabes à la Grande Syrie, qui comprenait également les États actuels de la Jordanie, de la Palestine et une partie de la Turquie. De 1516 à 1920, durant 400 ans, la Syrie et le Liban ont partagé les mêmes codes, coutumes

Des membres du Hezbollah brandissent armes et drapeaux à Kfar Kila, à près de 120 km au sud de Beyrouth, le 24 mai 2000, après le retrait complet des forces israéliennes de leur « zone de sécurité », occupée pendant près de 20 ans.



VIENT MAÎTRE DU JEU





Des adolescents libanais saluent les soldats syriens à bord de leurs chars soviétiques, venus comme force de maintien de la paix, en novembre 1976, pour mettre fin à 19 mois de guerre civile au Liban.

et usages en tant que provinces de l'Empire ottoman. Avant d'être l'une et l'autre placées sous mandat français par la Société des Nations, de 1923 à 1946, puis d'accéder en parallèle à l'indépendance, après la Seconde Guerre mondiale. Mais en 1991, les deux États paraissent bien inégaux. Le Liban sort très affaibli par les années de guerre civile, alors que la Syrie de Hafez el-Assad dispose d'une armée puissante. « Dès 1976, les troupes syriennes sont entrées au Liban à la demande du président Amine Gemayel pour "sauver" les chrétiens menacés par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Tout en s'imposant comme "médiateur" dans les conflits entre les milices libanaises, le régime syrien n'a ensuite cessé de jouer le jeu des alliances et des contre-alliances, en fonction des intérêts du moment », rappelle l'historien de l'islam contemporain Pierre-Jean Luizard dans *Les Racines du chaos, cinq États arabes en faillite*. « À l'issue de la guerre civile, le seul allié de la Syrie sur la longue durée semble être le Hezbollah, ce groupe paramilitaire soutenu par la République islamique d'Iran et présent au Liban, qui se revendique défenseur des populations chiïtes marginalisées et de la résistance régionale. »

DE LA MILICE AU POUVOIR

Dans les années 1990-2000, la situation géopolitique au Liban reste explosive. Israël a retiré ses troupes du pays, mais maintient au sud une zone tampon, contrôlée avec l'aide de l'Armée du Sud-Liban, une milice composée de chrétiens maronites et de musulmans chiïtes opposés au Hezbollah. La Syrie à majorité sunnite, elle, campe sur ses positions armées au nord, sans aucune date précise de retrait. Autant dire que le conflit est loin d'être achevé... « C'est dans la plaine de la Bekaa, proche de leur frontière, que les Syriens s'installent le plus durablement. La route qui traverse cette vallée, prolongée par la "trouée de Homs", leur offre le contrôle

de la circulation vers les grandes villes de la Syrie centrale », détaille Daniel Meier, expert à l'Observatoire du monde arabo-musulman. Cette présence militaire ne tarde pas à affecter l'économie locale en imposant la taxation de toutes les productions libanaises, la concurrence des produits syriens, la stérilisation des terrains agricoles occupés par les camps militaires, la réquisition des habitations par l'armée. » Supervisée par les autorités syriennes, sous la conduite de trafiquants turcs, l'extension des surfaces de cannabis et la réintroduction des cultures de pavot permettent de financer la montée en puissance du Hezbollah.

« C'est en effet dans cette même plaine de la Bekaa qu'a émergé le Parti de Dieu, financé et équipé par l'Iran. Ses premiers cadres dirigeants sont originaires de la région et le parti recrute parmi ses habitants », reprend Daniel Meier. Le président syrien Hafez el-Assad voit dans le Hezbollah des forces bienvenues pour maintenir la pression sur l'Armée du Sud-Liban, soutenue par l'État hébreu. Au mépris de l'accord de Taëf, qui imposait le désarmement des milices, le Liban sous tutelle syrienne accorde au groupe paramilitaire chiïte le droit exclusif de conserver ses armes pour défendre ses frontières et ferme les yeux sur le transit de ses combattants depuis l'Iran. Un avantage dont le Parti de Dieu profite pour s'affirmer sur le terrain militaire, en envoyant ses hommes combattre au Sud-Liban. Harcelée par le Hezbollah, l'Armée du Sud-Liban voit les désertions se multiplier, quitte progressivement les localités qu'elle occupait et finit par s'effondrer. Désormais dépourvu d'allié dans la région, Israël se décide à mettre en œuvre la résolution 425 du Conseil de sécurité des Nations unies : en 2000, l'État hébreu se retire derrière la Ligne bleue, de son côté de la frontière avec le Liban. Mais la FINUL a beau patrouiller le long de cette ligne matérialisée côté israélien par un mur, le Hezbollah renforce son arme-

ment et entreprend de creuser un gigantesque réseau de tunnels reliant le sud du Liban à la banlieue de Beyrouth et à la vallée de la Bekaa. Dès 1997, Israël et le Département d'État américain désignent la branche armée du Hezbollah comme une organisation terroriste. De 2008 à 2013, à la suite des attentats perpétrés par l'organisation en Europe, ils seront rejoints par la Grande-Bretagne, l'Australie, le Canada et l'Union européenne.

« Alors que le camp chrétien se divise de plus en plus, que la résistance palestinienne a été vaincue, le Hezbollah a désormais les mains libres pour s'imposer comme un acteur central au Liban, avec l'aide de l'Iran et le soutien décisif de Damas », note Pierre-Jean Luizard. Porté par son leader, le cheikh Hassan Nasrallah, le Parti de Dieu s'emploie à devenir un mouvement politique incarnant la résistance nationaliste contre Israël et le soutien aux déshérités chiites, qui représentent 27 % de la population totale du Liban. Dès l'élection de 1992, le Hezbollah a obtenu un député au Parlement. En 1998, il se retrouve à la tête de nombreux conseils municipaux. Il s'implique sur le territoire libanais dans l'élaboration et le fonctionnement de nombreuses institutions, telles que des écoles, des orphelinats, des centres agricoles, des hôpitaux et des programmes sociaux environnementaux. « À chaque crise avec Israël, le Hezbollah attend désormais du gouvernement qu'il agisse en complémentarité avec lui, en soutenant politiquement la cause de la Résistance. Moyennant quoi il respecte son engagement de ne pas déstabiliser le pouvoir par les armes », reprend Daniel Meier.

DE HARIRI À LA DOMINATION CHIITE

Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York, la Syrie est dans le viseur des gouvernements occidentaux. En 2004, l'ONU vote le retrait de l'armée syrienne et la tenue d'élections libres au Liban. Le 14 février 2005, l'ancien Premier ministre libanais Rafiq Hariri, un musulman sunnite

Des partisans du Hezbollah, brandissent le portrait de Hassan Nasrallah, lors des funérailles des commandants du mouvement Ibrahim Kobeissi et Hussein Ezzedine, le 25 septembre 2024.



Le 8 novembre 2019, des diplômés au chômage participent à une marche dans la ville portuaire libanaise de Tripoli, au cœur des manifestations sans précédent contre le gouvernement, qui ont commencé à secouer le Liban le 17 octobre de la même année.

opposé à l'influence de la Syrie sur son pays, est tué dans l'explosion de son véhicule blindé en plein cœur de Beyrouth. Cet assassinat spectaculaire est à l'origine de la révolution du Cèdre, qui met dans les rues la population libanaise et aboutit au départ des derniers soldats syriens du Liban en 2005. En 2006, le général Michel Aoun, l'ancien combattant des Forces armées libanaises, de retour au Liban, conclut un accord avec le Hezbollah. La même

année, Israël enclenche la guerre de 33 jours pour tenter de détruire le potentiel militaire du groupe armé. En vain. L'État hébreu est contraint de se retirer du Sud-Liban. Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah depuis 1992, est consacré héros national pour beaucoup de Libanais. Jamais le pouvoir du parti chiite n'a été aussi grand.

Dans un tel contexte, le Printemps arabe trouve moins d'espace au Liban que dans les pays voisins. En 2013, alors que la Syrie s'effondre dans le chaos de sa propre guerre civile, le Hezbollah envoie ses miliciens sauver le régime dictatorial de Bachar el-Assad. Exit le mouvement révolutionnaire des années 1980, les rôles sont désormais inversés. En 2014, faute d'accord entre les partis politiques, le Parlement libanais ne parvient pas à réunir le quorum pour organiser les élections, le Liban n'a plus de président. Et il faut attendre deux ans et demi pour voir revenir à sa tête le

général Michel Aoun, allié au Hezbollah. Alors que la corruption s'érige en système, le Liban fonce tête baissée vers la crise. « À Tripoli, plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le pays connaît de graves pénuries d'eau potable, des coupures d'électricité récurrentes, un chômage toujours plus élevé et une inflation galopante, due à l'effondrement de la livre libanaise face au dollar », rappelle Pierre-Jean Luizard.

La taxe sur l'application WhatsApp, jusqu'alors gratuite au Liban, est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. En octobre 2019, un mouvement de contestation d'une ampleur inédite se propage au

À LIRE

Les racines du chaos. Irak, Syrie, Liban, Yémen, Lybie, Cinq États arabes en faillite,
Pierre-Jean Luizard, éd.
Tallandier 2022.

Le Liban, du mythe phénicien aux périls contemporains,
Daniel Meier, éd.
Le Cavalier Bleu 2022.

Le 4 août 2020, une explosion massive au port, ressentie jusqu'à Chypre, à 240 kilomètres au nord-ouest de Beyrouth, causée par l'ignition de 2750 tonnes de nitrate d'ammonium. Bilan : 235 morts, 6500 blessés et des quartiers entiers ravagés.

Liban. Comme au Caire ou à Bagdad quelques années auparavant, la place des Martyrs de Beyrouth et la place al-Nour de Tripoli deviennent le théâtre du désespoir croissant de la population, qui réclame des réformes tout en déniait la capacité de la classe politique à les mettre en œuvre. « *Kelhon ya'né kelhon!* » (Tous, dégagez!) clament les contestataires. La participation des femmes de toutes confessions est massive. À l'issue des consultations des parlementaires libanais, l'homme d'affaires Hassan Diab est nommé Premier ministre, à la tête d'un gouvernement formé par une coalition entre le Hezbollah, le mouvement Amal et le Courant patriotique libre fondé par Michel Aoun. Le scrutin est marqué par l'abstention de la majorité des députés sunnites.

En 2020, la pandémie de coronavirus s'invite dans la crise libanaise. Elle va faire plus de 10 000 morts dans le pays. Malgré le confinement décrété par le gouvernement, des centaines de manifestants continuent de défilier en scandant « *Révolution!* ». La police intervient après le couvre-feu pour démonter et brûler les tentes. Des heurts opposent des contestataires à des partisans du Hezbollah, tandis que Hassan Nasrallah met en garde contre la chute des institutions. Le 7 mars 2020, le Premier ministre annonce le premier défaut de paiement de l'histoire du pays. Autrefois banque du Moyen-Orient, le Liban n'est plus en mesure de rembourser sa dette colossale. « *À la fin de la guerre civile, les pétromonarchies du Golfe avaient permis au pays de*

s'endetter toujours plus, dans un contexte de spéculation débridée pour sa reconstruction. Leurs intérêts, bancaires notamment, allaient alors de pair avec leur influence politique. La prééminence du Hezbollah et de l'Iran au pays du Cèdre les dissuade désormais de continuer à jouer le rôle de financiers du système », note Pierre-Jean Luizard.

L'EXPLOSION DU PORT

Le 4 août 2020, une violente explosion dévaste le port de Beyrouth, par lequel transitent 70 % des importations libanaises. L'onde de choc cause 235 morts, des milliers de blessés et de sans-logis. Un produit extrêmement dangereux, le nitrate d'ammonium, était entreposé depuis des années dans des conditions négligentes. Accident tragique ou autre origine ? L'explosion suscite de vives spéculations. Un an plus tard, les Libanais descendent dans la rue pour dénoncer l'incapacité du gouvernement à identifier les responsables. Le Hezbollah cristallise particulièrement la colère populaire. Las, depuis décembre 2021, l'enquête est suspendue. En 2023, 38 États ont néanmoins présenté une déclaration conjointe auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, appelant les autorités libanaises à respecter leurs obligations et à rouvrir une enquête transparente, indépendante et rapide sur la catastrophe. Les attaques du Hamas, suivies des ripostes israéliennes visant Gaza et le Hezbollah au Liban, ont depuis éclipsé le sujet.

Pascale Desclos



TERRORISTES OU LIBÉRATEURS ?



Un mois après la campagne d'élimination de ses cadres, par l'explosion de milliers de bipeurs sur le sol libanais et l'assassinat de Hassan Nasrallah dans un gigantesque bombardement israélien sur la banlieue sud de Beyrouth, en septembre 2024, le Hezbollah s'est doté d'un nouveau secrétaire général : le cheikh Naïm Qassem, 71 ans. Un homme aussitôt passé dans la clandestinité, dont l'État hébreu promet la mort. En se choisissant un nouveau chef en temps de guerre, le parti islamiste chiite a envoyé un message à ses partisans, qui paient le prix fort des intenses frappes israéliennes visant la plaine de la Bekaa et le sud du Liban. Il a aussi rappelé à ses opposants que, même si le Hezbollah est considérablement affaibli, la résistance continue. « *Le Hezbollah se reconstruira lentement, et ses cadres éliminés seront remplacés par une nouvelle génération de dirigeants tout aussi radicalisés, qui n'auront pas oublié les ravages provoqués par Israël au Liban* », pronostiquait en novembre 2024 dans *Le Monde diplomatique* le journaliste new-yorkais Adam Schatz. L'occasion de rappeler que, depuis le milieu des années 1980, le Hezbollah suscite des interprétations divergentes. « *Pour les uns, c'est un mouve-*

Lors d'une manifestation pro-Hezbollah, en 2006, une jeune femme agite un drapeau et un poster à l'effigie du leader Hassan Nasrallah (à droite), du général et chef de l'opposition chrétienne Michel Aoun au centre, et à gauche du député Nabih Berri.

ment terroriste, qui doit être éradiqué : tel est le point de vue d'Israël ou des États-Unis, rejoints, depuis 2016, par l'Arabie saoudite, explique Nicolas Pouillot, chercheur associé à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo). Pour les autres, le Hezbollah est condamnable, mais il y a un principe de réalité. L'Union européenne distingue entre une branche politique et une branche militaire du Hezbollah. Il est possible de dialoguer avec la première, il faut en finir avec la seconde. Enfin, il y a la narration du Hezbollah et de ses partisans : il n'est pas un mouvement terroriste, puisque ses armes bénéficient d'un principe de légalité au Liban. » Durant les trois dernières décennies, des Libanais de toutes confessions ont partagé cette vision d'un Hezbollah « résistant » et « nationaliste ». À leurs yeux, le parti chiite soutenu par l'Iran n'a jamais exactement été un État dans l'État. Il a eu au contraire un rapport fort avec l'État. Après avoir libéré le Sud-Liban de l'occupation israélienne et sécurisé les frontières de l'État, le Hezbollah a en effet joué le jeu des élections et de l'équilibre interconfessionnel. Même s'il s'est compromis pour beaucoup en apportant son soutien armé au régime dictatorial de Bachar el-Assad, en 2013. Mais tout a changé dès le lendemain des attaques du 7 octobre. Face à la passivité des autres dirigeants arabes, mais contre l'avis de la majorité de la population libanaise, le Hezbollah a décidé d'ouvrir un front nord pour soutenir le Hamas et la population de Gaza et forcer Israël à conclure un cessez-le-feu. Depuis, le Liban tout entier a replongé dans la guerre.

P.D.



Après Gaza, le Liban... Le 7 octobre et ses suites meurtrières bouleversent l'ordre du monde »

Entretien avec le politologue Gilles Kepel

Cahiers de Science & Vie : Alors que les images de bombardements au Liban s'enchaînent sur les écrans, l'incompréhension et l'émotion s'installent en Occident. Pouvez-vous nous rappeler à quoi ressemblait le Liban autrefois : les liens qui l'unissaient à la France et les particularités de cet État multiconfessionnel ?

Gilles Kepel : Le Liban dans son format actuel est une création du mandat donné par la Société des Nations à la France dans l'entre-deux-guerres. Le projet initial était de former un État où les chrétiens seraient le groupe dominant. Mais si on s'en était tenu à un Liban chrétien, le territoire aurait été trop petit. D'où l'idée de l'élargir au Grand Liban et de lui donner un modèle politique consociatif prenant en compte sa diversité religieuse. La constitution élaborée par les Français partageait le pouvoir entre trois grandes communautés. Le président devait être un chrétien maronite, le Premier ministre un musulman sunnite et le président du Parlement un musulman chiite. Ainsi, pensait-on, chacun serait représenté et personne ne pourrait accaparer le pouvoir au détriment des autres. Ce modèle a fonctionné tant que la prospérité a régné. Dans les années 1960, le Liban était surnommé la Suisse du Moyen-Orient. Ses banques attiraient les investissements de toute la péninsule arabe. Le pays affichait un excellent



GILLES KEPEL, Politologue spécialiste du monde arabe contemporain et de l'islamisme radical, professeur de sciences politiques à Sciences Po Paris, Gilles Kepel est l'auteur de nombreux essais, dont *Le Bouleversement du monde - L'après 7 octobre* (Plon, septembre 2024).

niveau éducatif, avec des écoles fréquentées par les élites de la région. C'était un État de droit, libre et sans tabous, où l'on venait dépenser son argent. Il jouait en quelque sorte le même rôle que Dubaï aujourd'hui...

CSV : Quels furent les causes et les enjeux principaux de la guerre civile qui a ravagé le Liban de 1975 à 1990 ?

G.K. : Le Liban s'est développé dans un environnement en plein tumulte, avec pour voisine l'ancienne Palestine, partagée après la Seconde Guerre mondiale entre les Juifs et les Palestiniens, sans consultation des gouvernements arabes. Dès 1967, la guerre de Six Jours met en péril le modèle du Grand Liban. Alors que l'armée israélienne s'est emparée du Sinaï, de Gaza, du plateau du Golan et de la Cisjordanie, l'accord secret du Caire autorise les Fedayin palestiniens chassés des territoires occupés à s'installer avec leurs armes au Liban. Cet afflux de populations musulmanes a renforcé le camp sunnite contre le camp maronite et a créé au pays du Cèdre un premier déséquilibre démographique et confessionnel. Qui plus est, les Palestiniens ont commencé à se servir du Liban comme d'un sanctuaire pour attaquer Israël. La guerre civile qui s'en est ensuivie a mis le pays à feu et à sang pendant quinze ans. La Syrie, qui n'avait pas accepté la création de l'État du Liban par la France,



PEU À PEU, LE HEZBOLLAH EST DEVENU LE MAÎTRE DU JEU POLITIQUE EN FORMANT UN VÉRITABLE ÉTAT DANS L'ÉTAT

a profité du désordre pour y entrer et a manipulé les groupes armés les uns contre les autres. En 1989, cette guerre civile a abouti aux accords de Taëf, qui ont modifié l'esprit de la constitution en affaiblissant les pouvoirs du président chrétien maronite et en les concentrant entre les mains du Premier ministre musulman sunnite. Après la guerre et jusqu'en 2005, l'armée syrienne a continué à occuper le nord du Liban en pillant une partie de ses ressources.

CSV : Comment le Hezbollah, le parti chiite islamiste créé pendant la guerre civile, a-t-il réussi à s'imposer dans le paysage libanais ?

G.K. : La révolution islamique de 1979 en Iran a effectivement entraîné une transformation géopolitique majeure au Liban : la montée en puissance de la communauté musulmane chiite, traditionnellement la plus pauvre au Liban, qui entretenait des rapports conflictuels avec les Palestiniens sunnites. Les gardiens de la Révolution iranienne ont vu

Une maison frappée à Saaideh, Baalbek, en septembre 2024, par un raid israélien au cours d'une campagne de bombardements parmi les plus intenses de l'histoire contemporaine du Liban.

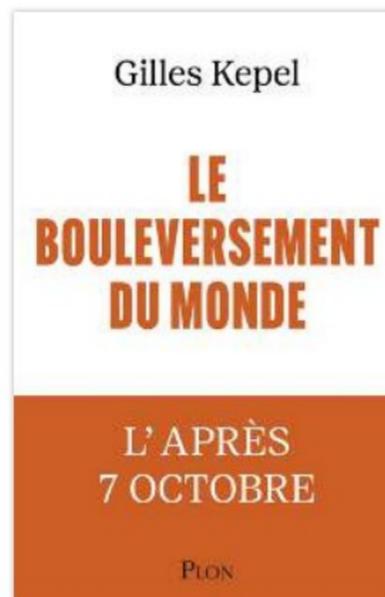
dans cette communauté qui faisait beaucoup d'enfants l'opportunité de créer une force de dissuasion vis-à-vis d'Israël. Avec son gaz, son pétrole, son argent, l'Iran s'est donc employé à transformer le Hezbollah, le parti chiite libanais, en une courroie d'investissement gigantesque. Alors que toutes les milices avaient été désarmées après la guerre civile, il l'a équipé en armes, jusqu'à en faire la force défensive majeure du Liban. Le système bancaire islamique du « bon crédit sans profit » a permis de soutenir la communauté chiite. Peu à peu, le Hezbollah est devenu le maître du jeu politique en formant un véritable État dans l'État au Liban. Et cela d'autant plus aisément que les chrétiens, divisés entre les alliés du clan sunnite et du clan chiite, n'avaient plus pour les représenter qu'un président dépourvu de pouvoir réel...

CSV : Quelles conséquences a eu la prise de contrôle du Hezbollah sur le Liban ?

G.K. : Après l'échec des accords d'Oslo de 1993,

qui prévoyait une solution à deux États pour Israël et la Palestine, le Liban restait pris en otage par la question palestinienne. La mainmise du Hezbollah sur le pays l'a replacé dans l'orbite de la conflictualité avec l'État hébreu. En 2006, la guerre des 33 jours, qui a vu Israël entrer puis ressortir du Sud-Liban, a renforcé l'aura du Hezbollah, qui a célébré le retrait israélien comme la victoire divine de son leader le cheikh Hassan Nasrallah. En apportant son soutien au régime de Bachar el-Assad contre les rebelles de la révolution syrienne, déclenchée en 2011, le Hezbollah a également contribué à faire de la Syrie en plein chaos la débitrice de l'Iran et un maillon de plus dans l'axe de la résistance contre Israël. Enfin, la crise économique de 2019 a généralisé la corruption au Liban et provoqué l'appauvrissement de la population. Et le système politique d'équilibre multiconfessionnel élaboré par la France dans l'entre-deux-guerres a conduit à ce qu'on appelle la « libanisation » : l'État du Liban, autrefois prospère et politiquement stable, a fait faillite. L'explosion suspecte du port de Beyrouth, qui a détruit la moitié de la ville en août 2020, en est un exemple probant.

CSV : Après le choc du 7 octobre 2023, Israël a désigné pour cibles le Hamas à Gaza, puis le Hez-



– et dans la foulée le Hezbollah à sa solde – dans un engrenage qui n'était pas sa stratégie originelle. Après le territoire palestinien, le Liban s'est retrouvé sous les bombardements, en première ligne de l'offensive meurtrière d'Israël.

CSV : Après la destruction de Gaza, quel peut être le sort réservé au Liban et à ses habitants ?

G.K. : Le pouvoir israélien s'est donné comme priorité d'infliger une destruction radicale aux membres du Hamas et du Hezbollah. C'est désormais chose faite. Yahya Sinwar, le chef du Hamas, a été tué comme un renard et la bande de Gaza n'est plus que cendres. Le cheikh Hassan Nasrallah, qui dirigeait le

Hezbollah depuis 32 ans, a été liquidé. Et avec l'affaire des bipeurs, tout son ancien état-major a été détruit en profondeur. Aujourd'hui, on se retrouve donc face à une situation inédite. La réplique israélienne a fait des dizaines de milliers de morts et de blessés à Gaza. Le chiisme a subi une défaite majeure au Liban et ne peut plus servir de rempart défensif. Ce qui fait peser sur ce pays le risque d'une nouvelle guerre civile. Le malheureux Liban doit aussi gérer le flot de déplacés qui ont vu leurs habitations détruites sous les bombardements israéliens. Dans cette phase de grande anxiété,



LA SURVIE DU LIBAN EN TANT QU'ÉTAT SERA DIFFICILE, MAIS IL NE FAUT PAS OUBLIER LA RÉSILIENCE DE CE PEUPLE

zbollah au Liban. Qu'est-ce qui réunit ces deux mouvements à l'histoire pourtant bien différente ?

G.K. : Né en 1982, le Hezbollah libanais est un parti islamiste chiite inféodé à l'Iran, dont il a toujours appliqué les ordres. On l'a vu, ce soutien lui a permis, outre de prendre le pouvoir au Liban, de défier Israël à ses frontières. Fondé en 1987, le Hamas est la branche nationaliste et politique des Frères Musulmans, d'obédience islamiste sunnite ; ce mouvement a été créé en défiance contre l'OLP qu'il accusait de corruption et de collaboration avec Israël, au détriment de la lutte pour la libération de la Palestine. La politique coercitive israélienne a favorisé l'essor du Hamas dans la bande de Gaza. Durant la période des printemps arabes, de 2011 à 2015, quand les sociétés arabes sont entrées en lutte contre les gouvernements autoritaires au Moyen-Orient, le Hamas s'est retrouvé de plus en plus isolé et a perdu ses soutiens traditionnels sunnites. Il a donc fait alliance avec le régime chiite iranien, même si c'était un mariage de convenance. Autant qu'on le sache, Yahya Sinwar a décidé de la razzia sanglante du 7 octobre 2023 contre Israël sans en avertir l'Iran. Ce faisant, il a entraîné l'Iran

nombre de questions restent irrésolues. D'un côté, les possibilités d'action militaire des Israéliens au Liban sont limitées. Par ailleurs, l'État hébreu ne peut pas envisager d'attaquer l'Iran, puissance au seuil du nucléaire, sans l'aide de l'armée américaine. De l'autre côté, l'Iran joue encore pour le moment le jeu de la République islamique. Mais en a-t-il encore les moyens ? Va-t-il continuer dans la même voie ou bien trouver un autre mode de fonctionnement, qui mettrait de côté le clergé ? L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, le 6 novembre 2024, va évidemment être déterminante pour la suite.

CSV : L'offensive meurtrière d'Israël sur Gaza et le Liban a de nombreuses répercussions à l'international. Le Liban est-il en passe de devenir le lieu où va se jouer un nouvel ordre mondial ?

G.K. : Après le massacre et la prise d'otages du 7 octobre, la plupart des dirigeants occidentaux ont soutenu le droit d'Israël à se défendre. À présent, la situation est en partie bloquée. On l'a constaté dans le veto de Biden contre les attaques de sites nucléaires iraniens ou les prises de bec du président français Macron avec Netanyahu. Pour les États



occidentaux, le Premier ministre Netanyahu a rendu possible l'attaque d'Israël par le Hamas par défaut de vigilance et le monde paye les effets pervers de sa politique. Les dirigeants arabes ne disent rien. Mais les populations, elles, bougent. En incitant l'État hébreu à répliquer par l'hécatombe de dizaines de milliers de civils à Gaza et au Liban, le Hamas et le Hezbollah ont suscité, au-delà de leurs seuls partisans, un mouvement de solidarité internationale – occultant dans la foulée le carnage du 7 Octobre.

Partout montent les polarisations identitaires. En France, les élections européennes de juin 2024 ont été marquées par l'opposition du discours islamogauchiste qualifiant l'attaque du Hamas « d'acte de résistance » et celui de la mouvance d'extrême droite, qui condamne l'islamisme radical et affiche son soutien à Israël. La campagne pour les présidentielles américaines a été troublée par les mouvements pro-Gaza dans les campus et les banlieues musulmanes. Les réseaux sociaux contribuent à amplifier ce phénomène de polarisation et à araser les mémoires. Pour une partie de la population

Un Palestinien pousse son chariot de vendeur ambulancier devant une fresque effacée représentant Donald Trump sur le mur de séparation israélien. Avant les élections, 66 % des Israéliens étaient favorables à une réélection de Trump (Bethléem, Cisjordanie, 1^{er} novembre 2024).

mondiale, l'extermination des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale est devenue une histoire ancienne qui ne concernait que les Européens. L'État d'Israël, édifié comme havre pour les survivants de la Shoah, est incriminé devant la justice internationale pour l'holocauste des Palestiniens et des Libanais. Par un basculement géopolitique, l'Occident se trouve stigmatisé et réduit à un « Nord colonialiste » immoral, face à un Sud qualifié de global. On assiste à un véritable bouleversement du monde et des valeurs occidentales, démocratie incluse.

CSV : Le Liban pourra-t-il un jour à nouveau jouer un rôle en tant qu'État sur la scène internationale, se réappartenir ?

G.K. : Au vu de l'actualité récente, la survie du Liban en tant qu'État sera difficile. Mais il ne faut pas oublier la résilience extraordinaire de ce peuple. Sa diaspora l'a prouvé : malgré les vicissitudes qui ont traversé leur histoire, les Libanais ont remonté des entreprises, des commerces, l'esprit levantin est toujours bien présent.

Propos recueillis par Pascale Desclos

